



Systeme de suivi et d'apprentissage du FFU SLC

RAPPORT 2023

COUVERTURE JUSQU'AU 31 DECEMBRE 2023

Altai Consulting pour l'Union européenne - Juillet 2024



Funded by
the European Union



© 2024 Altai Consulting. Tous droits réservés.

Licencié à l'Union européenne sous conditions.

Sauf indication contraire, toutes les photos de ce rapport sont attribuées à Altai Consulting.

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne à travers le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique (FFU). Son contenu relève de la seule responsabilité d'Altai Consulting et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne .

Photo de couverture : Altai Consulting, Nouakchott, Mauritanie, 2020

ALTAI CONSULTING

Altai Consulting fournit des services de recherche, de suivi et d'évaluation aux institutions publiques et aux organisations internationales dans les pays en développement.

Nos équipes sont présentes dans plus de 50 pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie centrale. Depuis sa création il y a 20 ans, Altai Consulting s'est concentré sur la recherche et l'évaluation de programmes liés aux migrations, à la gouvernance et au développement durable.

Coordonnées :

Philibert de Mercey (directeur du projet) : pdemercey@altaiconsulting.com

Eric Davin (Altai Partner) : edavin@altaiconsulting.com

www.altaiconsulting.com

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été préparé par Eric Davin, Justine Rubira, Philibert de Mercey, Laetitia Sanchez Incera, Manuel Schädler, Manon Buttaro et Amir Hamdane.

Nous remercions vivement le personnel des projets représentant les partenaires de mise en œuvre qui ont pris le temps de nous rencontrer et de se conformer à nos exigences en matière de rapports. Nous sommes redevables à :

- COGINTA, Enabel, PMLAL et promotion au Burkina Faso ;
- L'OIM au Cameroun ;
- AFD, *Caritas Suisse*, Concern Worldwide et GIZ au Tchad ;
- CIVIPOL en Côte d'Ivoire ;
- ICMPD, SNV et FENU au Ghana ;
- Enabel, GIZ, IOM et ITC en Guinée ;
- AFD, Centre européen d'appui électoral, Expertise France, GIZ, FIDA, OIM, PNUD et PAM au Mali ;
- AECID, *Croix-Rouge Française*, FIIAPP, GRET, OIT, OIM et OXFAM en Mauritanie ;
- AFD, African Parks Network, CIVIPOL, CNDH, Enabel, Garkua, Karkara et Wild Africa Conservation (WAC) au Niger ;
- British Council, OIM et PNUD au Nigéria ;
- AECID, AFD, AICS, CIVIPOL, Enabel, OIM et Promediation au Sénégal ;
- Enabel, l'OIM et l'ITC en Gambie ; et
- ACF, ACH, Camoes, *Caritas Suisse*, *Centre pour le Dialogue Humanitaire*, CIVIPOL, Danish Institute for Human Rights, *Expertise France*, FIIAPP, *Humanité & Inclusion*, Interpol, *Investisseurs & Partenaires*, IOM, IRC, *Office National de l'Eau et l'Assainissement*, *Organisation Internationale de la Francophonie*, OXFAM, PMLAL, *Promediation*, Croix Rouge Burkina Faso, Croix Rouge Espagne, Save the Children, Sequa, et *Terre des Hommes* au niveau régional.

Nous tenons également à remercier les délégations de l'Union européenne (UE) au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Nigéria, au Sénégal, en Gambie et au Tchad, ainsi que l'équipe du fonds fiduciaire à Bruxelles.

CONTENU

1.1.	Contexte.....	8
1.2.	La fenêtre SLC du FFU en 2023.....	8
2.1.	Méthodologie du système de suivi et d'apprentissage	9
2.2.	Défis et limites du rapport 2023	10
3.1.	Budget et nombre de contrats par statut.....	12
3.2.	Répartition du budget par pays, partenaire de mise en œuvre et objectif stratégique	15
4.1.	La région du Sahel et du lac Tchad sur 2023	18
4.2.	La réponse du FFU - aperçu des résultats.....	19
5.1.	Burkina Faso	46
5.2.	Côte d'Ivoire	53
5.3.	Ghana	58
5.4.	Guinée	64
5.5.	Mali	68
5.6.	Niger	75
5.7.	Sénégal.....	82
6.1.	Tableaux	90
6.2.	Chiffres.....	90

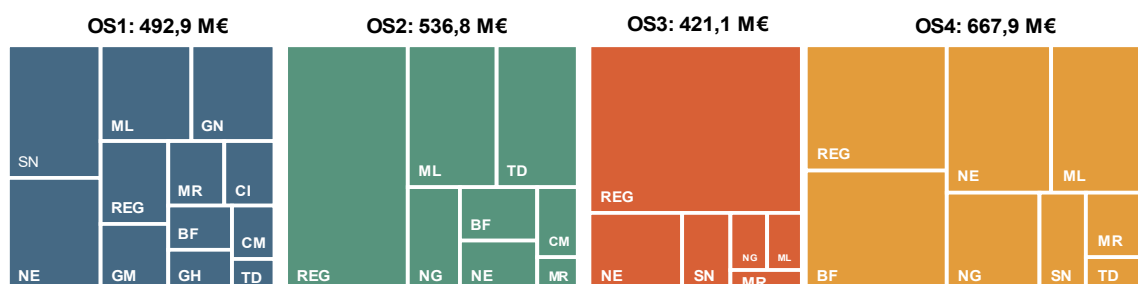
RESUME

Ceci est le treizième rapport préparé par le Système de Suivi et d'Apprentissage (MLS) pour la fenêtre Sahel et Lac Tchad (SLC). Il couvre tous les résultats obtenus grâce au financement du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour la stabilité et la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et des personnes déplacées en Afrique (FFU pour l'Afrique ou FFU) dans la région SLC, depuis le début des activités jusqu'au 31 décembre 2023, avec un accent particulier sur les résultats générés en 2023.

Ce rapport comprend les résultats des programmes mis en œuvre au Bénin, au Burkina Faso, au Cap-Vert, au Cameroun, au Tchad, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Nigéria, au Sénégal, en Gambie et au Togo.¹

Au 31 décembre 2023, le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique avait engagé² 5,0 milliards d'euros, dont 2,2 milliards d'euros pour 114 décisions dans la fenêtre SLC. Au total, 213 projets opérationnels ont fait l'objet d'un contrat dans la région SLC, dont 160 projets achevés, 52 projets en cours de mise en œuvre et un projet en phase de démarrage. 49 des projets actuellement en cours de mise en œuvre disposent de données ou d'autres informations qualitatives à communiquer et trois sont soit trop tôt dans leur phase de mise en œuvre pour pouvoir communiquer des résultats, soit leurs activités n'ont pas encore généré de résultats pertinents pour les indicateurs du FFU. Le présent rapport comprend des données sur 209 projets (équivalant à un financement de 2,09 milliards d'euros), dont 160 projets achevés, ainsi que 49 projets en phase de mise en œuvre avec des données à communiquer.

Figure 1: Ventilation du budget contractuel par pays et par objectif stratégique, décembre 2023³



Objectif stratégique 1 : Améliorer les perspectives économiques et d'emploi

En 2023, les économies d'Afrique de l'Ouest ont été confrontées à une inflation élevée, à des monnaies faibles et à un ralentissement de la croissance du produit intérieur brut (PIB). L'inflation a culminé à 20,3% tandis que le PIB réel a chuté de 4,4% à 3,2%.⁴ Malgré ces difficultés, les projections pour 2024-2025 laissent entrevoir des améliorations potentielles. Dans ce contexte économique, plusieurs pays ont pris des mesures d'allègement de la dette ; cependant, le service de la dette reste une charge importante, absorbant 47,5% des recettes publiques.⁵

À l'approche de la fin du Fonds, le nombre de programmes actifs axés sur la création d'emplois (indicateur 1.1), la création ou le soutien de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) (indicateur 1.2), ainsi que sur l'augmentation du nombre de personnes bénéficiant d'un enseignement et d'une formation techniques et professionnels (EFTP) et du développement des compétences (1.4) a considérablement diminué (passant de 47 en 2020 à seulement 21 en 2023), ce qui a conduit à la production annuelle la plus faible depuis la création du Fonds pour ces indicateurs. Au cours de l'année,

¹ Les résultats obtenus au Bénin, au Cap Vert, en Guinée-Bissau et au Togo sont collectés dans le cadre de programmes régionaux.

² Il s'agit des fonds alloués suite aux décisions des comités opérationnels.

³ Part du budget pour les projets contractés et pertinents pour le MLS.

⁴ BAD, "Performance et perspectives macroéconomiques de l'Afrique", janvier 2024. Récupéré [ici](#).

⁵ Banque mondiale, "Africa's Pulse", octobre 2023. Extrait [ici](#).

20 926 nouveaux emplois ont été créés, portant le total cumulé à 158 651 emplois (indicateur 1.1). La formation professionnelle est devenue la stratégie prédominante pour la création d'emplois, représentant 58% des nouveaux emplois, alors qu'elle était auparavant axée sur le développement des MPME et les programmes "argent contre travail". Les pays ayant créé le plus grand nombre d'emplois sont le Ghana (41%), le Niger (16%) et la Guinée (15%). Contrairement aux résultats globaux en baisse, le nombre de personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus (AGR) (indicateur 1.3) a atteint 158 644 en 2023, principalement grâce au projet GrEEen UNCDF¹, 79% des bénéficiaires se trouvant au Ghana. Il s'agit du deuxième résultat annuel le plus élevé depuis la création du Fonds.

Objectif stratégique 2 : renforcer la résilience des communautés et en particulier des plus vulnérables, y compris les réfugiés et autres personnes déplacées

La situation de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et au Sahel s'est fortement détériorée en 2023, en raison d'une confluence de conflits, de chocs climatiques et de déplacements de population à grande échelle. Ces crises ont fait grimper la malnutrition aiguë de 83%², touchant plus de 45 millions de personnes en situation de crise d'insécurité alimentaire, dont 25 505 en situation de catastrophe/famine.³ L'insécurité persistante a continué à déstabiliser des systèmes alimentaires fragiles et à entraver l'acheminement de l'aide dans les principaux pays touchés. Elle a également affecté la capacité de la région à fournir des services essentiels. Par conséquent, 8 397 écoles⁴ et 471 centres de santé⁵ sont restés fermés cette année, limitant l'accès à l'éducation et aux soins de santé.

Dans ce contexte, les interventions du FFU ont apporté un soutien ciblé pour renforcer la résilience. Au Mali, PST ML⁶ a fourni des transferts monétaires inconditionnels à 153 184 personnes vulnérables (indicateur 2.4) pendant la période de soudure. Au Tchad, DIZA Sud⁷ a renforcé la sécurité alimentaire à long terme en distribuant des outils agricoles aux coopératives et aux agriculteurs, au profit de 212 256 personnes, dont 45% de femmes (indicateur 2.4). Le programme régional PDU⁸ a soutenu l'accès à l'eau et à l'assainissement au Burkina Faso et au Tchad. Au Burkina Faso, il a permis d'améliorer l'accès à l'eau pour un total de 6 550 personnes, y compris les communautés d'accueil et les personnes déplacées à l'intérieur du pays, et a facilité l'accès à l'eau potable pour 40 808 patients dans les centres de santé (indicateur 2.9). Au Tchad, le programme a amélioré l'accès aux latrines et/ou aux services d'eau potable pour un total de 95 188 personnes (indicateur 2.3).

Objectif stratégique 3 : Amélioration de la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et de destination

Les déplacements forcés en Afrique de l'Ouest ont continué de s'intensifier en 2023, le nombre total de personnes déplacées dépassant les 8 millions, principalement en raison de l'intensification des conflits.⁹ Le Nigéria et le Burkina Faso, aux prises avec la violence djihadiste, ainsi que le Tchad, qui a reçu un afflux important de réfugiés fuyant les violences au Soudan, ont enregistré les augmentations les plus significatives.¹⁰ Les retombées des violences qui ont éclaté dans les pays du Sahel au cours des derniers mois de l'année ont entraîné une augmentation des

¹ GH-02-02 : Stimuler l'emploi vert et les opportunités d'entreprise au Ghana. Ce projet est un projet conjoint entre l'Union européenne (UE), les Pays-Bas, le Fonds d'équipement des Nations unies (UNCDF) et l'Organisation néerlandaise de développement (SNV).

² PAM, "Afrique de l'Ouest et Sahel : l'insécurité alimentaire et la malnutrition atteindront leur niveau le plus élevé depuis 10 ans", avril 2023. Récupéré [ici](#).

³ Cadre Harmonisé, "Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë courante en mars-mai 2023 et projetée en juin-août 2023", novembre 2022. Récupéré [ici](#).

⁴ OCHA, "Burkina Faso, Mali et Niger occidental - Aperçu humanitaire", 18 décembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁵ Ibid.

⁶ ML-14-12 : Programme de Soutien à la Transition en République du Mali.

⁷ TD-07-02 : Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil - Zone sud.

⁸ REG-18 : Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

⁹ HCR, "Statistiques mensuelles - décembre 2023", 20 janvier 2024. Récupéré [ici](#).

¹⁰ Chiffres comparés tirés de : HCR, "Statistiques mensuelles", décembre 2022 et 2023. Extrait [ici](#) et [ici](#).

déplacements dans les États côtiers. Fin 2023, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo accueilleront collectivement 125 112 réfugiés, demandeurs d'asile et déplacés internes, soit près de cinq fois plus que les 27 132 enregistrés à la fin de l'année précédente.¹ En outre, la migration irrégulière le long des routes de l'Atlantique et de la Méditerranée centrale vers l'Europe a connu une hausse notable, avec une augmentation de 157% par rapport à 2022.²

Dans ce contexte, les interventions du FFU visaient à renforcer les capacités de gestion, de protection et de gouvernance des migrations. Des programmes tels que *Protection West Africa*³ et Stabilisation Agadez⁴ au Niger ont soutenu la protection des migrants, ce dernier ayant facilité le retour volontaire de 420 personnes (indicateur 3.4). Parallèlement, ALTP Golfe de Guinée⁵ a apporté un soutien à la réintégration de 308 victimes de la traite des personnes dans quatre pays (indicateur 3.5bis). En outre, le renforcement des capacités est resté une priorité essentielle, avec 1 738 personnes formées sur des sujets liés à la migration, dont 69% spécifiquement sur la traite des personnes (indicateur 3.7). En outre, 20 institutions et organisations ont été renforcées sur des questions liées à la protection et à la traite des personnes, dont 13 au Ghana, quatre en Guinée et trois au Niger (indicateur 3.6).

Objectif stratégique 4 : amélioration de la gouvernance, de la sécurité et de la prévention des conflits

Le paysage sécuritaire en Afrique de l'Ouest s'est détérioré en 2023, avec l'intensification des conflits dans la région centrale du Sahel. Le Burkina Faso a été particulièrement touché, le nombre de victimes de la violence ayant presque doublé par rapport à l'année précédente. Les activités extrémistes se sont étendues à l'ensemble du pays, s'approchant de la capitale et laissant le gouvernement contrôler moins de la moitié du territoire burkinabé. Au Mali et au Niger, les affrontements avec les groupes djihadistes sont devenus plus fréquents et plus graves. Cette escalade s'est produite dans un contexte de changements géopolitiques régionaux, notamment le retrait des troupes françaises du Mali et l'expulsion par la junte malienne de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). De même, le Burkina Faso a officiellement demandé à la France de retirer ses troupes en janvier et a suspendu toute coopération militaire avec la France en septembre.

Au Niger, la garde présidentielle a orchestré un coup d'État le 26 juillet, renversant le président Mohamed Bazoum, ce qui a entraîné des sanctions économiques imposées par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). En réponse, les trois pays - chacun dirigé par des régimes issus de coups d'État militaires - ont fondé en septembre l'Alliance des États du Sahel (AES) pour consolider les efforts de défense contre les menaces jihadistes, en prenant leurs distances par rapport à la CEDEAO.

Les interventions du FFU ont visé à renforcer les capacités de gouvernance pour traiter les causes profondes de l'instabilité et soutenir les efforts de sécurité plus larges. Au Burkina Faso, au Mali et au Niger, où le FFU a mis fin à sa coopération avec les acteurs institutionnels, les activités ont été mises en œuvre grâce au soutien aux acteurs de la société civile. Un élément clé des efforts dans la région en 2023 a été la formation du personnel sur l'amélioration de la gouvernance, la prévention des conflits et les droits de l'homme. Au Mali, par exemple, le PST-ML a formé 14 625 personnes (indicateur 4.2). De plus, du matériel a été livré aux acteurs institutionnels de la région pour renforcer la gouvernance. Au total, 11 436 articles ont été distribués, comprenant des technologies de l'information (TI), de l'équipement technique et des véhicules, avec le Sénégal (45%) et la Mauritanie (17%) recevant la plus grande part (indicateur 4.1 bis).

¹ Ibid.

² Chiffres extraits et comparés de Frontex, "*Detections of illegal border crossings*", février 2024. Extrait [ici](#).

³ REG-13 : Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest.

⁴ NE-12 : Stabilisation et renforcement socio-économique des populations affectées par la migration irrégulière dans les zones de transit au Niger.

⁵ REG-12 : Appui à la Lutte contre la Traite des Personnes dans les pays du Golfe de Guinée.

1. INTRODUCTION

1.1. CONTEXTE

Le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour la stabilité et la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et des personnes déplacées en Afrique (FFU pour l'Afrique ou FFU) a été lancé en novembre 2015. Il est composé de trois "fenêtres" géographiques - Afrique du Nord (NoA), Corne de l'Afrique (HoA) et Sahel et lac Tchad (SLC), qui comprennent 12 pays principaux : Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Gambie et Tchad. Les pays voisins sont également éligibles aux programmes régionaux. Ce rapport inclut les résultats des programmes mis en œuvre dans 16 pays : les 12 pays mentionnés ci-dessus ainsi que le Bénin, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau et le Togo.¹

Il s'agit du treizième rapport préparé par le système de suivi et d'apprentissage (MLS) pour la fenêtre SLC du FFU, couvrant tous les résultats obtenus grâce au financement du FFU dans la région SLC, depuis le début des activités jusqu'à la fin de décembre 2023, en mettant l'accent sur les résultats générés en 2023. Les rapports précédents sont disponibles [ici](#).

1.2. LA FENETRE SLC DU FFU EN 2023

À la fin du mois de décembre 2023, le FFU avait engagé 5,0 milliards d'euros, correspondant aux fonds alloués à la suite des décisions prises par les comités opérationnels du FFU. La fenêtre SLC était le plus important en termes de financement, avec 2,2 milliards d'euros engagés à travers 114 décisions.² Il y avait 213 contrats opérationnels pertinents pour le MLS.³ Parmi ceux-ci, 160 projets d'une valeur de 1,6 milliard d'euros ont été achevés, 52 projets d'une valeur de 500 millions d'euros ont été mis en œuvre et 1 projet (13 millions d'euros) a été lancé. Sur les 52 projets en cours de mise en œuvre, 49 avaient des données à communiquer.⁴ Ce rapport présente les données de 209 projets, dont 160 projets achevés, couvrant un montant total de contrats de 2,09 milliards d'euros. Il couvre donc un projet supplémentaire par rapport au dernier rapport MLS (S1 2023).

Le financement et la mise en œuvre continuent de suivre les quatre objectifs stratégiques du FFU⁵ (OS) et les priorités stratégiques fixées par le Conseil stratégique du FFU et ratifiées en septembre 2019 : i) retours et réintégration ; ii) gestion des réfugiés ; iii) progrès en matière de sécurisation des documents et de l'état civil ; iv) mesures de lutte contre la traite des êtres humains ; v) efforts de stabilisation essentiels ; et vi) dialogue sur les migrations.

¹ Les résultats obtenus au Bénin, au Cap-Vert, en Guinée-Bissau et au Togo sont collectés dans le cadre de programmes régionaux et sont présentés dans la section "Aperçu des résultats" (4.2) du présent rapport.

² Site web de l'EUTF. Récupéré [ici](#).

³ Les projets sont considérés comme opérationnels lorsqu'ils fournissent des résultats aux bénéficiaires. Les projets administratifs et les projets non opérationnels (par exemple, les projets contractés dans le cadre de l'instrument de recherche et de preuve et de l'instrument technique et de coopération, les études de faisabilité, les audits, etc.

⁴ Trois projets étaient trop peu avancés dans leur phase de mise en œuvre pour pouvoir présenter des résultats au moment de la rédaction, ou leurs activités n'ont pas encore généré de résultats pertinents pour les indicateurs du FFU.

⁵ Les quatre objectifs stratégiques (OS) du FFU sont les suivants : OS1 "Plus d'opportunités économiques et d'emploi" ; OS2 "Renforcement de la résilience des communautés et en particulier des plus vulnérables, y compris les réfugiés et autres personnes déplacées" ; OS3 "Amélioration de la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et de destination" ; et OS4 "Amélioration de la gouvernance et de la prévention des conflits et réduction des déplacements forcés et de la migration irrégulière".

2. MÉTHODOLOGIE

2.1. METHODOLOGIE DU SYSTEME DE SUIVI ET D'APPRENTISSAGE

2.1.1. SUIVI DES EXTRANTS

L'équipe du système de suivi et d'apprentissage (MLS) travaille avec chaque partenaire de mise en œuvre (PMO) pour développer un système de rapportage qui permet au MLS de collecter le niveau de données le plus détaillé et le plus granulaire commun à tous les PMO. À cette fin, le MLS a élaboré un modèle de rapportage qu'il utilise avec la plupart des PMO, bien que le modèle de rapportage soit adapté à chaque projet grâce à un processus de rédaction et de rétroaction avec les PMO respectifs. Compte tenu de la complexité et de la diversité du portefeuille du Fonds fiduciaire, et du fait que les PMO et les systèmes de S&E ont des ressources, des contraintes et des capacités différentes, le MLS s'efforce d'offrir autant de flexibilité que possible en ce qui concerne la quantité, la désagrégation et le format des données collectées à partir des PMO.

Le MLS agrège ensuite les données collectées à l'aide d'une méthodologie standardisée (et les désagrège ensuite à nouveau selon diverses lignes d'analyse pour la déclaration). Cette approche permet au MLS d'aider les PMO à mettre en correspondance leurs propres activités et réalisations par rapport à la liste des indicateurs de réalisation communs du Fonds fiduciaire de l'Union européenne et d'avoir accès à un niveau de désagrégation plus fin (par exemple, par sexe, type de bénéficiaire, emplacement, etc.). Cela donne également au MLS une grande flexibilité pour modifier la façon dont les données sont analysées ou présentées au besoin.

Sur la base des informations reçues, l'équipe MLS complète la cartographie d'indicateurs d'extrait pour chaque projet, recueille les données pertinentes de chaque PMO, vérifie la qualité des données et les saisit dans la base de données MLS pour agrégation, vérification de qualité et analyse.

Au cours de la période de référence S1 2020, le FFU a révisé ses indicateurs de réalisation communs et leurs méthodologies respectives. Les révisions qui en ont résulté ont été formalisées dans un ensemble de notes méthodologiques, qui figurent dans les annexes du rapport S1 2020. Pour plus d'informations sur ce processus, veuillez consulter le rapport S1 2020.

2.1.2. ANALYSE DES RÉSULTATS

En plus du suivi des résultats, le MLS du FFU a commencé à inclure l'analyse des résultats¹ au niveau des projets et des programmes dans S2 2020 sous la forme d'encadrés pour certains projets achevés. Comme expliqué dans les rapports précédents ainsi que dans cette [note méthodologique MLS](#), l'agrégation des données de résultats pour le portefeuille du FFU n'est pas possible de la même manière que pour les données de résultats, car il n'y a pas d'indicateurs de réalisation communs et standardisés pour le FFU. Cela signifie qu'aucune donnée de résultat harmonisée sur le plan méthodologique n'a été collectée par les projets du Fonds, sans laquelle une analyse complète et significative des résultats est impossible. Par conséquent, il a été convenu que le MLS n'entreprendrait pas une agrégation quantitative complète des indicateurs de réalisation à travers les projets.

Cependant, dans le cadre des efforts plus larges du MLS pour évaluer les changements potentiels à grande échelle effectués par le FFU dans ses domaines de mise en œuvre, en mars 2022, l'équipe a mené un examen de tous les indicateurs de réalisation rapportés par les projets achevés avant juillet

¹ Dans cette section du rapport, le terme "résultat" fait référence à des indicateurs associés aux changements ou effets produits par les projets et programmes du FFU.

2021,¹ pour évaluer si une agrégation partielle pourrait être réalisable dans certains cas, et si des conclusions limitées pouvaient être tirées sur les résultats potentiels du portefeuille du FFU au-delà des projets et programmes spécifiques.

Un total de 56 projets qui se sont terminés avant S2 2021 dans la fenêtre SLC ont été évalués dans le cadre de cet exercice.² Sur ces 56 projets, 35 ont partagé un rapport d'évaluation finale avec l'équipe MLS. Les 21 projets restants n'étaient pas pertinents pour une évaluation finale, étaient en attente d'une évaluation finale en raison d'une date de fin récente, ou faisaient partie d'un programme en cours, ou les documents connexes n'ont pas été mis à la disposition de l'équipe MLS. Collectivement, ces projets ont fait état de 514 indicateurs de réalisation et d'impact, dont 370 ont été classés par le MLS comme étant de "véritables" indicateurs de réalisation.³ Parmi ceux-ci, 313 indicateurs ont été évalués par l'équipe comme étant SMART.⁴ En combinant les résultats de l'analyse initiale des CSL et des résultats d'ensemble, 33 catégories communes d'indicateurs de réalisation ont été identifiées, dont 20 étaient pertinentes pour les résultats cartographiés dans le cadre des projets CSL.

Toutefois, si les catégories permettent de regrouper les indicateurs en lots de résultats attendus similaires, la manière dont les indicateurs sont mesurés ou définis empêche souvent l'agrégation. Même dans les cas où les indicateurs de réalisation sont exactement équivalents, les valeurs agrégées ne peuvent être pondérées ou calculées sans connaître la population concernée ou la taille de l'échantillon. En outre, les limites de la qualité et de la disponibilité des descriptions et des données relatives aux indicateurs des projets ont une incidence négative sur leur potentiel d'agrégation. Dans de nombreux cas, les indicateurs mesurés au départ n'ont pas été mesurés à nouveau à l'arrivée (ou vice versa), ou l'évaluation à l'arrivée a recueilli des données pour un indicateur similaire mais incomparable à celui utilisé au départ.

Ainsi, il n'est possible d'agréger qu'un nombre limité d'indicateurs pour l'ensemble des projets du FFU et, même dans ces cas, il convient de tenir compte des limites et des mises en garde méthodologiques. Ces indicateurs agrégeables ont ensuite été analysés dans les sections du rapport annuel 2021 consacrées aux objectifs stratégiques, et ces analyses seront continuellement révisées dans les futurs rapports annuels (étant donné qu'une masse critique de projets supplémentaires achevés est nécessaire avant que les données agrégées puissent être mises à jour de manière significative). Les analyses des résultats spécifiques aux projets continuent d'être incluses sous forme d'encadrés dans leurs sections nationales respectives.

2.2. DEFIS ET LIMITES DU RAPPORT 2023

Au cours de la mise en œuvre des changements méthodologiques, certains projets n'ont pas été en mesure de fournir la désagrégation supplémentaire demandée. Dans ces cas, les données ont été incluses dans la catégorie "non spécifiée" dans les analyses MLS. D'autres n'avaient pas de données pour les indicateurs nouvellement créés. Les cas les plus significatifs sont les suivants :

- En raison des changements méthodologiques apportés aux indicateurs de réalisation communs dans le S1⁵ 2020, toutes les données GIZ collectées précédemment n'ont pas pu être transférées

¹ Selon les directives du FFU, les projets sont tenus de remettre leur rapport final au plus tard six mois après la fin de leur projet, d'où le choix de cette date limite pour l'inclusion des projets dans l'étude. Il convient toutefois de noter que l'absence de rapport final après cette date peut être due à divers facteurs, y compris la possibilité que les rapports n'aient pas été mis à la disposition de l'équipe MLS.

² Voir note de bas de page 1.

³ Voir note de bas de page 2.

⁴ Spécifique, mesurable, atteignable, pertinent et limité dans le temps.

⁵ S1 correspond au premier semestre et S2 au second semestre.

dans le système modifié. Par conséquent, les données GIZ incluses dans ce rapport ne sont pas complètes et les chiffres peuvent différer des rapports précédents.¹

- Pour les projets achevés pour lesquels les PMO ne pouvaient plus être contactés, l'équipe MLS n'a appliqué que les changements méthodologiques réalisables sans consultation, en utilisant les documents du projet, tels que les évaluations finales, comme référence.

Les données pour 2023 ont été reçues de tous les projets pour lesquels elles étaient attendues, à l'exception des projets suivants (qui ont envoyé des données partielles ou inexistantes) :

- G5 Respect des lois (REG-23-02), PDU RECOSOC (REG-18-08), POC Mali (ML-13-01), PARSEC EF (ML-06-02), AJUSEN CENTIF (NE-06-04), Stabilisation ESO Niger (NE-06-07), RDPPDH (NE-06-09), DESERT (NE-11-03), PASREP (NE-12-01), et TUUMA (BF-06-01).

Enfin, il est important de noter que, lorsque les projets se terminent, ils compilent l'ensemble de leurs résultats et procèdent souvent à une révision complète de leurs données. Ils demandent parfois au MLS de corriger les données antérieures sur l'ensemble de la durée de vie du projet. La liste complète des corrections ayant un impact sur les données rapportées dans les rapports MLS antérieurs est fournie à l'annexe 6. Cette année, des corrections importantes ont été introduites par ALTP Golfe de Guinée, l'initiative conjointe UE-IOM, GrEEen UNCDF et DIZA Sud.

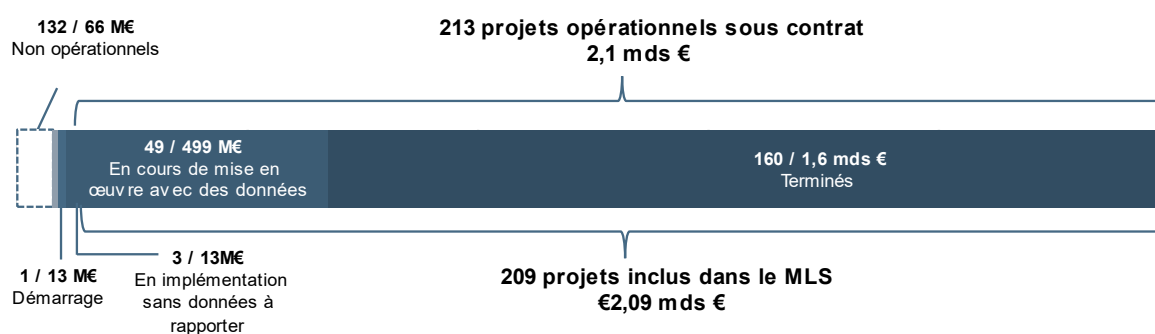
¹ Toutefois, les données historiques de tous les projets ont été adaptées rétroactivement aux changements méthodologiques, dans la mesure du possible, et les données fournies dans le même rapport sont donc comparables, même entre les périodes de référence.

3. APERÇU DU PORTEFEUILLE

3.1. BUDGET ET NOMBRE DE CONTRATS PAR STATUT

Au 31 décembre 2023, le FFU pour l'Afrique avait engagé¹ 5,0 milliards d'euros, dont 2,2 milliards d'euros pour 114 décisions dans la fenêtre SLC. Au total, 213 projets opérationnels ont fait l'objet d'un contrat dans la région SLC, dont 160 projets achevés, 52 projets en cours de mise en œuvre et un projet en phase de démarrage. Parmi les projets en cours de mise en œuvre, 49 disposaient de données ou d'autres informations qualitatives à communiquer. Les trois projets restants en étaient à un stade trop précoce de leur mise en œuvre pour pouvoir présenter des résultats ou leurs activités n'avaient pas encore généré de résultats pertinents pour les indicateurs du FFU. Le présent rapport comprend des données sur 209 projets (équivalant à un financement de 2,09 milliards d'euros), dont 160 projets achevés, ainsi que 49 projets en phase de mise en œuvre pour lesquels des données peuvent être communiquées.

Figure 2: Projets et budget couverts par le rapport annuel 2023 MLS, décembre 2023



Depuis la publication du rapport précédent, les projets suivants ont été ajoutés à la base de données MLS et au présent rapport :

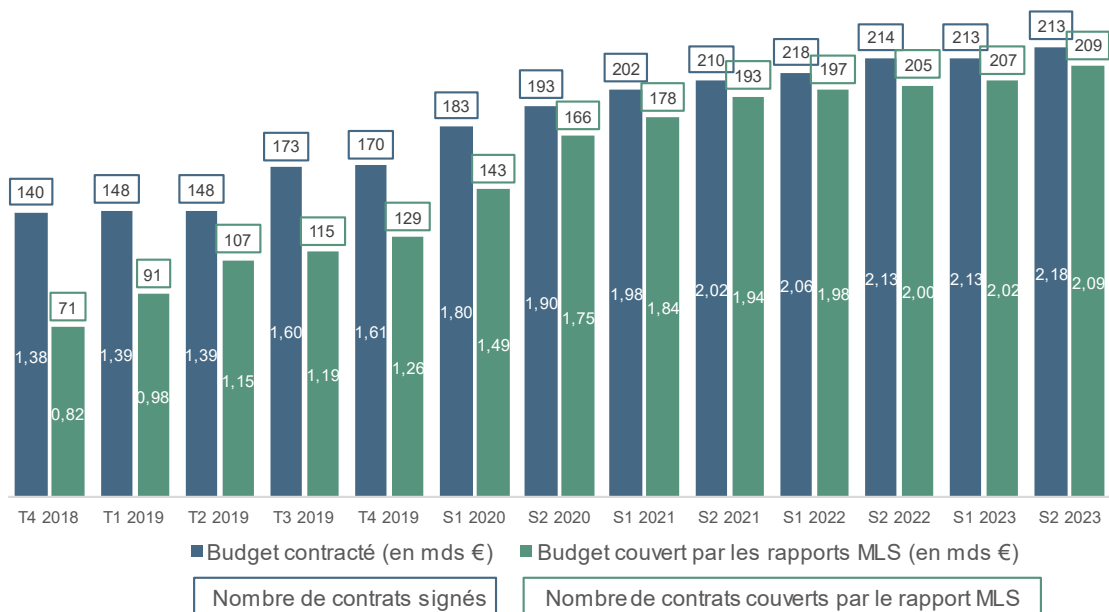
Tableau 1: Projet nouvellement ajouté au MLS pour le rapport annuel 2023, décembre 2023

Pays	Nom du programme	ID FFU	Nom du projet	PMO principal	Budget du FFU
Régional	Soutien au renforcement des systèmes d'information de la police dans la région élargie de l'Afrique de l'Ouest	T05-FFU-SAH-REG-03-02	Appui au renforcement du Système d'Information Policière au Tchad	Interpol	€ 3,000,000

Le graphique ci-dessous représente l'évolution du nombre de projets opérationnels contractés par le FFU, ainsi que le nombre de projets inclus dans les rapports MLS, avec les montants de financement correspondants. Entre juillet et décembre 2023, le projet mentionné ci-dessus a été nouvellement inclus dans la base de données MLS, ce qui représente une augmentation de financement de 3 millions d'euros. Cependant, une augmentation totale de 73 millions d'euros de financement est couverte par le présent rapport, car les ajustements récents des budgets n'ont pas été reflétés dans les rapports précédents du SLC MLS.

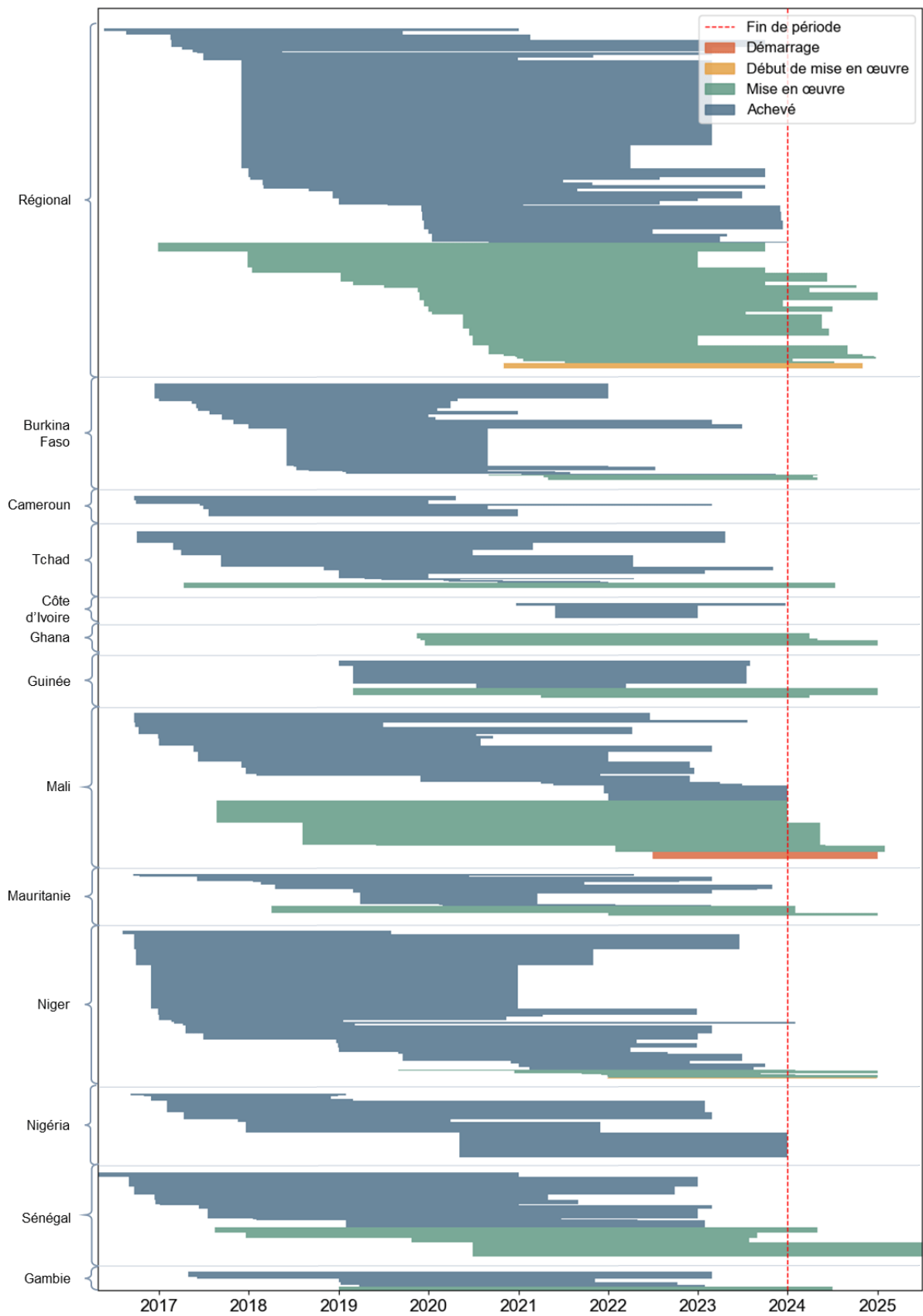
¹ Il s'agit des fonds alloués suite aux décisions des comités opérationnels.

Figure 3: Évolution des projets et des budgets couverts par le MLS dans la région SLC, décembre 2023



Le graphique ci-dessous présente les 213 projets opérationnels ayant fait l'objet d'un contrat, par budget, durée de vie et état d'avancement de la mise en œuvre. Par souci de clarté, le graphique utilise des noms de programmes abrégés. Les budgets se réfèrent uniquement à la contribution du FFU. La longueur des barres représente la durée de vie du projet et la hauteur/largeur du budget du FFU par projet. La couleur des barres indique l'état d'avancement du projet. Les dates d'achèvement sont considérées à partir de janvier 2024.

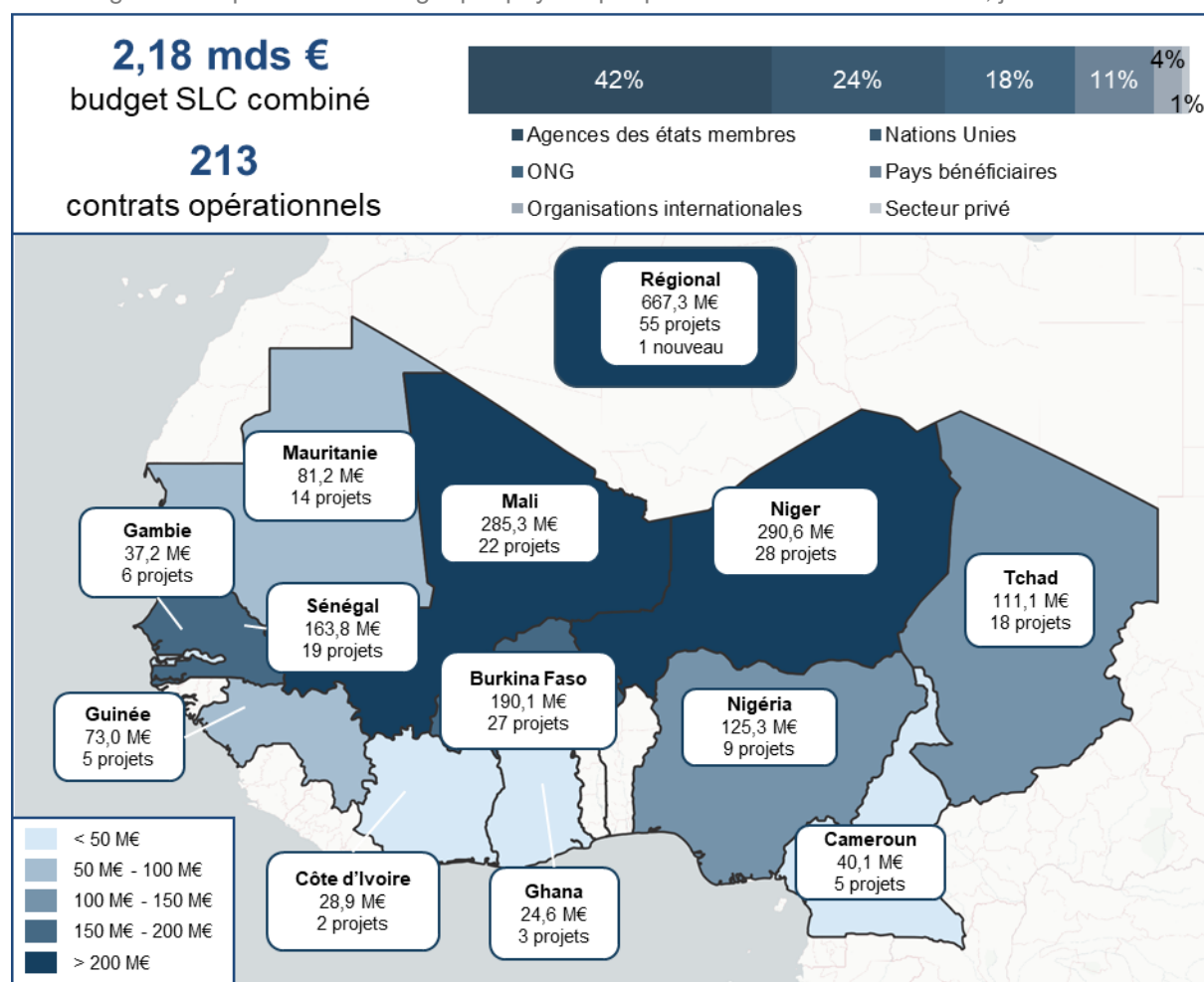
Figure 4: Projets sous contrat du FFU SLC par budget et état d'avancement, janvier 2024



3.2. REPARTITION DU BUDGET PAR PAYS, PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE ET OBJECTIF STRATEGIQUE

En décembre 2023, les projets régionaux représentaient collectivement le plus grand montant de financement contracté par le FFU. Au niveau régional, 667,3 millions d'euros (soit 31% du total) ont été attribués à 55 projets. Au niveau national, le Niger, le Mali et le Burkina Faso ont les portefeuilles les plus importants, avec des budgets de 290,6 millions d'euros (14%), 285,3 millions d'euros (13%) et 190,1 millions d'euros (9%), respectivement.

Figure 5: Répartition du budget par pays et par partenaire de mise en œuvre, juin 2024^{1,2}



Le budget du FFU pour la fenêtre SLC pour les projets opérationnels sous contrat reste largement géré par les agences des États membres (885,6 millions d'euros, soit 42% du budget), ainsi que par les agences, fonds et programmes des Nations unies (509,0 millions d'euros, soit 24%). Les projets gérés par des organisations non gouvernementales (ONG) représentent 19% du budget total, soit 392,8 millions d'euros. Les gouvernements des pays bénéficiaires reçoivent directement 11% (soit 237,7 millions d'euros) du budget, principalement sous la forme d'actions d'appui budgétaire, suivis par les

¹ La carte montre la répartition du budget combiné du SLC (2,18 milliards d'euros) pour les 213 projets opérationnels, par pays.
² "Nouveau" fait référence aux projets nouvellement ajoutés au MLS pour le rapport en cours.

organisations internationales (69,1 millions d'euros, soit 3%) et le secteur privé (24,3 millions d'euros, soit 1%).¹

En ce qui concerne les objectifs stratégiques (OS), les activités de sécurité et de gouvernance (OS 4) reçoivent la plus grande part du budget, soit 32% (667,9 millions d'euros). L'OS 4 est la principale priorité au Burkina Faso (70% du budget), au Nigéria (56%), au Niger (42%), au Mali (41%) et en Mauritanie (41%). Les projets régionaux reçoivent le plus grand montant de financement pour le OS4 (134,4 millions d'euros), suivis par les projets au Burkina Faso (131,9 millions d'euros) et au Niger (120,7 millions d'euros).

Le renforcement de la résilience (OS2) représente 25% des fonds du FFU dans la fenêtre SLC (536,8 millions d'euros) et est particulièrement important au Tchad (74%) et au Cameroun (49%) ainsi que dans les projets régionaux (32%). Les projets régionaux consacrés à l'OS2 représentent 215,1 millions d'euros, suivis par le Mali (89,5 millions d'euros), le Tchad (82,5 millions d'euros) et le Nigéria (39,0 millions d'euros).

Les opportunités économiques et d'emploi (OS1) sont soutenues par 23% (ou 492,9 millions d'euros) du budget SLC du FFU. Ces types d'activités sont particulièrement importants dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, tels que la Gambie (90% du total des fonds pour ce pays), la Côte d'Ivoire (83%), la Guinée (82%), le Ghana (80%) et le Sénégal (55%). En chiffres absolus, les pays ayant le plus grand montant de financement dédié à l'OS1 sont le Sénégal avec 90,3 millions d'euros et le Niger avec 87,0 millions d'euros.

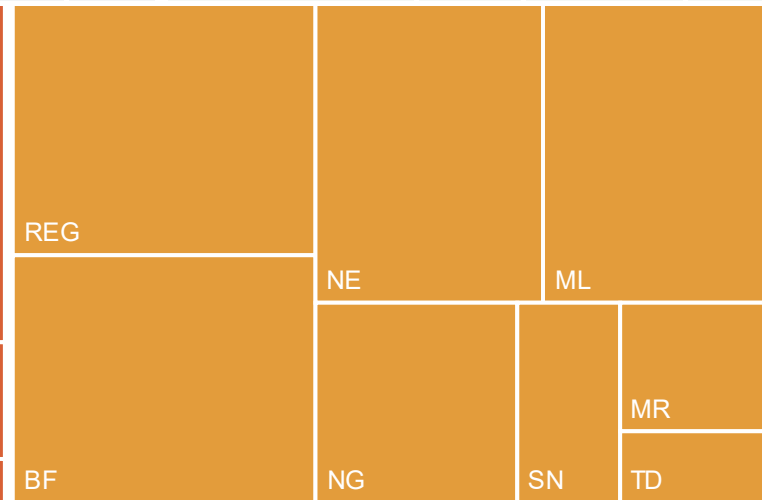
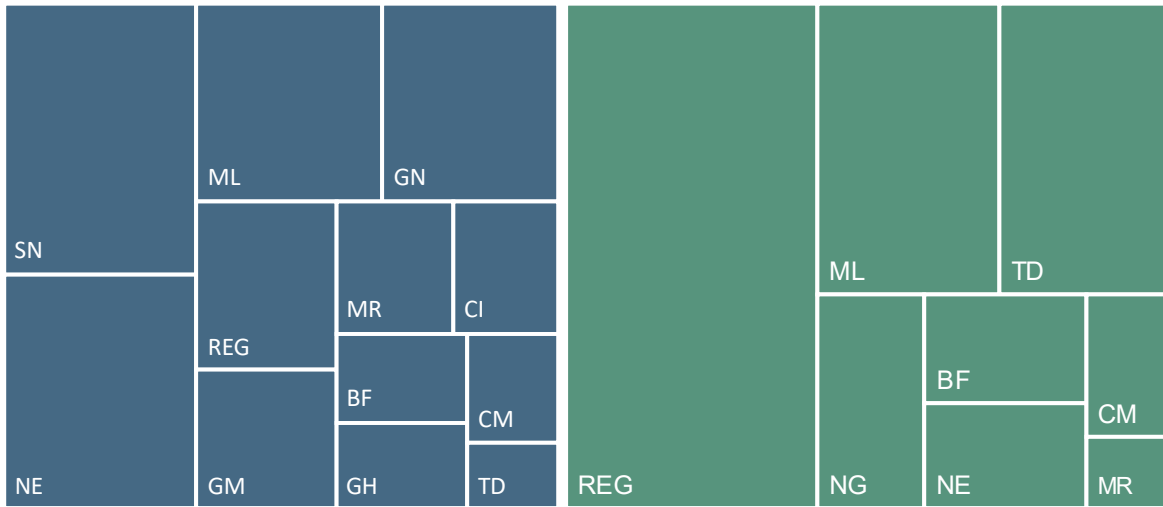
Enfin, la gestion des migrations (OS3) représente 20% (421,1 millions d'euros) du financement total du FFU dans la fenêtre SLC. La gestion des migrations est principalement financée par des programmes régionaux, qui représentent 277,3 millions d'euros. Les programmes nationaux dédiés à l'OS3 sont prédominants au Niger (53,9 millions d'euros) et au Sénégal (28,4 millions d'euros).

¹ Pour de nombreux contrats, des parties des budgets sont sous-traitées par les PE (y compris les agences des États membres et les agences, fonds et programmes des Nations unies), au moins en partie, à des ONG et à des OSC.

Figure 6: Ventilation du budget contractuel par objectif stratégique, Juin 2024¹

OS1: 492,9 M€

OS2: 536,8 M€



OS3: 421,1 M€

OS4: 667,9 M€

¹ Part du budget pour les projets contractés et pertinents pour le MLS.

4. APERÇU DE LA SITUATION ET DES RESULTATS

4.1. LA REGION DU SAHEL ET DU LAC TCHAD SUR 2023

La crise sécuritaire et humanitaire qui affecte l'Afrique de l'Ouest, et en particulier la région du Sahel, a persisté tout au long de l'année 2023, alors que la violence s'est intensifiée dans plusieurs pays du Sahel central. Les groupes d'insurgés djihadistes sont restés très actifs et ont menacé l'intégrité des pays. Au Burkina Faso, les groupes armés ont contrôlé 50% du territoire¹ et le nombre de victimes a doublé par rapport à l'année précédente, faisant de 2023 l'année la plus meurtrière depuis le début du conflit.² Dans le même temps, les tensions se sont accrues dans le nord du Mali, entre les forces armées maliennes (FAMA) et les groupes séparatistes touaregs³, Le nord du Nigéria a été un autre épice de la violence dans la région, où les groupes djihadistes ont poursuivi leurs attaques féroces, contribuant à l'instabilité chronique.⁴

Ces conflits se sont déroulés dans un contexte politique et institutionnel instable dans la région. Au Burkina Faso et au Mali, les juntes militaires ont renforcé leur emprise sur leurs pays respectifs, menacé la liberté de la presse et affaibli les groupes d'opposition, compromettant ainsi d'éventuelles transitions démocratiques.⁵ En juillet, le Niger est également tombé sous le joug militaire, à la suite d'un coup d'État qui a évincé le président démocratiquement élu Mohamed Bazoum, considéré comme proche des nations occidentales.⁶ Ces trois pays ont pris leurs distances avec la France et les institutions occidentales. La junte du Burkina Faso a officiellement demandé le retrait des troupes françaises en janvier⁷ et a suspendu toute coopération militaire avec la France en septembre.⁸ En outre, la junte malienne a exigé le retrait immédiat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) en juin, marquant ainsi la fin de son opération de dix ans dans le pays.⁹ Enfin, en septembre, le Niger, le Burkina Faso et le Mali ont fondé l'Alliance des États du Sahel (AES)¹⁰, en tant qu'alternative à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

La violence a contribué à l'aggravation de la crise des déplacements. Le Nigéria et le Burkina Faso ont accueilli le plus grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, tandis que les pays côtiers du Golfe de Guinée et le Tchad ont vu augmenter le nombre de réfugiés. En décembre, plus de 8,3 millions de personnes avaient été déplacées de force en Afrique de l'Ouest^{11,12}, incluant à la fois les personnes déplacées et les réfugiés, avec le plus grand nombre au Nigéria (3,6 millions), au Burkina Faso (2,1 millions), au Tchad (1,3 million), au Niger (0,6 million) et au Mali (0,5 million).¹³ Les États côtiers du golfe de Guinée¹⁴ ont enregistré 125 112 réfugiés et déplacés

¹ APNews, "More than 2 million people displaced, Burkina Faso's government says, as aid falls short", 5 juin 2023. Récupéré [ici](#).

² ACLED, "Le Sahel : une nouvelle ère meurtrière dans le conflit qui dure depuis des décennies", 17 janvier 2024. Récupéré [ici](#).

³ BBC, "Mali army seizes key rebel northern stronghold Kidal", 14 novembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁴ ICG, "JAS vs. ISWAP : The War of the Boko Haram Splinters", 28 mars 2024. Récupéré [ici](#).

⁵ France 24, "Au Burkina Faso, les élections s'éloignent et la Constitution sera modifiée", 30 septembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁶ France 24, "Dans la lutte contre les groupes djihadistes, le Niger n'a pas de meilleurs alliés que la France et les États-Unis", 3 août 2023. Récupéré [ici](#).

⁷ RFI, "Le Burkina Faso confirme avoir demandé le départ des troupes françaises", 23 janvier 2023. Récupéré [ici](#).

⁸ Jeune Afrique, "Le Burkina Faso rompt définitivement sa coopération militaire avec la France", 15 septembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁹ Le Monde, "Au Mali, la mission de l'ONU engage sous tension une nouvelle phase de son retrait", 17 octobre 2023. Récupéré [ici](#).

¹⁰ Jeune Afrique, "Le Mali, le Burkina Faso et le Niger scellent l'Alliance des États du Sahel", 16 septembre 2023. Récupéré [ici](#).

¹¹ Ce chiffre et les suivants incluent les chiffres du Bénin, du Burkina Faso, du Tchad, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, de la Guinée, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Nigéria, du Sénégal, de la Gambie et du Togo. Le Bénin et le Togo, qui ne font pas partie de la région SLC, étaient pertinents à mentionner en ce qui concerne les retombées du conflit dans les pays du Sahel.

¹² La Mauritanie, qui fait partie de la fenêtre SLC, n'apparaît pas dans les statistiques régionales mensuelles du HCR utilisées pour les autres pays. Les chiffres pour la Mauritanie ont été trouvés dans une autre source du HCR : HCR, "Mauritanie - Réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés au 1er janvier 2024", janvier 2024. Récupéré [ici](#).

¹³ HCR, "Statistiques mensuelles - décembre 2023", 20 janvier 2024. Récupéré [ici](#).

¹⁴ Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana et Togo.

internes au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Togo d'ici à la fin 2023 (soit cinq fois plus qu'en décembre 2022).¹ Le conflit qui a éclaté en avril 2023 au Soudan a également entraîné une arrivée importante de réfugiés dans l'est du Tchad.

Dans un contexte de déplacements régionaux importants, les principales routes migratoires vers l'Europe ont connu une augmentation du nombre de migrants en 2023. Entre janvier et décembre, 39 673 migrants ont atteint les îles Canaries par la route de l'Atlantique, ce qui représente une augmentation de 157% par rapport à 2022.² Parmi les migrants ayant emprunté cette route en 2023, 83% provenaient des pays du SLC.³ La route de la Méditerranée centrale a également connu une augmentation de 54%, passant de 105 561 individus en 2022 à 162 714 en 2023.⁴

Les données du Cadre Harmonisé montrent que des millions de personnes ont été confrontées à l'insécurité alimentaire, voire à la famine, pendant la période de soudure, de juin à août, au cours de laquelle 45,2 millions de personnes ont été confrontées à des niveaux de crise d'insécurité alimentaire (phase 3 de l'IPC ou plus). Parmi elles, 25 505 personnes ont connu une situation de catastrophe/famine (phase 5 de l'IPC), dont 19 867 au Burkina Faso et 1 671 au Mali.⁵ Le Tchad a également été particulièrement touché par l'insécurité alimentaire, avec 1,5 million de personnes en état de crise alimentaire, soit deux fois plus qu'en 2022. Au Tchad, cette hausse a été attribuée à des déficits agricoles causés par des infestations de ravageurs et des précipitations irrégulières.⁶

La région a également souffert de problèmes économiques structurels en 2023. Les économies d'Afrique de l'Ouest ont souffert d'une inflation élevée, de monnaies faibles et d'une croissance lente. L'inflation a culminé à plus de 20,3% après avoir fortement augmenté par rapport aux niveaux de 2022.⁷ Des monnaies comme le cedi ghanéen et le naira nigérian se sont dépréciées par rapport au dollar. Le poids de la dette est resté extrêmement élevé malgré la restructuration des obligations de certains pays.⁸ Le FMI et la Banque mondiale ont jugé que le Cameroun, le Tchad, la Guinée-Bissau et la Gambie étaient en situation de surendettement grave, et que le Ghana était déjà en situation de surendettement.⁹ La dette insoutenable a pesé sur les secteurs bancaires nationaux, les industries privées et l'emploi dans une grande partie de la région de l'Afrique de l'Ouest.¹⁰

4.2. LA REPONSE DU FFU - APERÇU DES RESULTATS

Cette section propose une analyse des résultats de la réponse du Fonds à ce jour par rapport à ses quatre objectifs stratégiques : économie et emploi ; résilience (sécurité alimentaire et accès aux services de base) ; gestion des migrations ; et gouvernance et prévention des conflits.

¹ Chiffres comparés tirés de : HCR, "Statistiques mensuelles", décembre 2022 et 2023. Extrait [ici](#) et [ici](#).

² Chiffres extraits et comparés de Frontex, "Detections of illegal border crossings", février 2024. Récupéré [ici](#).

³ Pour cette analyse, les ressortissants des pays couverts par le rapport SLC ont été pris en compte : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Gambie et Tchad.

⁴ Chiffres extraits et comparés de Frontex, "Detections of illegal border crossings", février 2024. Extrait [ici](#).

⁵ Cadre Harmonisé, "Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë courante en mars-mai 2023 et projetée en juin-août 2023", novembre 2022. Récupéré [ici](#).

⁶ UNOCHA, "Chad Humanitarian Update December 2023", janvier 2024. Récupéré [ici](#).

⁷ BAD, "Performance et perspectives macroéconomiques de l'Afrique", janvier 2024. Récupéré [ici](#).

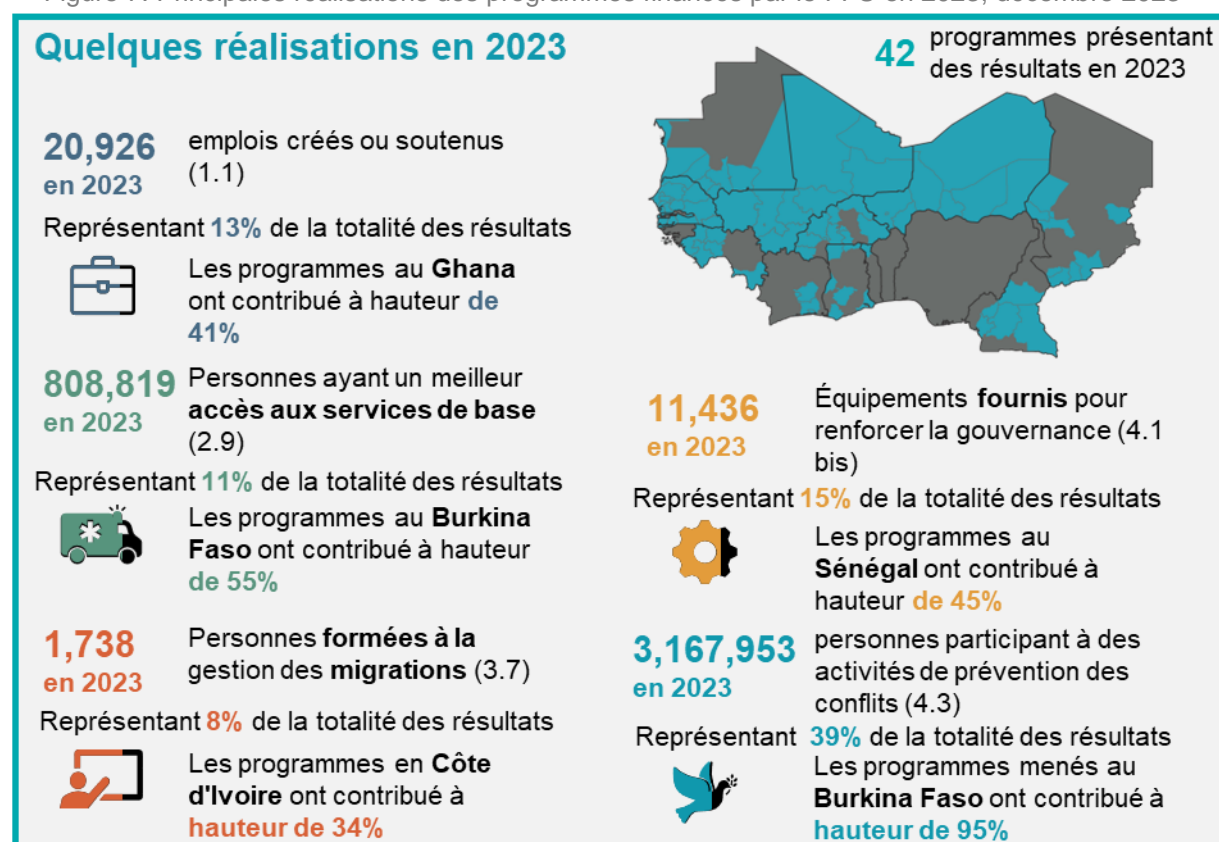
⁸ Banque mondiale, "Africa's Pulse", avril 2024. Récupéré [ici](#).

⁹ Banque mondiale, "Debt Sustainability Analysis (DSA)", consulté en avril 2023. Récupéré [ici](#).

¹⁰ BEI, "La finance en Afrique", 2023. Extrait [ici](#).

4.2.1. VUE D'ENSEMBLE DES INDICATEURS DE REALISATION COMMUNS DU FFU

Figure 7: Principales réalisations des programmes financés par le FFU en 2023, décembre 2023



Le tableau ci-dessous présente les valeurs agrégées déclarées par les projets SLC pour les 38 indicateurs de réalisation communs du FFU au 31 décembre 2023.

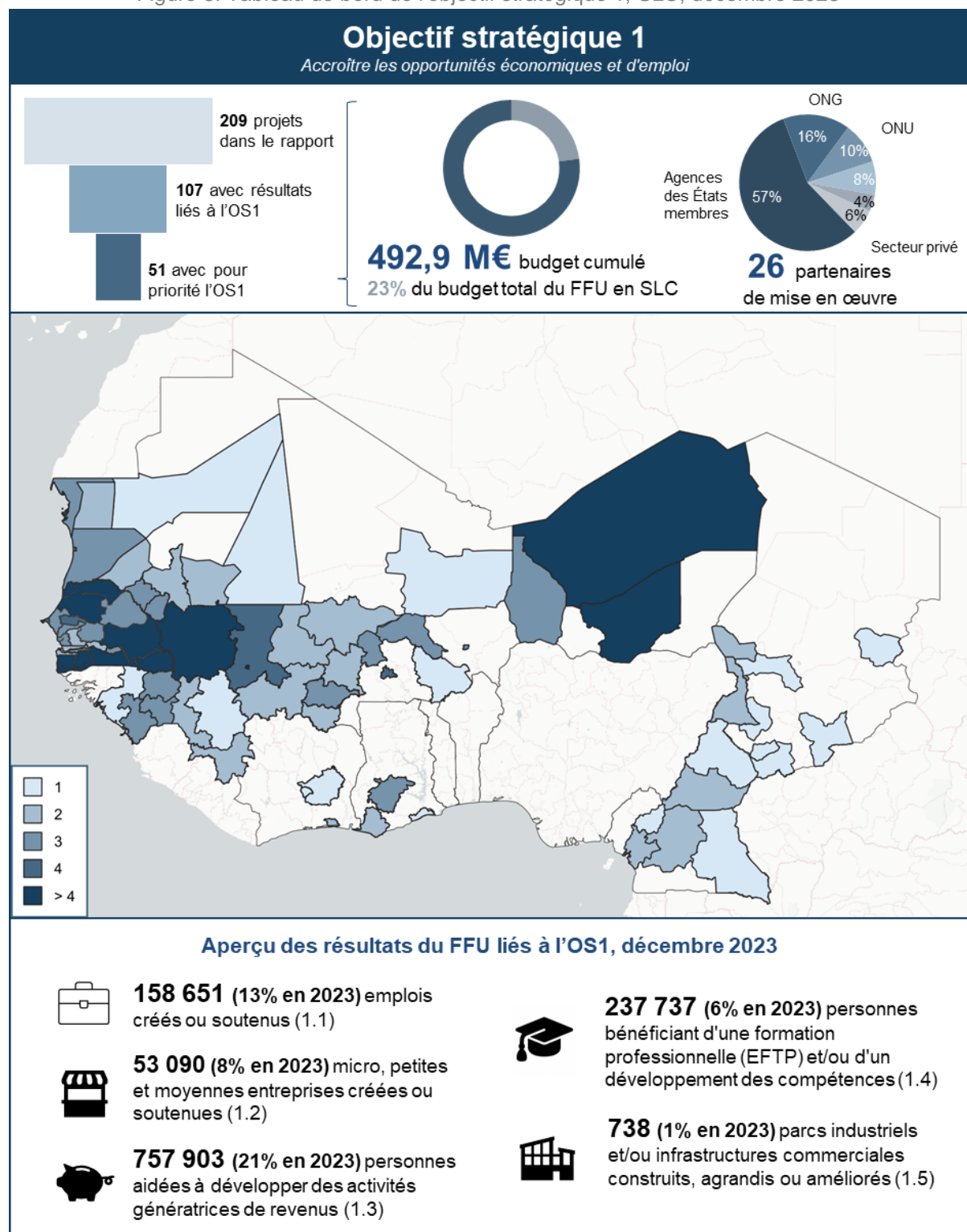
Tableau 2: Indicateurs de réalisation communs du FFU pour tous les projets SLC, décembre 2023¹

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	2021	2022	S1 2023	S2 2023	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	17 333	24 311	30 917	31 189	33 976	11 524	9 402	168 651	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	4 234	4 555	10 652	15 953	13 668	3 480	548	53 090	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	74 906	96 819	77 451	122 793	227 291	37 806	120 838	767 903	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	32 254	44 718	31 062	61 716	52 590	11 511	3 886	237 737	
1.5 Nombre de parcs industriels / infrastructures commerciales construits...	18	326	169	144	70	7	4	738	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	70	122	57	61	130	24	6	470	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	1 573	3 443	2 421	3 259	978	484	260	12 418	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	403 805	459 923	127 115	49 791	374 841	12 971	7 900	1 436 346	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	560 237	737 215	341 586	223 079	422 735	171 219	162 775	2 618 846	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	522 319	698 582	801 273	561 068	502 195	379 851	38 036	3 503 325	
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	182	218	17	45	15	6	0	483	
2.6 Hectares [...] ou des pratiques de gestion durable ont été introduites...	11 413	93 450	21 461	33 434	54 399	5 530	22 863	242 551	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	666 654	1 337 305	34 126 065	9 820 252	16 377 060	437 083	503 260	63 267 680	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services	15 129	33 331	52 437	33 887	8 723	10 133	1 126	164 767	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	2 423 091	1 340 869	727 945	1 020 324	864 595	282 676	526 143	7 185 643	
3.1 Nombre de projets et d'initiatives soutenus par les membres de la diaspora	19	36	36	127	152	4	8	382	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	61 089	12 320	18 100	64 235	55 909	1 236	3 649	216 538	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	443 515	1 022 823	1 253 904	1 808 879	13 893 695	2 935 931	73 858	21 432 606	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	29 194	19 165	16 231	8 012	193	420	0	73 215	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	47 775	22 572	10 625	11 415	11	0	0	92 398	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	17 971	18 099	31 008	22 224	2 770	626	170	92 868	
3.8 Nombre de personnes [bénéficiant] d'aide à l'évacuation et à la réinstallation...	64	328	80	50	4	19	1	546	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	729	1 615	3 655	8 214	4 662	1 229	509	20 614	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	2 915	1 395	583	465	18	0	0	5 376	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	11	326	305	210	31	0	0	883	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	10 340	4 122	1 816	655	487	88	260	17 768	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	22	22	23	49	13	2	4	135	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	2 315	1 313	7 099	34 193	19 033	10 034	1 402	75 389	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	13 686	10 696	10 703	22 149	21 650	11 520	9 673	100 077	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	544 936	432 030	2 650 585	472 161	865 839	1 397 417	1 770 536	8 133 506	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés	133	728	362	988	665	63	46	2 985	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	213	760	920	1 175	928	604	169	4 769	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	188	311	2 374	2 144	2 496	27	145	7 685	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	158	201	150	573	602	257	50	1 991	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	47	44	19	37	18	11	8	184	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	11 465 917	2 147 301	6 844	0	0	13 620 062	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	745 288	1 120 130	3 554 229	1 493 015	13 115	6 925 777	
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	1 234	1 130	195	21	2	2 583	

¹ Les lignes de tendance représentent les résultats trimestriels non cumulés au fil du temps.

4.2.2. DE MEILLEURES OPPORTUNITES ECONOMIQUES ET D'EMPLOI

Figure 8: Tableau de bord de l'objectif stratégique 1, SLC, décembre 2023¹



En 2023, les économies d'Afrique de l'Ouest ont dû faire face à une inflation élevée, à des monnaies locales faibles et à une croissance modérée. Si bon nombre de ces défis devraient

¹ Les chiffres du budget sont liés à des projets qui ont fait l'objet d'un contrat, qui sont pertinents pour le MLS et qui fournissent des données.

être progressivement surmontés au cours des prochaines années, la dette publique reste un risque considérable. Entre 2021 et 2023, la croissance du PIB réel en Afrique de l'Ouest est passée de 4,4% à 3,2%. Toutefois, la Banque africaine de développement s'attend à ce que les activités économiques s'accroissent à nouveau en 2024 et 2025, prévoyant une croissance de 4,0% et 4,4%, respectivement.¹ De même, l'inflation en Afrique de l'Ouest a été estimée avoir atteint un pic en 2023, après avoir augmenté de 16,8% en 2022² à 20,3% en 2023.³ Enfin, les monnaies locales, marquées par une dépréciation accélérée en 2023 au Ghana et au Nigéria, devraient se stabiliser dans un avenir proche.⁴ Malgré ces projections positives, les niveaux d'endettement restent un risque pour les économies d'Afrique de l'Ouest. Si la restructuration de la dette au Tchad et au Ghana et les réformes internes au Nigéria ont atténué le risque de surendettement, les échéances élevées de la dette en 2024 devraient compromettre la reprise économique dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. Les inquiétudes concernant le "mur des échéances des euro-obligations" en 2024⁵ ont également été reflétées dans les résultats d'une enquête menée en 2023 par la Banque européenne d'investissement, selon laquelle la principale préoccupation des banques africaines était le coût et la disponibilité du financement en devises étrangères.⁶ Selon l'analyse de viabilité de la dette de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), le risque de surendettement global est estimé élevé au Cameroun, en Guinée-Bissau, en Gambie et au Tchad, tandis que le Ghana est considéré comme étant déjà en situation de surendettement.⁷

Les niveaux insoutenables de la dette publique ont diminué les performances des systèmes bancaires nationaux, du secteur privé et des marchés du travail dans la région du SLC. L'augmentation de la dette publique a détérioré les bilans des banques et a eu un impact négatif sur les prêts au secteur privé : les banques nationales qui financent la dette publique ont évincé les crédits aux entreprises privées, limitant ainsi la capacité de ces dernières à investir.⁸ En outre, l'augmentation des taux d'intérêt pour juguler l'inflation a durci les normes de crédit, ce qui a eu un impact sur l'accessibilité au crédit, en particulier pour les MPME.⁹ Étant donné que les MPME représentent une grande partie des emplois en Afrique, ces développements ont également affecté les marchés du travail, bien que les conséquences exactes aient été moins bien documentées. Alors que l'Organisation internationale du travail (OIT) affirme que la croissance de l'emploi suit l'augmentation de la population active en Afrique subsaharienne, ce qui se traduit par un taux de participation à la population active relativement stable, le nombre absolu de personnes en emploi et au chômage a augmenté ces dernières années. Il est important de noter qu'on estime que 62 millions de jeunes en Afrique subsaharienne ne seront ni en emploi, ni en éducation, ni en formation en 2023, ce qui représente une augmentation de 22,2% des jeunes en 2013 à 25,9% en 2023.¹⁰ Enfin, les niveaux élevés d'endettement ont également réduit la capacité des gouvernements à fournir des infrastructures et des services aux MPME et aux travailleurs, étant donné que le service de la dette représentait 47,5% des recettes publiques en Afrique subsaharienne en 2023.¹¹

Malgré ces défis régionaux, le développement économique des pays SLC a été inégal : alors que le Ghana et le Nigéria ont connu de véritables crises économiques, les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ont fait preuve d'une remarquable résilience. Au Nigéria, le nouveau gouvernement a cherché à résoudre les problèmes structurels de longue date liés à la dépendance pétrolière du pays en introduisant des réformes de grande envergure : bien que

¹ BAD, "Performance et perspectives macroéconomiques de l'Afrique", janvier 2024. Récupéré [ici](#).

² Ibid.

³ Ibid.

⁴ Banque mondiale, "Africa's Pulse", octobre 2023. Extrait [ici](#).

⁵ Mécanisme africain d'évaluation par les pairs et Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, "Africa Sovereign Credit Rating Review", 2023. Extrait [ici](#).

⁶ BEI, "La finance en Afrique", 2023. Extrait [ici](#).

⁷ Banque mondiale, "Debt Sustainability Analysis (DSA)", consulté en avril 2023. Récupéré [ici](#).

⁸ BEI, "La finance en Afrique", 2023. Extrait [ici](#).

⁹ Ibid.

¹⁰ OIT, "Perspectives sociales et de l'emploi dans le monde. Tendances 2024", 2024. Récupéré [ici](#).

¹¹ Banque mondiale, "Africa's Pulse", avril 2024. Récupéré [ici](#).

la suppression de la subvention aux carburants et l'unification et la libéralisation du taux de change aient alimenté l'inflation et la dépréciation de la monnaie à court terme, ces réformes étaient censées stabiliser le pays à moyen terme. En particulier, la suppression de la subvention sur les carburants a considérablement élargi la marge de manœuvre budgétaire du gouvernement.¹ Au Ghana, le surendettement a contraint le gouvernement à mettre en œuvre un programme d'échange de la dette intérieure, à s'engager dans une restructuration de la dette au titre du cadre commun de traitement de la dette du G20 et à accepter un programme du FMI d'un montant de 3 milliards d'USD.² Entre-temps, la Banque mondiale a estimé la croissance de l'UEMOA à 5,1% en 2023, soit une légère baisse par rapport aux 5,8% de 2022³, et la Banque européenne d'investissement a constaté que la qualité des prêts des banques de l'UEMOA s'améliorait⁴, ce qui illustre les défis de développement inégaux et spécifiques à chaque pays dans la région des pays du Sud-Ouest.

Le Fonds fiduciaire a engagé 468 millions d'euros (22% du budget total du FFU afin d'améliorer les opportunités économiques et d'emploi (objectif stratégique 1) dans la région. Le Fonds fiduciaire vise principalement la création d'emplois inclusifs en se concentrant sur les plus vulnérables, à la fois par le biais du marché du travail et en aidant les personnes à développer des AGR. En outre, il vise à renforcer les MPME en améliorant la gouvernance, l'accès au financement et le développement des entreprises, ainsi qu'en construisant, rénovant et développant les infrastructures commerciales. Enfin, ses programmes soutiennent la formation professionnelle (EFTP) et le développement des compétences.

En décembre 2023, 22 programmes axés sur l'objectif stratégique 1 avaient été achevés, ce qui représente 81% du budget alloué à cet objectif stratégique. Huit programmes étaient en cours, représentant les 19% restants du budget.⁵ Les programmes en cours étaient mis en œuvre dans sept pays, le budget le plus élevé encore en cours de mise en œuvre étant alloué au Ghana.

Diminution des résultats du OS1, niveau élevé de support au développement d'ARG et poursuite de la création d'emplois en 2023

En 2023, le nombre d'emplois créés ou soutenus (indicateur 1.1), le nombre de MPME créées ou soutenues (indicateur 1.2) et le nombre de personnes bénéficiant d'EFTP et de développement des compétences (indicateur 1.4) étaient les plus bas depuis 2018. La principale raison en est qu'un nombre croissant de programmes ont été clôturés, à l'approche de la fin du FFU. Parmi les programmes axés sur l'OS1, trois ont été clôturés en 2021, cinq en 2022 et huit en 2023. Entre-temps, aucun nouveau programme n'a démarré depuis janvier 2021. En conséquence, un nombre décroissant de programmes (axés sur l'OS 1 et d'autres OS) ont produit des résultats au titre des indicateurs 1.1 à 1.4 du FFU depuis 2020 : de 47 en 2020, à 36 en 2022 et seulement 21 en 2023. Certains des programmes achevés ont été parmi les plus importants contributeurs aux opportunités économiques et d'emploi, notamment les Pôles Ruraux⁶ au Niger sur la création d'emplois (indicateur 1.1) et Développer l'emploi au Sénégal⁷ sur l'appui aux MPME (indicateur 1.2) et l'EFTP (indicateur 1.4).

¹ Banque mondiale, "Nigeria Macro Poverty Outlook", octobre 2023. Récupéré [ici](#).

² FMI, "2023 Article IV Consultation, First Review under the Arrangement under the Extended Credit Facility", janvier 2024. Récupéré [ici](#).

³ Banque mondiale, "Africa's Pulse", octobre 2023. Récupéré [ici](#).

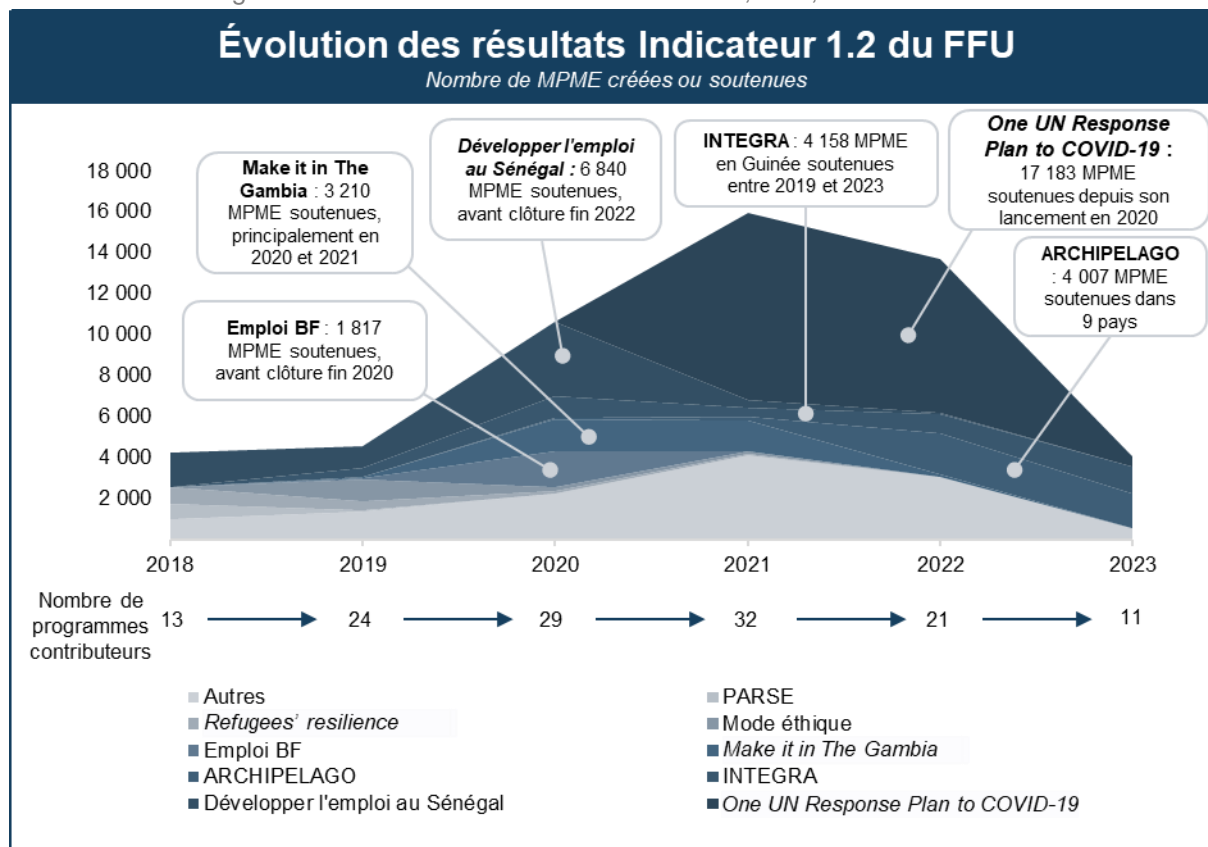
⁴ BEI, "La finance en Afrique", 2023. Extrait [ici](#).

⁵ Ces programmes représentent 40 projets achevés et 10 projets en cours.

⁶ NE-03 : Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions de Tahoua et Agadez.

⁷ SN-04 : Développer l'emploi au Sénégal : renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ.

Figure 9: Évolution de l'indicateur 1.2 du FFU, SLC, décembre 2023



Contrairement à cette tendance à la baisse des résultats, 158 644 personnes ont été aidées à développer des AGR en 2023 (indicateur 1.3), soit le deuxième nombre annuel le plus élevé depuis la création du Fonds. Les résultats de 2023 représentent 21% de tous les résultats obtenus dans le cadre de cet indicateur. La grande majorité des AGR en 2023 ont été soutenues au Ghana (79%), suivi par le Niger (9%) et le Burkina Faso (7%). Le Ghana a bénéficié de la plupart des AGR développées avec le soutien du FFU depuis 2022, remplaçant le Mali, qui avait été le principal bénéficiaire entre 2018 et 2021. Au sein du Ghana, seul le projet GrEEEn UNCDF¹ a fait état de résultats liés aux AGR en 2023. Le projet a développé 124 838, soit 79%, de toutes les AGR créées avec le soutien du FFU en soutenant 11 fournisseurs de services financiers dans l'amélioration de la littératie financière et la fourniture de services financiers à la population des régions d'Ashanti et de l'Ouest.

En 2023, les programmes financés par le Fonds ont créé ou soutenu 20 926 emplois, ce qui porte à 158 651 le nombre total d'emplois créés depuis le lancement du Fonds (indicateur 1.1). 41% des emplois déclarés en 2023 provenaient du Ghana, principalement grâce à GrEEEn GH.² Les deuxième et troisième pays en termes de création d'emplois soutenus par le FFU en 2023 étaient le Niger (16%) et la Guinée (15%), sous l'impulsion de Pôles Ruraux et d'INTEGRA³, respectivement. Outre ces programmes nationaux, le programme régional ARCHIPELAGO⁴ a également contribué de manière significative aux résultats de 2023 en visant à mieux faire correspondre l'offre et la demande de main-d'œuvre grâce à des initiatives ascendantes en matière d'EFTP. Il est à noter qu'un soutien réussi à l'EFTP a été la stratégie la plus importante pour la création d'emplois en 2023, alors que le soutien aux MPME ou aux associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) ainsi que les programmes "argent contre travail" avaient joué un rôle plus central au cours des années précédentes.

¹ GH-02-02 : Stimuler l'emploi vert et les opportunités d'entreprise au Ghana.

² GH-02 : Stimuler l'emploi vert et les opportunités d'entreprise au Ghana.

³ GN-01 : Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes.

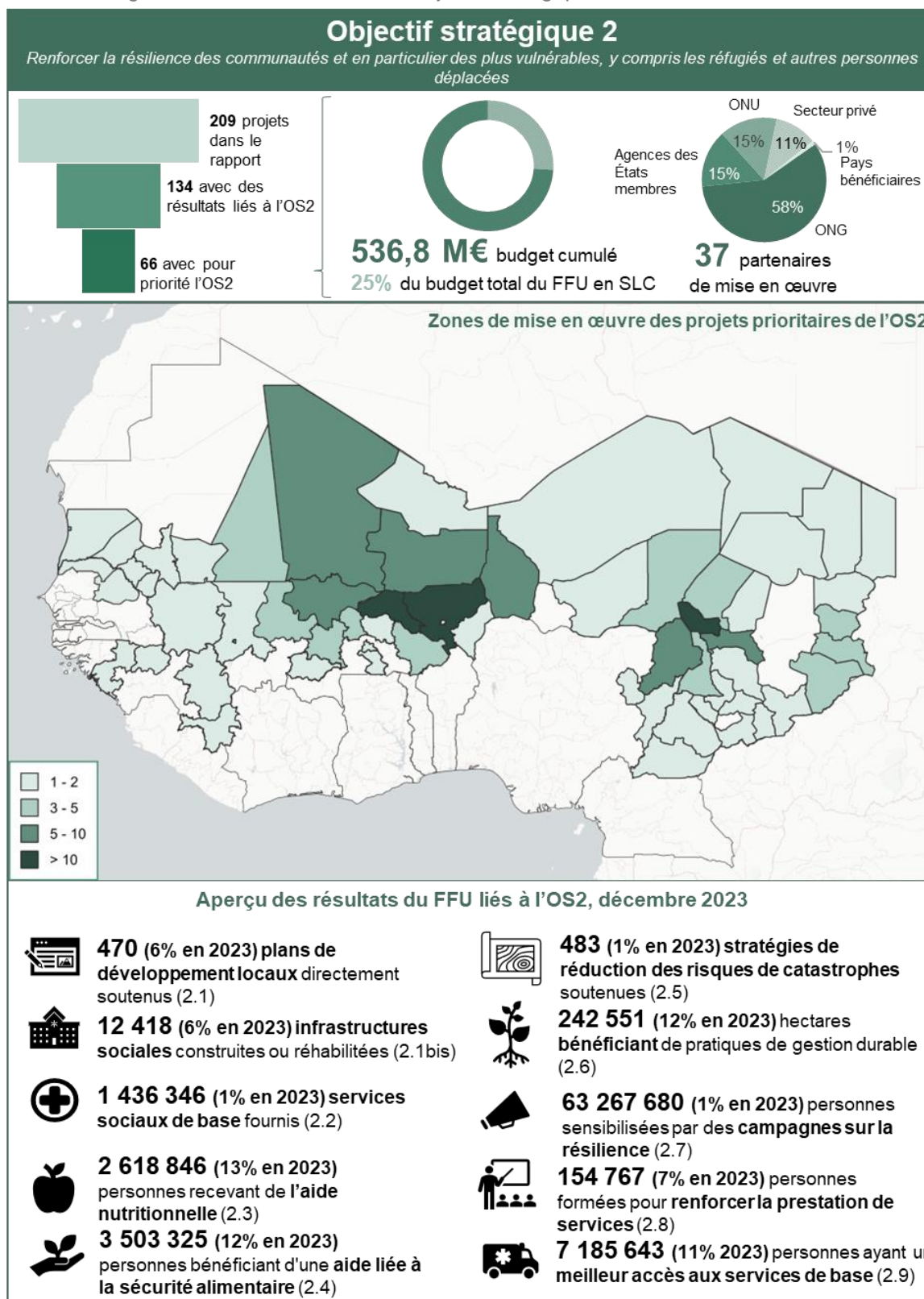
⁴ REG-15 : ARCHIPELAGO : une initiative africaine et européenne en matière d'EFTP.

En 2023, le soutien à l'EFTP représentait 58% de la création d'emplois, contre 19% pour le soutien aux MPME ou aux associations villageoises d'épargne et de crédit et 12% pour le travail rémunéré en espèces. Cela peut s'expliquer par la contribution importante du projet GrEEEn SNV¹, qui a mis l'accent sur le développement des compétences. En termes de professions, en 2023, les services représentent une part plus importante des emplois créés (24%) que les années précédentes (3% en moyenne entre 2018 et 2022), tandis que l'agriculture, la pêche et l'élevage restent un secteur important (25% en 2023). À l'inverse, la part des emplois dans la construction a diminué en 2023, n'atteignant que 1%, contre 14% entre 2018 et 2022.

¹ GH-02-01 : Stimuler l'emploi vert et les opportunités d'entreprise au Ghana.

4.2.3. RENFORCER LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS

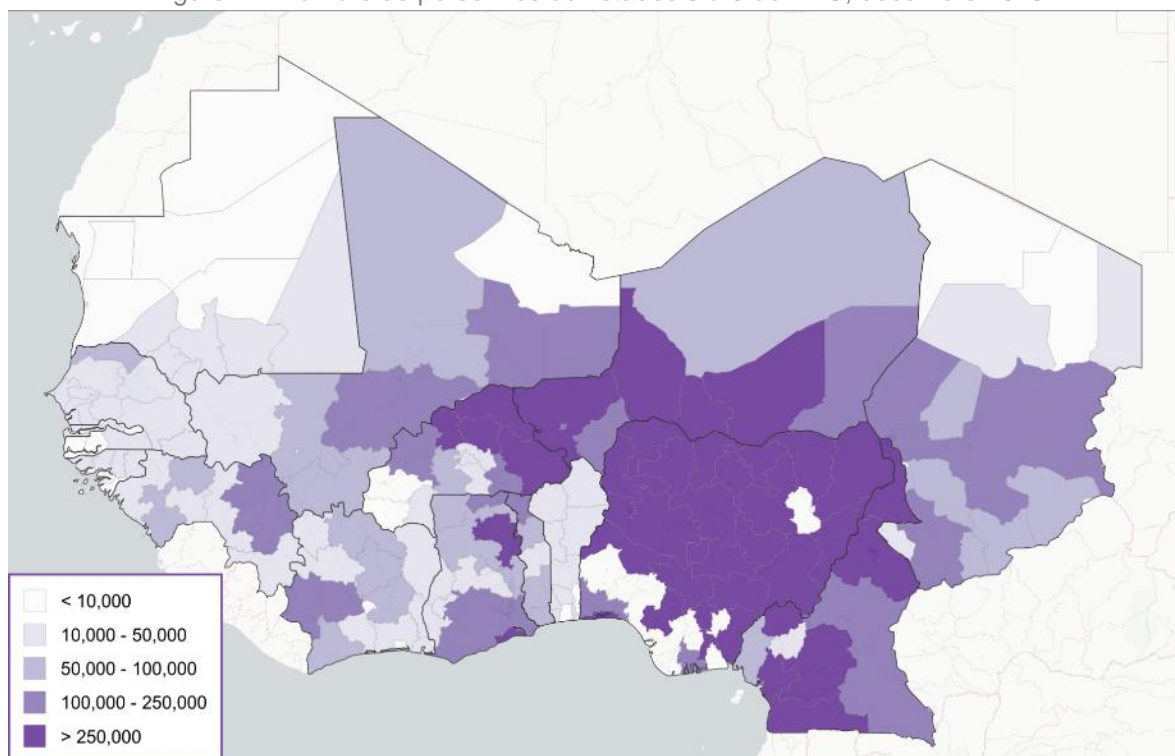
Figure 10: Tableau de bord de l'objectif stratégique 2, SLC, décembre 2023¹



¹ Les chiffres du budget sont liés à des projets qui ont fait l'objet d'un contrat, qui sont pertinents pour le MLS et qui fournissent des données.

La situation de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel était critique en 2023, en particulier pendant la période de soudure entre juin et août, lorsque 45,2 millions de personnes étaient confrontées à des niveaux de crise de l'insécurité alimentaire (phase 3 ou plus de la classification intégrée de la sécurité alimentaire [IPC]). Parmi ces personnes, 25 505 se trouvaient en situation de catastrophe/famine (phase 5 de l'IPC), dont 19 867 au Burkina Faso et 1 671 au Mali.¹ Le Tchad a également été particulièrement touché, avec 6,5 millions de personnes en situation de crise alimentaire, soit deux fois plus qu'en 2022. Cette hausse est attribuée à d'importants déficits agricoles causés par des infestations de ravageurs et des précipitations irrégulières. En outre, l'afflux important de réfugiés soudanais à la suite du déclenchement du conflit en avril 2023 a mis les ressources à rude épreuve.²

Figure 11: Nombre de personnes aux stades 3 à 5 de l'IPC, décembre 2023



Les perspectives nutritionnelles de la région étaient également graves, puisque 16,5 millions d'enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition aiguë. Cela représente une augmentation de 83% par rapport à la moyenne 2015-2022 et le niveau le plus élevé observé en dix ans.³ L'intensification des conflits, ainsi que l'insécurité civile et transfrontalière, ont mis à mal la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans cinq pays : Burkina Faso, Mali, Niger, nord du Nigéria et ouest du Tchad.⁴ La poursuite des violences a encore déstabilisé des systèmes alimentaires déjà précaires et restreint l'accès aux aliments nutritifs, affectant particulièrement les populations vulnérables.

La violence a provoqué des déplacements de population à grande échelle dans toute l'Afrique de l'Ouest⁵, entraînant de graves perturbations des moyens de subsistance agricoles, de la

¹ Cadre Harmonisé, "Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë courante en mars-mai 2023 et projetée en juin-août 2023", novembre 2022. Récupéré [ici](#).

² UNOCHA, "Chad Humanitarian Update, December 2023", janvier 2024. Récupéré [ici](#).

³ PAM, "Afrique de l'Ouest et Sahel : l'insécurité alimentaire et la malnutrition atteindront leur niveau le plus élevé depuis 10 ans", avril 2023. Récupéré [ici](#).

⁴ ACLED, "ACLED - Dashboard", consulté en avril 2024. Récupéré [ici](#).

⁵ Les pays concernés par ce paragraphe sont le Burkina Faso, le Tchad, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal et la Gambie, le Bénin et le Togo, qui ne font pas partie de la

transhumance pastorale et du commerce dans les zones touchées par le conflit. L'afflux d'un grand nombre de populations déplacées a intensifié la concurrence autour de ressources naturelles rares, entraînant une surexploitation qui menace la cohésion sociale et risque d'aggraver les tensions communautaires. Privées de leurs moyens de subsistance traditionnels, de nombreuses personnes déplacées se sont tournées vers l'exploitation non durable des terres agricoles et des ressources en eau pour répondre à leurs besoins fondamentaux.¹ En outre, l'instabilité des conditions de sécurité a considérablement entravé l'acheminement de l'aide. De nombreux programmes du FFU ont été affectés à la fois par les risques sécuritaires qui ont mis en péril les activités et par les contrôles stricts appliqués par les autorités, qui comprennent des procédures d'autorisation renforcées pour la réalisation de travaux sur le terrain dans certaines zones.

Les conflits ont perturbé l'accès à l'éducation et à la santé dans toute la région, exacerbant une situation humanitaire déjà critique. En octobre 2023, 8 397 écoles étaient fermées au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Le Burkina Faso a été le plus touché avec 5 723 écoles non fonctionnelles.² Bien que cela représente une légère amélioration par rapport à 2022, lorsque 8 796 écoles étaient fermées dans les trois pays, cela indique néanmoins que seul un nombre limité d'écoles a pu rouvrir dans la région au cours de l'année écoulée.³ L'accès aux soins de santé s'est également détérioré. À la fin de l'année 2023, 471 centres de santé étaient fermés dans ces trois pays, contre 302 en 2022.⁴ Le Burkina Faso a de nouveau été confronté à la situation la plus grave avec 398 établissements non fonctionnels.⁵

Le FFU a attribué 536,8 millions d'euros (25% du financement total du FFU) à 26 programmes visant à soutenir la résilience dans la région. En 2023, six programmes étaient actifs. Trois d'entre eux ont mis fin à leurs activités au cours de l'année (DIZA⁶, PRCPT⁷, SAFIRE⁸). Les trois autres programmes resteront opérationnels en 2024 : PDU⁹ et PROJES¹⁰ visent à améliorer l'accès des communautés locales aux services de base, tels que l'eau, et à promouvoir la cohésion sociale, et Resilience ASP¹¹ soutient les communautés pastorales et agro-pastorales ainsi que les écosystèmes dans l'ouest du Niger.

Renforcer la résilience grâce à l'amélioration de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) au Sahel

L'accès à des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène sûrs est essentiel au Sahel, compte tenu de la gravité de la situation humanitaire. Les vastes mouvements de population ont mis à rude épreuve les infrastructures et les services existants. Dans des contextes où la malnutrition et les systèmes de santé publique affaiblis prévalent, les interventions WASH sont nécessaires de toute urgence pour prévenir la propagation des maladies d'origine hydrique. Un soutien ciblé en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène peut contribuer à la résilience, en garantissant que les communautés déplacées et touchées par la crise ont accès à de l'eau propre, à des installations sanitaires appropriées, ainsi qu'à une éducation et à du matériel en matière d'hygiène.

Le programme régional PDU, initié par l'Alliance du G5 Sahel et mis en œuvre par 12 acteurs du développement¹², s'est concentré sur l'amélioration des services WASH pour renforcer la résilience dans les régions frontalières fragiles de Mauritanie, du Mali, du Burkina Faso, du Niger

région des pays du sud-est de l'Europe, ont été mentionnés en raison des effets de débordement des conflits dans les pays du Sahel.

¹ FSIN, "Rapport régional 2023 sur les crises alimentaires pour le Sahel et l'Afrique de l'Ouest", juin 2023. Récupéré [ici](#).

² OCHA, "Burkina Faso, Mali et Niger occidental - Aperçu humanitaire", 18 décembre 2023. Récupéré [ici](#).

³ OCHA, "Burkina Faso, Mali & Western Niger - Humanitarian Snapshot", 16 février 2023. Récupéré [ici](#).

⁴ Ibid.

⁵ OCHA, "Burkina Faso, Mali et Niger occidental - Aperçu humanitaire", 18 décembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁶ TD-07 : Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil.

⁷ TD-02 : Projet de Renforcement de la Résilience et de la Cohabitation Pacifique au Tchad.

⁸ MR-07 : Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie.

⁹ REG-18 : Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

¹⁰ ML-10 : Programme Jeunesse et Stabilisation - PROJES - régions du centre du Mali.

¹¹ NE-14 : Résilience agro-sylvo-pastorale, Ouest Niger.

¹² ACF, ACH, CRB, HD, HI, IRC, LUXDEV, ONEA, OXFAM, PMLAL, Save the Children, TDH.

et du Tchad. En 2023, l'UFC a obtenu des résultats importants en améliorant l'accès aux installations WASH au Burkina Faso et au Tchad, malgré des conditions de sécurité difficiles. La PDU a amélioré l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène pour 6 550 personnes de la communauté d'accueil ainsi que pour les personnes déplacées dans la région du Sahel au Burkina Faso (indicateur 2.9). Cet objectif a été atteint grâce à 250 nouveaux branchements d'eau améliorant la distribution aux ménages, ainsi qu'au forage de deux puits (indicateur 2.1 bis). En outre, le programme a construit un système simplifié d'approvisionnement en eau - un système décentralisé d'approvisionnement en eau potable qui utilise des infrastructures simples.¹ Au Burkina Faso, où 20% des centres de santé n'avaient pas accès à l'eau potable et 10% n'avaient pas accès à des installations sanitaires adéquates en 2021, le programme a proposé une méthode de chloration rapide et peu coûteuse pour traiter l'eau potable ou fournir une solution désinfectante pour traiter les plaies, les objets et les surfaces. Le programme a installé des kits de traitement de l'eau dans trois centres de santé différents pour mettre en œuvre cette approche (indicateur 2.1 bis). Ainsi, 40 808 patients ont bénéficié d'un meilleur accès à l'eau propre (indicateur 2.9).²

La PDU a également adopté l'approche de l'assainissement total piloté par la communauté (Community-Led Total Sanitation - CLTS) pour améliorer l'assainissement, en encourageant les communautés à collaborer et à créer des environnements propres et hygiéniques. Cette approche vise à éliminer la défécation à l'air libre, qui présente des risques importants pour la santé humaine car elle peut entraîner la propagation de maladies diarrhéiques par la contamination de l'eau potable et des sources d'alimentation. En 2023, grâce aux subventions et à l'appui technique du programme, 1 500 personnes (indicateur 2.2) ont bénéficié de la construction de 75 latrines au Burkina Faso (indicateur 2.1 bis).

Au Tchad, le projet EPEVA³ de PDU s'est également concentré sur l'amélioration de l'eau et de l'assainissement. Il a réhabilité 36 puits modernes et en a construit 21 nouveaux. Il a également réhabilité deux réseaux d'adduction d'eau potable et en a construit deux nouveaux (indicateur 2.1bis). En ce qui concerne l'assainissement, l'approche CLTS a favorisé la construction de 575 latrines familiales (indicateur 2.2). Grâce à ces développements des infrastructures d'eau et d'assainissement, 95 188 personnes ont bénéficié d'un meilleur accès aux latrines et/ou à l'eau potable (indicateur 2.9).

Sécurité alimentaire : Répondre aux chocs et assurer une résilience durable

Le renforcement de la résilience alimentaire est resté une priorité pour le FFU en 2023. Plusieurs programmes ont apporté un soutien dans les pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire. Le PST ML⁴, lancé en mai 2021, visait à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les moyens de subsistance pour tous, en particulier les plus vulnérables, dans des zones ciblées du Mali. Le PST-ML a mis en place des filets de sécurité sociale, notamment par le biais de transferts monétaires inconditionnels, afin de renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition en réponse à des conflits soudains et à des chocs climatiques et saisonniers. La littérature et les interventions passées ont montré que les transferts d'argent liquide sont efficaces pour gérer les impacts des chocs climatiques et des crises alimentaires.⁵ La fourniture d'une aide en espèces donne aux ménages la possibilité de prendre des décisions en fonction de leur situation particulière. Cette flexibilité est particulièrement importante dans les situations d'urgence volatiles où les réalités du terrain sont fluides et ne sont souvent pas reflétées par les évaluations. En 2023, cette approche a permis d'aider 153 184 personnes au Mali (indicateur 2.4).

¹ Sources autonomes qui collectent et stockent l'eau localement par le biais de forages ou de puits protégés plutôt que de dépendre de connexions au réseau de canalisations.

² WaterAid, "WaterAid Burkina Faso Country Programme Strategy 2023-2028", 24 décembre 2023. Récupéré [ici](#).

³ REG 18-03 : Eau Potable et Villages Assainis.

⁴ ML-14-12 : Programme de Soutien à la Transition en République du Mali.

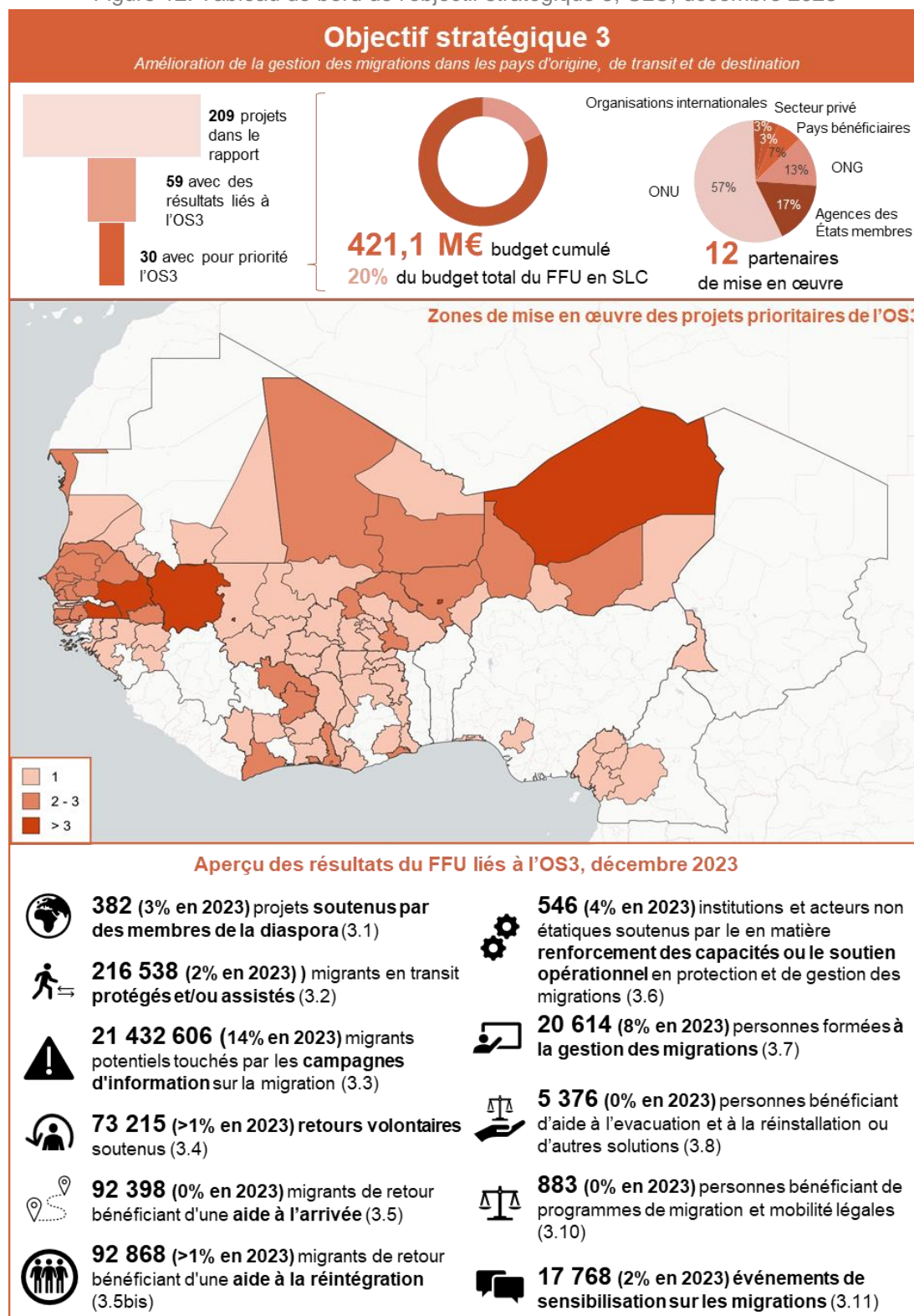
⁵ Patrick Premand, Quentin Stoeffler, "Cash transfers, climatic shocks and resilience in the Sahel", octobre 2022. Récupéré [ici](#).

L'accent mis par le FFU sur la sécurité alimentaire s'est également reflété dans le projet DIZA Sud au Tchad.¹ L'objectif du projet était d'améliorer la production agricole et la résistance aux chocs externes négatifs, contribuant ainsi à l'amélioration à long terme de la sécurité alimentaire. Le projet a distribué des outils agricoles aux coopératives et aux agriculteurs afin d'accroître la productivité et de réduire la charge de travail. Il a également distribué des variétés de semences améliorées, favorisant un meilleur rendement des cultures et une plus grande résistance aux événements climatiques. Les semences ont été sélectionnées en collaboration avec l'Institut tchadien de recherche agricole pour le développement, qui a contribué au projet en fournissant des informations sur les conditions et les préférences locales. En 2023, 212 256 personnes ont reçu des outils agricoles et des semences améliorées, dont 45% de femmes (indicateur 2.4).

¹ TD-07-02 : Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil - Zone sud.

4.2.4. AMELIORATION DE LA GESTION DES MIGRATIONS

Figure 12: Tableau de bord de l'objectif stratégique 3, SLC, décembre 2023¹



¹ Les chiffres du budget sont liés à des projets qui ont fait l'objet d'un contrat, qui sont pertinents pour le MLS et qui fournissent des données.

En 2023, l'Afrique de l'Ouest¹ a continué d'être le théâtre d'importants flux migratoires et de déplacements forcés. À la fin de l'année, on estimait à 8 357 735 le nombre de personnes déplacées dans la région, dont 6 500 312 déplacés internes (79%) et 1 857 423 demandeurs d'asile et réfugiés (21%). Cela représente 974 524 personnes déplacées de plus qu'à la fin de l'année 2022.

La plupart des personnes déplacées se trouvaient au Nigéria (43%), au Burkina Faso (25%), au Tchad (16%), au Niger (8%) et au Mali (5%).^{2,3} Les violences djihadistes dans le nord du Nigéria ont continué à provoquer des déplacements croissants en 2023, en particulier dans les trois États du nord-est, Borno, Adamawa et Yobe (États BAY). En décembre 2023, le pays enregistrait un total de 3 485 827 déplacés internes⁴, soit 311 763 de plus qu'en décembre 2022,⁵ dont 59% dans les États BAY.⁶ Au Burkina Faso, l'intensification de la violence a fait de 2023 l'année la plus meurtrière depuis le début du conflit.⁷ Le pays a compté 2 062 534 déplacés internes, soit 9% de sa population et une augmentation de 10% par rapport à 2022.⁸ Le Tchad a été massivement touché par les retombées du conflit au Soudan et a accueilli 1,1 million de réfugiés, ce qui en fait le plus grand pays d'accueil par habitant en Afrique.⁹ Suite à l'éclatement de la guerre civile au Soudan en avril, le nombre de demandeurs d'asile et de réfugiés enregistrés au Tchad est passé de 597 728 en 2022 à 1,1 million en décembre 2023¹⁰, dont 80% dans les trois régions qui bordent le Soudan : Wadi Fira ; Sila ; et Ouaddaï.¹¹ En outre, on estime que 131 425 Tchadiens sont rentrés dans leur pays.¹²

Les retombées de la violence dans les pays du Sahel ont également entraîné un plus grand nombre de personnes déplacées dans les pays côtiers du Golfe de Guinée : Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana et Togo. Le nombre total de personnes affectées, y compris les réfugiés, les demandeurs d'asile et les déplacés internes, enregistré dans ces quatre pays est passé de 27 132 en décembre 2022 à 125 112 à la fin de 2023. Les nouveaux réfugiés et demandeurs d'asile, arrivés en 2023, étaient au nombre de 41 861 en Côte d'Ivoire, 22 801 au Togo, 14 899 au Ghana et 9 634 au Bénin.¹³

Alors que les déplacements vers le nord se poursuivent, les pays d'Afrique du Nord reconduisent les migrants subsahariens au-delà de leurs frontières. En 2023, au moins 26 031 migrants ont été expulsés d'Algérie et laissés en rade dans le désert à la frontière nigérienne - le chiffre le plus élevé de ces dernières années, selon un réseau non gouvernemental de coopération en matière de migration.¹⁴ Selon les ONG humanitaires, au cours du second semestre 2023, 8 500 migrants supplémentaires ont été expulsés de Tunisie vers l'Algérie et la Libye, dans un contexte d'escalade de la violence et des discours de haine à l'encontre des ressortissants subsahariens en Tunisie suite aux déclarations anti-migrants du président du pays.¹⁵

Dans un contexte de déplacements régionaux importants, les principales routes migratoires vers l'Europe ont connu une augmentation du trafic en 2023. Entre janvier et décembre, 39 673

¹ Les pays concernés par ce paragraphe sont le Burkina Faso, le Tchad, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal et la Gambie, le Bénin et le Togo. Le Bénin et le Togo, qui ne font pas partie de la région SLC, étaient pertinents à mentionner en ce qui concerne les retombées du conflit dans les pays du Sahel.

² Chiffres comparés tirés de : HCR, "Statistiques mensuelles", décembre 2022 et 2023. Extrait [ici](#) et [ici](#).

³ La Mauritanie, qui fait partie de la fenêtre SLC, n'apparaît pas dans les statistiques régionales mensuelles du HCR utilisées pour les autres pays. Les chiffres pour la Mauritanie ont été trouvés dans une autre source du HCR : HCR, "Mauritanie - Réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés au 1er janvier 2024", janvier 2024. Récupéré [ici](#).

⁴ HCR, "Statistiques mensuelles - décembre 2023", 20 janvier 2024. Récupéré [ici](#).

⁵ Chiffres comparés tirés de : HCR, "Statistiques mensuelles", décembre 2022 et 2023. Extrait [ici](#) et [ici](#).

⁶ HCR, "Nigéria : All Population Snapshot - December 2023", 11 janvier 2024. Récupéré [ici](#).

⁷ ACLED, "ACLED - Dashboard", consulté en mars 2024. Récupéré [ici](#).

⁸ Chiffres comparés tirés de : HCR, "Statistiques mensuelles", décembre 2022 et 2023. Extrait [ici](#) et [ici](#).

⁹ UN, "Le Tchad a besoin d'aide face au risque d'une hausse des arrivées de réfugiés soudanais, prévient le HCR", 1 mars 2024. Récupéré [ici](#).

¹⁰ Chiffres comparés tirés de : HCR, "Statistiques mensuelles", décembre 2022 et 2023. Extrait [ici](#) et [ici](#).

¹¹ OCHA, "Tchad : Aperçu de la situation humanitaire au Tchad - 31 décembre 2023", 8 mars 2024. Récupéré [ici](#).

¹² OIM, "OIM Tchad : Sudan Crisis Response Situation Update No 26", 29 décembre 2023. Récupéré [ici](#).

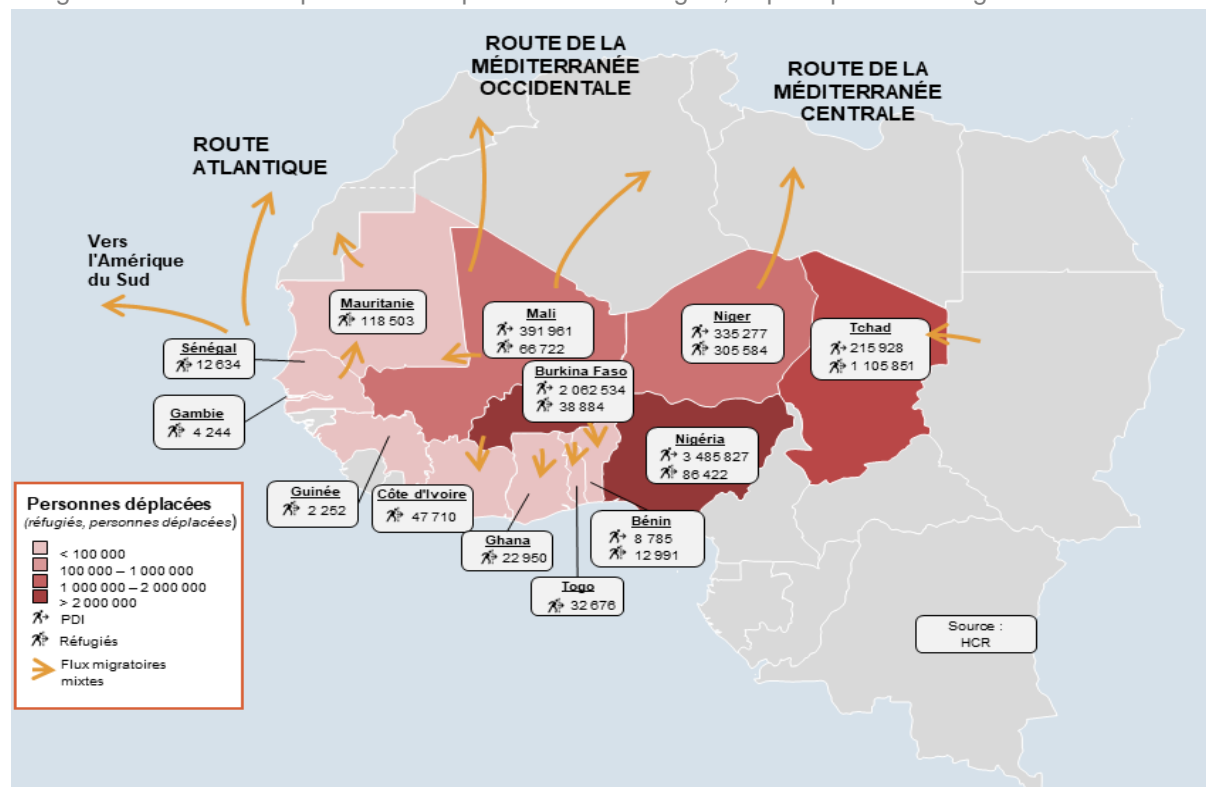
¹³ Chiffres comparés tirés de : HCR, "Statistiques mensuelles", décembre 2022 et 2023. Extrait [ici](#) et [ici](#).

¹⁴ Alarm Phone Sahara, "Alarm Phone Sahara mission to Assamaka, December 2023 - Impressions from the Niger-Algeria border", 22 décembre 2023. Récupéré [ici](#).

¹⁵ France24, "70 000 migrants interceptés par la Tunisie en 2023 : officiel", 9 décembre 2023. Récupéré [ici](#).

migrants ont atteint les îles Canaries par la route de l'Atlantique, ce qui représente une augmentation de 157% par rapport à 2022 (15 463).¹ Parmi les migrants qui ont emprunté cette route en 2023, Frontex a indiqué que 83% provenaient de pays SLC², dont 45% du Sénégal. La route de la Méditerranée centrale a également connu une augmentation de 54%, passant de 105 561 individus en 2022 à 162 714 en 2023, dont 36% de ressortissants de pays SLC.³ Une autre route ouest-africaine semble gagner en importance, reliant la côte ouest-africaine aux États-Unis via le Nicaragua : en 2023, 58 462 migrants originaires de pays africains sont entrés irrégulièrement aux États-Unis à sa frontière sud, dont près de 50% de Sénégalais et de Mauritaniens. Cela représente une augmentation de 336% par rapport aux 13 406 migrants enregistrés l'année précédente.⁴

Figure 13: Nombre de personnes déplacées et de réfugiés, et principaux flux migratoires en 2023⁵



En réponse à l'évolution des flux migratoires, les politiques publiques européennes, africaines et régionales en matière de migration ont évolué en 2023. La Commission européenne a présenté deux nouveaux plans d'action, l'un pour les routes de la Méditerranée occidentale et de l'Atlantique en juin⁶ et l'autre pour la route de la Méditerranée orientale en octobre⁷, complétant les deux plans précédents pour les routes des Balkans et de la Méditerranée centrale qui avaient été adoptés en 2022. Ces quatre plans, qui couvrent les cinq principales routes migratoires vers l'Europe, visent à renforcer la coopération avec les pays partenaires et les pays d'origine en matière de gestion des frontières et des migrations, de mesures de recherche et de sauvetage et de procédures de retour. Dans la région SLC, face à l'augmentation des départs de migrants en 2023, le gouvernement sénégalais a lancé en juillet une stratégie nationale de lutte contre la migration irrégulière (SNLMI), axée sur la promotion de

¹ Chiffres extraits et comparés de Frontex, "Detections of illegal border crossings", février 2024. Extrait [ici](#).

² Pour cette analyse, les ressortissants des pays couverts par le rapport SLC ont été pris en compte : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Gambie et Tchad.

³ Chiffres extraits et comparés de Frontex, "Detections of illegal border crossings", février 2024. Extrait [ici](#).

⁴ Centre des migrations mixtes, "Quarterly Mixed Migration Update West Africa, Quarter 4, 2023", 4 février 2024. Récupéré [ici](#).

⁵ Les frontières représentées sur cette carte ne reflètent pas d'opinions politiques.

⁶ Commission européenne, "Migration routes : La Commission présente un nouveau plan d'action pour les routes de la Méditerranée occidentale et de l'Atlantique", 6 juin 2023. Récupéré [ici](#).

⁷ Commission européenne, "La Commission présente le plan d'action de l'UE pour la route de la Méditerranée orientale", 18 octobre 2023. Récupéré [ici](#).

l'éducation et de la formation, la création d'emplois et d'opportunités économiques, la protection des droits de l'homme et la coopération avec les acteurs internationaux.¹ À l'inverse, le Niger a choisi d'abroger une loi criminalisant l'assistance à la migration illégale dans la région d'Agadez - une zone de transit principale vers l'Afrique du Nord et l'Europe - qui avait été introduite en 2015 avec le soutien de l'UE et de l'ONUDC² et qui était considérée par la junte comme bénéficiant davantage aux puissances étrangères qu'aux intérêts nigériens.³

Le FFU a attribué 421,1 millions d'euros (20% du financement total du FFU) à 12 programmes visant à mettre en œuvre des activités liées à la gestion des migrations dans la région SLC. La moitié de ce financement (66%) a été allouée à sept programmes régionaux.

En 2023, sept programmes sont restés actifs. Quatre d'entre eux se sont terminés à la fin de l'année: Migration ML⁴ au Mali, et trois programmes régionaux - *Protection West Africa*⁵, Protection CMR⁶ et l'Initiative conjointe UE-OIM⁷ couvrant le Burkina Faso, le Cameroun, le Tchad, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Nigéria, le Sénégal et la Gambie.

Trois programmes se poursuivent jusqu'en 2024, un programme régional (ALTP Golfe de Guinée⁸) et deux programmes nationaux au Sénégal (Migration SN⁹) et au Ghana (*Border Security GH*¹⁰).

Diminution des programmes et résultats actifs de OS3

Le FFU a financé 12 programmes axés sur l'amélioration de la gestion des migrations. Chaque programme pouvant englober plusieurs projets, 30 projets au total ont été mis en œuvre. À la fin de 2023, 27 projets avaient été achevés, dont 18 au cours de l'année (16 au cours de la seule année S1), y compris l'initiative conjointe UE-OIM (l'IC EU-IOM)¹¹, qui représentait 62% du budget total de l'OS3. Seuls trois projets restent actifs en 2024 et se terminent à la fin de l'année.

Les projets financés par le Fonds ont protégé et/ou assisté 216 538 migrants en transit pendant la période couverte par le Fonds, réfugiés/demandeurs d'asile et personnes déplacées (indicateur 3.2), principalement au Niger (48%), au Mali (21%) et au Burkina Faso (15%). *Protection West Africa* a soutenu 110 616 (51%) bénéficiaires dans sept pays¹² par le biais de logements temporaires, d'assistance médicale ou psychosociale, de conseils juridiques, d'assistance alimentaire, de kits d'articles non alimentaires, et de services d'orientation et de soins d'urgence pour les enfants et les jeunes. L'initiative conjointe UE-OIM a touché 92 160 autres migrants (43%), dont 73 700 au Niger, par le biais de cinq centres de transit offrant des services similaires.¹³

¹ Gouvernement du Sénégal, "Validation de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Migration", 27 juillet 2023. Récupéré [ici](#).

² ISS, "More than borders: effects of EU interventions on migration in the Sahel", 16 août 2023. Récupéré [ici](#).

³ Jeune Afrique, "Au Niger, les migrants au centre d'un bras de fer entre la junte et l'UE", 8 décembre 2023. Récupéré [ici](#)

⁴ ML-07 : Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Mali.

⁵ REG-13 : Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest.

⁶ REG-04 : Protection et solutions durables pour les migrants et les réfugiés le long de la route de la Méditerranée centrale.

⁷ Renforcer la gestion et la gouvernance des migrations et la réintégration durable des migrants de retour. Cette initiative est mise en œuvre par le biais de divers programmes aux niveaux régional (REG-08) et national, au Burkina Faso (BF-04), au Cameroun (CM-04), en Mauritanie (MR-03), au Niger (NE-07), au Nigéria (NG-04) et en Gambie (GM-02).

⁸ REG-12 : Appui à la Lutte contre la Traite des Personnes dans les pays du Golfe de Guinée.

⁹ SN-06 : Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Sénégal et accompagnement des investissements de la diaspora sénégalaise.

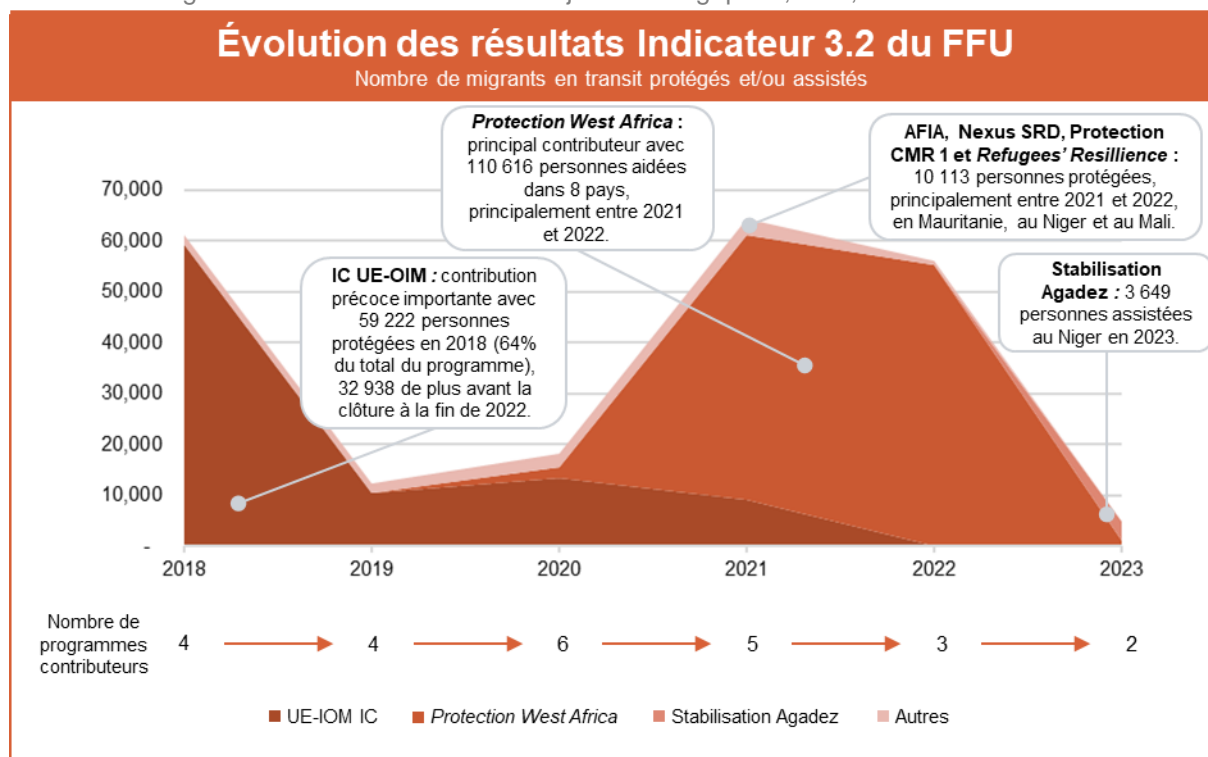
¹⁰ GH-01 : Renforcement de la sécurité des frontières au Ghana.

¹¹ Pour l'analyse qui suit, tous les chiffres relatifs à l'ICUE-OIM (budget et résultats) ont été regroupés en un seul programme commun, y compris les projets de l'IC UE-OIM relevant d'autres programmes.

¹² 16% au Mali, 13% au Burkina Faso, 10% au Niger, 3% en Guinée, 3% en Côte d'Ivoire, 2% au Sénégal, 1% en Gambie et 3% dans le cadre d'un projet régional couvrant le Mali, le Burkina Faso et le Niger.

¹³ Les 6% restants ont été réalisés par le biais de cinq autres programmes actifs au Mali, en Mauritanie et au Niger : Résilience des réfugiés, Nexus SRD, AFIA, Protection CMR 1 et Stabilisation Agadez.

Figure 14: Tableau de bord de l'objectif stratégique 3, SLC, décembre 2023¹



Au total, les programmes financés par le Fonds ont soutenu 73 215 retours volontaires (indicateur 3.4) depuis le Niger (75%), le Burkina Faso (12%), la Mauritanie (6%) et le Mali (5%).² L'initiative conjointe UE-OIM a facilité 79% de ces retours en fournissant des services avant le départ ainsi qu'une aide au voyage à 58 089 migrants, pour la plupart bloqués au Niger - un carrefour migratoire majeur pour les migrants expulsés d'Afrique du Nord. Ces services comprenaient une aide à la délivrance de documents d'identité et de voyage, une aide à la restauration et à l'hébergement en cours de route, et l'affrètement de bus ou d'avions. *Refugees' Resilience* a soutenu 20%³ de retours volontaires, en se concentrant sur les réfugiés maliens présents au Burkina Faso, au Niger et en Mauritanie, par le biais d'informations sur les zones de retour et de transferts d'argent pour le transport. Dans le même temps, le Mécanisme de transit d'urgence (MTU) de Niamey a évacué 3 674 personnes relevant de la compétence du HCR (indicateur 3.8) qui se trouvaient dans des centres de détention en Libye ou à l'extérieur de ceux-ci et les a relocalisées dans un centre spécialisé près de Niamey dans l'attente d'une solution de réinstallation durable dans un pays tiers.

L'initiative conjointe UE-OIM a également contribué à hauteur de 95% à l'assistance post-arrivée (indicateur 3.5) et de 73% à l'assistance à la réintégration (indicateur 3.5 bis) pour les migrants de retour. L'assistance post-arrivée a été accordée à 92 398 personnes, principalement au Mali (23%), en Guinée (21%) et au Nigéria (20%), et a pris la forme de transferts d'argent pour répondre aux besoins immédiats.⁴ L'assistance à la réintégration comprenait un soutien matériel, technique et financier pour promouvoir la réintégration économique, bénéficiant à 92 868 migrants au Sénégal (23%), en Guinée (16%), au Nigéria (15%), au Mali (14%) et dans 10 autres pays.⁵ L'initiative conjointe UE-OIM a soutenu 67 518 migrants avec une assistance en nature - individuelle, collective ou communautaire - pour le

¹ Les chiffres du budget sont liés à des projets qui ont fait l'objet d'un contrat, qui sont pertinents pour la MLS et qui fournissent des données.

² Les 2% restants sont répartis entre neuf pays : Tchad, Côte d'Ivoire, Sénégal, Cameroun, Gambie, Guinée, Ghana, Nigéria et Guinée-Bissau.

³ Les 1% restants ont été soutenus par PROSTARAZ au Niger.

⁴ Le projet *Refugees' Resilience* au Mali a apporté un soutien financier à 4 480 des 92 398 bénéficiaires, et le projet *Border Security* au Ghana a fourni des conseils psychosociaux à 11 d'entre eux.

⁵ Tchad (7%), Côte d'Ivoire (6%), Gambie (5%), Cameroun (5%), Niger (3%), Burkina Faso (3%), Ghana (2%), Guinée-Bissau (1%), Togo et Mauritanie (moins de 1%).

développement d'AGR ou d'autres projets communautaires dans 13 pays.¹ Migration SN a aidé 16 200 migrants de retour à développer des AGR après avoir reçu une formation, à trouver un emploi ou à créer une entreprise au Sénégal, tandis que Diza a permis à 6 688 autres migrants de retour de trouver un emploi dans l'industrie de l'arachide et du beurre de karité au Tchad.

Résultats restants de l'objectif stratégique 3 axés sur la protection des migrants et les formations à la gestion des migrations

Malgré une diminution des activités liées au OS3 en 2023, les programmes financés par le FFU qui sont restés actifs ont continué à afficher des résultats variés. Deux programmes ont fourni une protection ou une assistance aux migrants (indicateur 3.2) : Les centres de transit établis par Stabilisation Agadez dans la région de Zinder au Niger ont accueilli 3 649 migrants, et *Protection West Africa* a aidé 1 236 autres personnes en Côte d'Ivoire (60%), au Sénégal (13%), en Gambie (11%), en Guinée (10%) et au Mali (6%) en leur fournissant un hébergement temporaire et de la nourriture, ainsi qu'une assistance médicale, psychosociale et juridique. *Stabilisation Agadez* a également facilité le retour volontaire de 420 migrants (indicateur 3.4) bloqués au Niger. Deux autres programmes, DIZA et ALTP Golfe de Guinée, ont respectivement fourni une assistance à la réintégration (indicateur 3.5 bis) à 480 personnes au Tchad et à 308 victimes ou victimes potentielles de la traite en Guinée, en Côte d'Ivoire, au Nigéria et au Ghana.²

Plusieurs programmes ont mis en œuvre des activités de formation ou de renforcement des capacités ciblant à la fois les individus et les institutions. Par exemple, 1 738 personnes ont été formées à la gestion et à la protection des migrations (indicateur 3.7) dans 11 pays, ce qui représente 8% de l'ensemble des formations liées aux migrations mises en œuvre depuis le lancement du FFU. Parmi ces formations, 68% se sont concentrées sur la prévention de la traite d'êtres humains (principalement par le biais de l'ALTP Golfe de Guinée) et 18% sur la protection des migrants, y compris contre la violence sexiste (par le biais de *Protection West Africa*).³ Le renforcement des capacités ou le soutien matériel et technique en matière d'amélioration de la protection et de la gestion des migrations (indicateur 3.6) ont également été fournis à 20 institutions et acteurs non étatiques : 13 associations au Ghana et quatre institutions civiles en Guinée - l'accent étant mis sur la traite des êtres humains et le trafic de migrants - et trois observatoires des migrations au Niger.

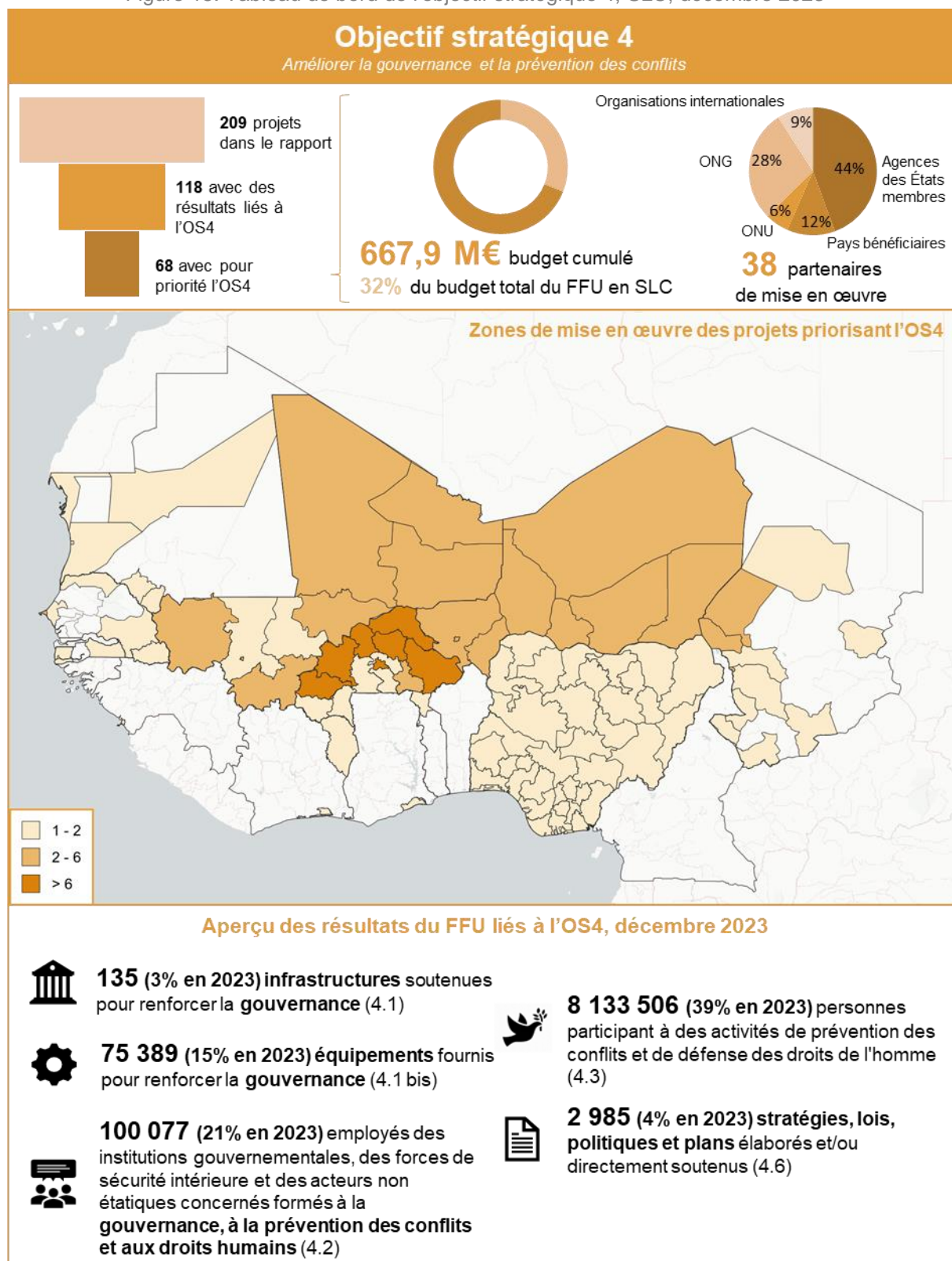
¹ Il s'agit des pays suivants : 20% au Nigéria, en Guinée et au Mali ; 8% en Côte d'Ivoire et au Sénégal, 6% en Gambie et au Cameroun, 4% au Niger et au Burkina Faso, et les 4% restants au Ghana, en Guinée-Bissau, au Tchad et en Mauritanie.

² Huit personnes ont également bénéficié d'une aide à la réintégration en Gambie grâce au programme YEP.

³ Les 14% restants étaient consacrés à la gestion des migrations, à la gestion des frontières et à d'autres thèmes non précisés.

4.2.5. AMELIORER LA GOUVERNANCE ET LA PREVENTION DES CONFLITS

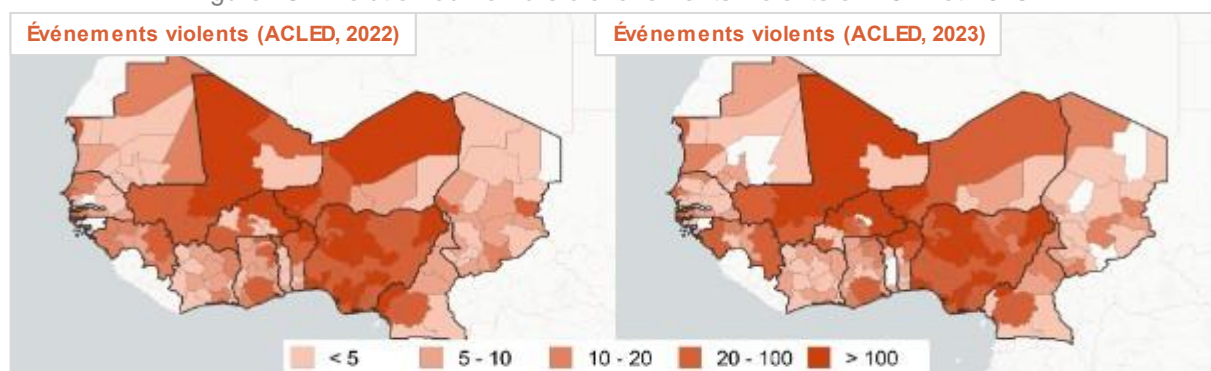
Figure 15: Tableau de bord de l'objectif stratégique 4, SLC, décembre 2023¹



¹ Les chiffres du budget sont liés à des projets qui ont fait l'objet d'un contrat, qui sont pertinents pour le MLS et qui fournissent des données.

Les États du Sahel central - Burkina Faso, Mali et Niger - sont toujours confrontés à une grave insurrection djihadiste qui dure depuis plus d'une décennie. Ce conflit implique des groupes djihadistes majeurs, tels que la branche sahélienne d'Al-Qaïda, Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM) et la province sahélienne de l'État islamique (ISSP). En 2023, le conflit s'est aggravé, le nombre de morts passant de 10 078 en 2022 à 13 941.¹ Le Burkina Faso, en particulier, a connu une montée en flèche de la violence, les décès ayant presque doublé par rapport à l'année précédente pour atteindre 8 493 personnes, ce qui a donné l'impression d'un conflit aux proportions d'une guerre civile.² Cette escalade s'est produite alors que les activités extrémistes s'étendaient géographiquement, encerclant presque la capitale, Ouagadougou, et laissant au gouvernement le contrôle de moins de la moitié du pays.³

Figure 16: Évolution du nombre d'événements violents en 2022 et 2023



Malgré les difficultés persistantes dans la lutte contre les forces djihadistes, la junte du Burkina Faso a officiellement demandé le retrait des troupes françaises en janvier⁴ et a ensuite suspendu toute coopération militaire avec la France en septembre.⁵ De même, la junte malienne a exigé le retrait immédiat de la MINUSMA en juin, marquant ainsi la fin d'une décennie d'opérations. Le retrait de la MINUSMA a eu lieu dans un contexte de tensions accrues, en particulier dans le nord du Mali, une région longtemps troublée par des conflits avec des groupes séparatistes.⁶ Lorsque la MINUSMA s'est retirée de la ville de Kidal, dans le nord du pays, de violents affrontements ont éclaté entre le JNIM, des groupes dirigés par des touaregs et les forces armées maliennes, qui ont fini par prendre le contrôle de Kidal en novembre.⁷

Dans le nord du Nigéria, la situation sécuritaire a continué de se détériorer alors que deux groupes, l'État islamique province d'Afrique de l'Ouest (ISWAP) et le Groupe pour la propagation des enseignements du Prophète et le Jihad (JAS), se sont violemment affrontés et ont infligé des dommages aux populations civiles.⁸ Pendant ce temps, la Force d'intervention conjointe multinationale (MNJTF), un mécanisme de coordination entre le Nigéria et ses trois voisins du lac Tchad - le Cameroun, le Tchad et le Niger - a eu du mal à exécuter les opérations prévues, ce qui reflète les défis auxquels est confronté le partenariat régional en matière de sécurité.⁹

En 2023, la région du CSL a connu des élections tendues au Nigéria, un coup d'État militaire au Niger et la formation de l'Alliance des États du Sahel. Au Nigéria, la Commission électorale nationale indépendante a annoncé la victoire de Bola Ahmed Tinubu le 1er mars, avec 36% des voix.

¹ ACLED, "ACLED - Dashboard", consulté en avril 2024. Récupéré [ici](#).

² ACLED, "Le Sahel : une nouvelle ère meurtrière dans le conflit qui dure depuis des décennies", 17 janvier 2024. Récupéré [ici](#).

³ APNews, "More than 2 million people displaced, Burkina Faso's government says, as aid falls short", 5 juin 2023. Récupéré [ici](#).

⁴ RFI, "Le Burkina Faso confirme avoir demandé le départ des troupes françaises", 23 janvier 2023. Récupéré [ici](#).

⁵ Jeune Afrique, "Le Burkina Faso rompt définitivement sa coopération militaire avec la France", 15 septembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁶ Le Monde, "Au Mali, la mission de l'ONU engage sous tension une nouvelle phase de son retrait", 17 octobre 2023. Récupéré [ici](#).

⁷ BBC, "Mali army seizes key rebel northern stronghold Kidal", 14 novembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁸ ICG, "JAS vs. ISWAP: The War of the Boko Haram Splinters", 28 mars 2024. Récupéré [ici](#).

⁹ Ibid.

Bien que l'élection se soit déroulée dans le calme, des groupes armés ont perturbé le scrutin dans plusieurs États.¹ Le taux de participation a été particulièrement faible (27%), en baisse par rapport aux 35% enregistrés lors des précédentes élections de 2019. Les analystes attribuent ce recul à une méfiance généralisée à l'égard du système électoral et à la lassitude des électeurs face aux élections successives.²

Au Niger, la garde présidentielle a organisé un coup d'État le 26 juillet, chassant le président Mohamed Bazoum³ et créant le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP). En réponse, la CEDEAO a imposé un blocus économique au Niger le 30 juillet, interrompant tous les échanges commerciaux et financiers avec le pays.⁴ La CEDEAO a d'abord fait allusion à une possible intervention militaire, mais cette menace s'est ensuite estompée. En décembre, les discussions au sommet de la CEDEAO à Abuja ont envisagé d'alléger les sanctions contre le Niger.⁵

En septembre, le Niger, le Burkina Faso et le Mali - tous trois dirigés par des régimes issus de coups d'État militaires et par conséquent suspendus de la CEDEAO - ont fondé l'Alliance des États du Sahel (AES). Cette alliance visait initialement à consolider les ressources militaires de ses membres pour contrer efficacement les menaces rebelles et djihadistes. Cependant, le champ de leur collaboration s'est élargi en novembre lorsque les ministres des affaires étrangères des trois pays se sont rencontrés et se sont engagés à renforcer leur union en approfondissant les liens économiques, diplomatiques et politiques, et en positionnant l'Alliance comme une alternative à la CEDEAO.

Le FFU a engagé 667,9 millions d'euros (32% du budget du FFU en SLC) pour améliorer la gouvernance et la prévention des conflits dans la région SLC. Ces fonds ont été déboursés dans le cadre de 34 programmes opérant dans 13 pays. Les fonds ont été engagés au niveau régional (20%) et dans les pays les plus touchés par les crises sécuritaires actuelles, à savoir le Burkina Faso (20%), le Mali (18%), le Niger (18%) et le Nigéria (11%).

En 2023, 20 programmes actifs ont permis de relever toute une série de défis dans la région. Ils ont renforcé les systèmes judiciaires, facilité l'accès des citoyens aux documents juridiques, empêché l'extrémisme violent, renforcé la gestion et la sécurité des frontières, soutenu la gouvernance transitoire et abordé les questions liées à la COVID-19. Neuf de ces programmes ont pris fin en 2023 : ECI Terrorisme⁶, GAR-SI⁷, MCN⁸, Nexus SRD⁹, *One UN Response Plan to COVID-19*¹⁰, POC¹¹, POC Mali¹², PST-ML¹³ et Radio Jeunesse Sahel.¹⁴ 11 programmes étaient actifs et continueront à être mis

¹ International Crisis Group, "Calming Tensions amid Nigéria's Post-election Controversy", 26 mai 2023. Disponible [ici](#).

² International Crisis Group, "Calming Tensions amid Nigéria's Post-election Controversy", 26 mai 2023. Disponible [ici](#).

³ ACLED, "Regional Overview: Afrique", juillet 2023. Récupéré [ici](#).

⁴ France 24, "Niger : la Cédéao fixe un ultimatum d'une semaine et n'exclut pas un "recours à la force" ", 30 juillet 2023. Récupéré [ici](#).

⁵ Jeune Afrique, "Le Niger toujours asphyxié malgré les perspectives de levée des sanctions", 11 décembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁶ NE-15 : Création d'une Équipe Conjointe d'Investigation (ECI) pour la lutte contre les réseaux criminels liés au terrorisme.

⁷ REG-04 : GAR-SI SAHEL (Groupes d'Action Rapides - Surveillance et Intervention au Sahel).

⁸ NG-03 : Renforcement des capacités de gestion des conflits au niveau de l'État et de la communauté dans le nord-est du Nigéria.

⁹ MR-08 : L'UE pour le lien sécurité-résilience-développement en Mauritanie.

¹⁰ NG-09 : Soutien de l'UE au plan de réponse unique des Nations unies au COVID-19 au Nigéria.

¹¹ SN-10 : Partenariat Opérationnel Conjoint de lutte contre l'immigration irrégulière, la traite et le trafic de migrants au Sénégal.

¹² ML-13 : Partenariat Opérationnel Conjoint, de lutte contre l'immigration irrégulière, le trafic de migrants et la traite des êtres humains en République du Mali.

¹³ ML-14 : Programme de soutien à la transition en République du Mali.

¹⁴ REG-25 : Radio Jeunesse Sahel - Appui européen à la phase de démarrage de la radio.

en œuvre jusqu'en 2024 : AJUSEN¹, Etat Civil GN², Etat Civil SN³, GESTDOC⁴, Justice BF⁵, PAGES II⁶, PARSEC⁷, PEV⁸, POC MR⁹, Sécurité G5 Sahel¹⁰, WAPIS.¹¹

Renforcer les capacités des acteurs de la gouvernance dans la région du Sahel et du lac Tchad

En 2023, presque tous les programmes de l'objectif stratégique 4 ont organisé des sessions de formation sur la gouvernance, la prévention des conflits et les droits de l'homme, touchant 21 193 membres du personnel des institutions gouvernementales, des forces de sécurité intérieure et des acteurs non étatiques (indicateur 4.2). La plupart des sessions de formation (71%) ont eu lieu au Mali, où le PST-ML a dispensé une formation sur l'amélioration de la gouvernance et l'observation électorale à 14 625 membres du personnel des institutions civiles et des organisations de la société civile, ainsi qu'à des représentants des communautés et à des ambassadeurs de la jeunesse.¹² Au Burkina Faso, quatre programmes (PDU¹³, Security G5 Sahel¹⁴, Justice BF¹⁵, PEV) ont formé 3 379 participants sur la consolidation de la paix, les droits de l'homme, la justice, la protection et la sécurité (indicateur 4.2). Enfin, en Guinée, l'État civil GN¹⁶ a formé 1 457 membres du personnel des institutions civiles aux processus d'enregistrement des faits d'état civil afin d'améliorer l'accès aux services d'enregistrement des faits d'état civil pour l'ensemble de la population. D'autres sessions de formation portant sur la justice, la sécurité, la gestion des frontières et l'enregistrement des faits d'état civil ont eu lieu dans d'autres pays SLC, notamment le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée-Bissau, la Mauritanie, le Sénégal et le Tchad.

Depuis sa création, le Fonds a facilité la formation de 100 077 personnes sur la prévention des conflits et les droits de l'homme (indicateur 4.2). Une part importante de ces efforts de formation a été menée par PST-ML et MCN (26% des résultats). Ces programmes clés s'achevant en 2023, le nombre de personnes formées par le Fonds européen pour la formation et la recherche diminuera considérablement en 2024.

Au-delà de la formation, les programmes du FFU se sont concentrés sur le renforcement des capacités de gouvernance par la distribution de 11 436 équipements dans 11 pays en 2023 (indicateur 4.1 bis). Ces équipements comprenaient notamment du matériel informatique (28%), du matériel technique (67%) et des véhicules (1%). Le matériel a été distribué aux institutions nationales, ainsi qu'aux journalistes, aux fonctionnaires de la justice, aux forces de sécurité et aux institutions

¹ NE-06 : Contrat relatif à la Reconstruction de l'État au Niger en complément du SBC II en préparation / Appui à la Justice, Sécurité et à la Gestion des Frontières au Niger.

² GN-05 : Projet pilote d'amélioration des performances de l'état civil guinéen par le recours à la digitalisation.

³ SN-07 : Programme d'appui au renforcement du système d'information de l'état civil et à la consolidation d'un fichier d'état national d'identité biométrique au Sénégal.

⁴ REG-14 : Modernisation et renforcement des chaînes d'identité sécurisées et de la sécurité documentaire.

⁵ BF-11 : Appui à la justice au Burkina Faso pour renforcer la lutte contre l'impunité au travers d'une justice plus accessible et efficace.

⁶ REG-20 : Programme d'Appui au G5 pour la Sécurité au Sahel Phase II.

⁷ ML-06 : Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité dans les régions de Mopti et Gao et à la gestion des zones frontalières.

⁸ BF-02 : Rebâtir une cohésion sociale au Nord du Burkina à travers un meilleur suivi de la radicalisation, la promotion du dialogue et la valorisation de l'économie pastoraliste.

⁹ MR-02 : Renforcement des capacités pour une meilleure gestion de la migration afin de protéger l'enfance migrante contre l'exploitation et la traite ; MR-03 : Contribuer au renforcement de la gouvernance et de la gestion des migrations et des frontières, et faciliter la protection, le retour et la réintégration durable de migrants en Mauritanie ; MR-09 : Partenariat Opérationnel Conjoint pour la Mauritanie.

¹⁰ REG-01 : Appui à la coopération régionale des pays du G5 Sahel et au Collège Sahélien de Sécurité.

¹¹ REG-03 : Soutien au renforcement des systèmes d'information de la police dans la région élargie de l'Afrique de l'Ouest.

¹² La PDU a également formé 393 personnes à la consolidation de la paix et aux droits de l'homme.

¹³ SAH-REG-18 : Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

¹⁴ REG-01 : Appui à la coopération régionale des pays du G5 Sahel et au Collège Sahélien de Sécurité.

¹⁵ BF-11 : Appui à la justice au Burkina Faso pour renforcer la lutte contre l'impunité au travers d'une justice plus accessible et efficace.

¹⁶ GN-05 : Projet pilote d'amélioration des performances de l'état civil guinéen par le recours à la digitalisation.

régionales, ce qui témoigne de l'engagement à renforcer les capacités de tous les types d'acteurs dans l'ensemble de la région.

Le Sénégal a reçu la plus grande partie de ces équipements (45%), suivi par la Mauritanie (17%), le Niger (15%), le Ghana (9%) et la Guinée (6%), entre autres. Les équipements ont été sélectionnés pour répondre aux défis spécifiques de gouvernance auxquels chaque pays est confronté : renforcement des systèmes judiciaires au Burkina Faso et au Niger, amélioration des services d'état civil en Guinée et au Sénégal, et amélioration de la gouvernance au Mali, en Mauritanie et au Sénégal. En outre, certains équipements ont soutenu la gestion et la sécurité des frontières, notamment au Cap-Vert, au Tchad, au Ghana, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Sénégal.

4.2.6. VUE D'ENSEMBLE DES PAYS AYANT PEU DE RESULTATS

En 2023, et plus particulièrement au cours du second semestre, le nombre total de réalisations a diminué par rapport aux années précédentes. Cela s'explique par le nombre croissant de programmes qui ont été clôturés à l'approche de la fin du Fonds européen de garantie des investissements. Dans certains pays, cela s'est traduit par peu ou presque pas de nouvelles réalisations. Pour les pays dont les données sont insuffisantes pour rédiger une section nationale complète, les résultats sont fournis dans les paragraphes suivants. Il s'agit du Tchad, de la Guinée, de la Mauritanie et du Nigéria.

Tchad

Au second semestre 2023, seuls deux programmes étaient encore actifs au Tchad, tous deux opérant au niveau régional : PDU¹ et WAPIS.² Au premier semestre, outre ces deux programmes, quatre autres programmes régionaux (ARCHIPELAGO³, IPDEV⁴, PAGES II⁵, Radio Jeunesse Sahel⁶) et trois programmes nationaux (Bal Al Amal⁷, DIZA⁸, PRCPT⁹) étaient actifs dans le pays et ont rapporté des résultats significatifs. Leurs résultats respectifs ont été couverts par le rapport S1 2023.

Au cours du second semestre, le programme PDU, à travers son projet EPEVA¹⁰, a concentré ses principaux efforts au Tchad sur le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH). Il a réhabilité et construit 48 points d'accès à l'eau (indicateur 2.1 bis). Cela s'ajoute à la construction de 575 latrines familiales qui ont été signalées au cours du premier semestre (indicateur 2.2). L'ensemble de ces efforts a bénéficié à 95 188 personnes en 2023 (indicateur 2.9). Pour le programme WAPIS, le second semestre a marqué le début des actions opérationnelles de mise en œuvre du Système d'Information Policière au Tchad¹¹ permettant un partage fluide et efficace des données policières au niveau national. Le programme WAPIS a formé 51 agents à son utilisation au cours du second semestre, dont 49% de femmes (indicateur 4.2). Les deux programmes poursuivront leurs activités en 2024.

¹ REG-18 : Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

² REG-03 : Soutien au renforcement des systèmes d'information de la police dans la région élargie de l'Afrique de l'Ouest.

³ REG-15 : ARCHIPELAGO : une initiative africaine et européenne en matière d'EFTP.

⁴ REG-11 : Soutenir les entrepreneurs et les petites PME en Afrique de l'Ouest.

⁵ REG-20 : Programme d'appui au G5 pour la sécurité au Sahel - Phase II.

⁶ REG-25 : Radio Jeunesse Sahel - Appui européen à la phase de démarrage de la radio.

⁷ TD-03 : Projet de soutien à l'insertion socio-professionnelle des jeunes tchadiens en situation de vulnérabilité.

⁸ TD-07 : Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil.

⁹ TD-02 : Projet de Renforcement de la Résilience et de la Cohabitation Pacifique au Tchad.

¹⁰ REG 18-03 : Eau Potable et Villages Assainis.

¹¹ Système d'information policière au Tchad (SIPT).

Tableau 3: Indicateurs communs de réalisations du FFU pour le Tchad, décembre 2023

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	2021	2022	S1 2023	S2 2023	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	2 081	2 092	1 314	913	791	180	0	7 371	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	0	32	46	80	141	0	0	299	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	5 268	15 401	11 501	20 539	16 719	2 110	0	71 538	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	230	2 729	2 842	4 285	3 427	1 355	0	14 868	
1.5 Nombre de parcs industriels / infrastructures commerciales construits...	3	24	21	16	19	0	0	83	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	26	47	11	35	46	3	0	168	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	139	274	407	272	55	26	48	1 221	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	660	2 567	17 824	14 262	56 637	875	0	92 825	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	18 546	10 477	8 684	10 083	5 856	3 611	0	57 257	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	34 999	18 610	155 902	54 258	5 566	212 256	0	481 591	
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	8	40	9	3	0	0	0	60	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	70	225	1 496	6 991	0	0	0	8 781	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	21 672	32 099	185 192	12 734	7 179	3 749	941	263 566	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services	57	1 622	430	286	941	378	0	3 713	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	35 160	221 000	14 206	50 195	80 999	12 550	86 538	500 648	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	43	300	458	0	0	0	801	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	0	605	1 468	15 621	0	0	0	17 694	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	9	119	360	309	0	0	0	797	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	10	1 228	2 958	2 035	133	480	0	6 844	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	86	446	23	294	0	0	850	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	1	1	0	0	0	0	0	2	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	0	16	23	12	0	0	0	51	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	0	0	16	0	0	0	0	16	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	0	216	709	130	5 186	53	0	6 294	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	667	1 205	3 118	2 905	4 619	30	51	12 595	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	60 527	233 942	69 314	18 472	32 332	74 777	0	489 364	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	1	1	5	4	0	0	1	12	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	17	175	194	218	243	2	0	850	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	5	12	157	143	150	0	0	467	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	10	20	8	2	1	0	0	41	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	8	0	1	1	0	0	0	10	

Mauritanie

Sur les 21 programmes qui ont mis en œuvre des activités en Mauritanie au cours de la période couverte par le FFU, seuls trois ont rapporté des résultats au second semestre 2023 : POC MR¹ et deux programmes régionaux, PDU² et IPDEV³. Au premier semestre, outre ces programmes, trois autres programmes nationaux (Nexus SRD⁴, Promopêche AECID⁵, SAFIRE⁶) et quatre programmes régionaux (ARCHIPELAGO⁷, GAR-SI⁸, PAGES II⁹, Radio Jeunesse Sahel¹⁰) ont été actifs dans le pays. Les résultats de ces programmes ont été présentés dans le rapport S1 2023.

Les activités du S2 2023 se sont principalement concentrées sur l'amélioration de la gouvernance (OS4) et le renforcement de la résilience des communautés (OS2). La plupart des résultats ont été obtenus grâce au PDU dans la région du Hodh ech Chargui, à la frontière avec le Mali. 2 120 personnes ont participé à des activités liées à la prévention des conflits (58%) et à la gestion des ressources (42%) (indicateur 4.3) à travers les espaces de dialogue et les mécanismes communautaires soutenus par le programme. Le PDU a également formé 60 personnes sur la prévention des conflits, la justice et la sécurité (indicateur 4.2) - y compris le personnel des organisations de la société civile (OSC) (67%) et des institutions civiles locales (17%).¹¹ Enfin, 379 personnes ont bénéficié d'une aide nutritionnelle (indicateur 2.3) et 149 personnes ont été sensibilisées à la nutrition et à la sécurité alimentaire grâce à des campagnes de sensibilisation (indicateur 2.7). En ce qui concerne les opportunités économiques (OS1) et la gestion des migrations (OS3), IPDEV2 a créé 43 nouveaux emplois (indicateur 1.1) et POC MR a formé 26 officiers de police à la gestion des migrations en mettant l'accent sur le trafic de migrants (indicateur 3.7).

¹ MR-09-01 : Partenariat Opérationnel Conjoint pour la Mauritanie.

² REG-18 : Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

³ REG-11-01 : Soutenir les entrepreneurs et les petites PME en Afrique de l'Ouest.

⁴ MR-08 : L'UE pour le lien sécurité-résilience-développement en Mauritanie.

⁵ MR-05-01 : Promotion de l'emploi et amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux côtiers, jeunes et femmes aux alentours des espaces naturels protégés du secteur nord de Mauritanie.

⁶ MR-07-02 : Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie.

⁷ REG-15 : ARCHIPELAGO : une initiative africaine et européenne en matière d'EFTP.

⁸ REG-04 : GAR-SI SAHEL (Groupes d'Action Rapides - Surveillance et Intervention au Sahel).

⁹ REG-20 : Programme d'appui au G5 pour la sécurité au Sahel - Phase II.

¹⁰ REG-25 : Radio Jeunesse Sahel - Appui européen à la phase de démarrage de la radio.

¹¹ Les 16% restants étaient des bénéficiaires non spécifiés.

Tableau 4: Indicateurs communs de réalisations du FFU pour la Mauritanie, décembre 2023

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	2021	2022	S1 2023	S2 2023	Total	Evolutio
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	46	325	1 888	1 078	869	323	46	4 574	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	0	18	468	595	520	4	2	1 607	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	5 160	7 678	4 205	5 890	3 330	2 101	0	28 364	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	533	1 747	3 562	4 202	2 978	582	0	13 604	
1.5 Nombre de parcs industriels / infrastructures commerciales construits...	0	0	2	0	0	0	0	2	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	4	11	47	13	2	0	0	77	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	404	204	334	180	0	0	0	1 122	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	0	3 098	40 332	587	3 124	130	379	47 650	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	0	5 422	13 367	5 388	280	596	0	25 053	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	8	12	14	0	32	0	0	66	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	0	87 260	298 839	6 500	11 280	2 766	149	406 794	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	0	170	14	203	60	9	10	466	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	0	0	1 375	0	125	0	0	1 500	
3.1 Nombre de projets et d'initiatives soutenus par les membres de la diaspora	0	0	0	0	2	0	0	2	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	213	1 380	2 627	3 383	632	0	0	8 235	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	6 558	14 138	1 524	0	0	0	0	22 220	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	906	2 525	373	483	0	0	0	4 287	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	9	19	11	17	0	0	0	56	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	9	7	7	15	0	0	0	38	
3.8 Nombre de personnes [bénéficiant] d'aide à l'évacuation et à la réinstallation...	15	76	44	12	0	0	0	147	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	65	773	50	822	0	12	26	1 748	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	0	3	0	3	0	0	0	6	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	13	30	10	0	0	0	0	53	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	2	2	0	0	1	0	0	5	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	31	0	1 628	7 176	3 709	1 888	7	14 439	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	223	339	961	1 142	575	248	62	3 550	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	15 250	511	62 716	8 324	856	185	2 120	89 962	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	39	10	17	144	5	2	8	225	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	0	26	122	23	10	0	0	181	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	13	6	269	122	311	2	0	723	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	5	32	32	8	5	4	0	86	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	9	0	1	1	2	0	0	13	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	35 207	10 041	5 554	0	0	50 802	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	6 662	4 707	2 795	0	0	14 164	
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	95	10	1	0	0	106	

Nigéria

En 2023, seuls deux programmes étaient encore actifs au Nigéria sur les dix qui ont mis en œuvre des activités dans le pays au cours de la période couverte par le Fonds : *One UN Response Plan to COVID-19*, qui s'est terminé en décembre, et ALTP Golfe de Guinée, qui devrait se terminer en juin 2024. *One UN Response Plan to COVID-19*, conçu comme une réponse inclusive au COVID-19, a continué à mettre en œuvre des activités bénéficiant à la fois aux individus (indicateur 6.2) et aux entités (indicateur 6.3), grâce au dépistage de 1 506 130 personnes et à l'expansion de la capacité de dépistage de 23 laboratoires. Le programme a également soutenu 516 micro, petites et moyennes entreprises (MPME) (indicateur 1.2), 333 personnes par des transferts d'argent (indicateur 2.9) et 100 travailleurs de la santé par une formation à la gestion des cas (indicateur 2.8). ALTP Golfe de Guinée est un programme régional qui s'est concentré sur la lutte contre la traite des personnes (TIP) en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée, au Togo et au Nigéria. En 2023, le programme a organisé un événement de sensibilisation (indicateur 3.11) et sensibilisé 78 employeurs (indicateur 2.7) à la présence potentielle de victimes de la traite au sein de la main-d'œuvre, formé 290 personnes à la gestion et à la protection et la gestion des migrations (indicateur 3.7) en mettant l'accent sur la traite des personnes, renforcé un centre social spécialisé (indicateur 2.1 bis) et fourni à 39 victimes de la traite des personnes une aide à la réintégration (indicateur 3.5 bis).

Tableau 5: Indicateurs communs de réalisations du FFU pour le Nigéria, décembre 2023

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	2021	2022	S1 2023	S2 2023	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	4 575	1	0	0	0	0	0	4 576	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	257	27	37	9 362	7 505	516	0	17 704	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	17 101	5 621	5 025	1 508	2 065	0	0	31 320	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	774	1 022	286	2 162	901	0	0	5 145	
1.5 Nombre de parcs industriels / infrastructures commerciales construits...	0	0	0	3	0	0	0	3	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	12	0	0	0	1	0	0	13	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	431	25	534	200	3	1	0	1 194	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	186 085	315 828	66 595	6 581	43 055	0	0	618 144	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	0	0	10 000	0	0	0	0	10 000	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	170 961	200 430	246 044	163 430	252	0	0	781 117	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	0	873	467	230	0	0	0	1 570	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	114 224	9 388	32 036 353	8 442 983	13 423 418	78	0	54 026 444	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	5 624	1 813	34 559	23 225	899	100	0	66 220	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	136 160	17 965	94 653	213 742	45 392	333	0	508 245	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	0	9	1	0	0	0	10	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	1 265	11 020	53 843	8 331	36 219	0	0	110 678	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	7	3	7	1	0	0	0	18	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	11 393	4 500	1 124	1 097	0	0	0	18 114	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	5 700	4 442	1 522	2 058	461	39	0	14 222	
3.8 Nombre de migrants [bénéficiant] d'aide à l'évacuation et à la réinstallation...	0	0	3	1	0	0	0	4	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	0	45	1 448	266	67	223	2 049	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	0	41	71	12	0	0	0	124	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	10	65	126	209	145	1	0	556	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	4	17	3	0	0	0	0	24	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	0	0	60	0	0	0	0	60	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	9 093	3 279	2 600	1 812	2 453	0	0	19 238	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	24 587	18 259	62 283	42 376	31 392	0	0	178 897	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	9	2	8	17	61	0	0	97	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	33	1	22	1	0	0	0	57	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	16	12	4	3	3	1	0	39	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	28	10	5	2	1	0	0	46	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	10 769 181	2 033 343	1 290	0	0	12 803 814	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	425 784	924 904	3 551 434	1 493 015	13 115	6 408 252	
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	615	372	194	21	2	1 204	

Gambie

En 2023, quatre programmes étaient actifs en Gambie - l'Initiative conjointe UE-OIM en Gambie¹, YEP², Protection West Africa³ (programme régional) et le Projet de développement des infrastructures rurales et de création d'emplois (RIEC).⁴ Toutefois, les trois premiers programmes ont tous pris fin au cours du premier semestre de l'année. L'initiative conjointe UE-OIM n'a fait état d'aucun résultat en 2023. Le YEP a fait état de certains résultats avant de se terminer, notamment la création ou le soutien direct de 452 emplois (indicateur 1.1), la formation professionnelle ou le développement des compétences de 472 personnes (indicateur 1.4) et le soutien à la création de 45 MPME (indicateur 1.2). En outre, les campagnes d'information du YEP ont touché plus de 87 765 jeunes avec des messages sur l'importance de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels, les technologies respectueuses de l'environnement et la prévention du COVID-19 (indicateur 2.7). Protection West Africa a aidé 135 migrants en transit, réfugiés/demandeurs d'asile et personnes déplacées à l'intérieur de leur pays en leur offrant un soutien et des services, notamment de la nourriture, un soutien psychologique et un logement (indicateur 3.2). Parallèlement, ses campagnes d'information sur les migrations sûres ont touché 3 726 migrants potentiels (indicateur 3.3).

Le RIEC, mis en œuvre par Enabel, a été le seul programme actif au cours du second semestre de l'année. Au cours de cette période, ses activités se sont concentrées sur les travaux de construction en cours. Deux chantiers - un bâtiment d'hébergement pour les jeunes à Farafenni et une plate-forme agricole alimentaire à Jenoi - ont progressé de manière significative tout au long de l'année. Certains retards ont été enregistrés en raison du non-respect des délais par les entreprises de construction. À la lumière des défis rencontrés et pour permettre l'achèvement du projet, une extension de six mois, sans frais, a été approuvée par la délégation de l'UE, prolongeant la durée du projet jusqu'en juin 2024. Le programme prévoit de livrer l'infrastructure au premier trimestre 2024.

¹ GM-02: *Strengthening the management and governance of migration and the sustainable reintegration of returning migrants in The Gambia*, et REG-04-03 : Initiative conjointe UE-OIM pour la protection des migrants et la réintégration : Action régionale pour la région du Sahel et du bassin du lac Tchad. Bien que l'Initiative conjointe UE-OIM en Gambie (GM-02-01) se soit achevée administrativement en juin 2021, les activités se sont poursuivies dans le cadre du volet régional de l'Initiative conjointe UE-OIM régionale (REG-04-03) qui a fourni des résultats en Gambie jusqu'à fin 2022, avant de cesser définitivement au premier semestre 2023.

² GM-01-01 : Programme d'autonomisation des jeunes de Gambie.

³ REG-13 : Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest.

⁴ GM-03-04 : Projet d'infrastructure rurale et de création d'emplois.

Tableau 6: Indicateurs communs de réalisations du FFU pour la Gambie, décembre 2023

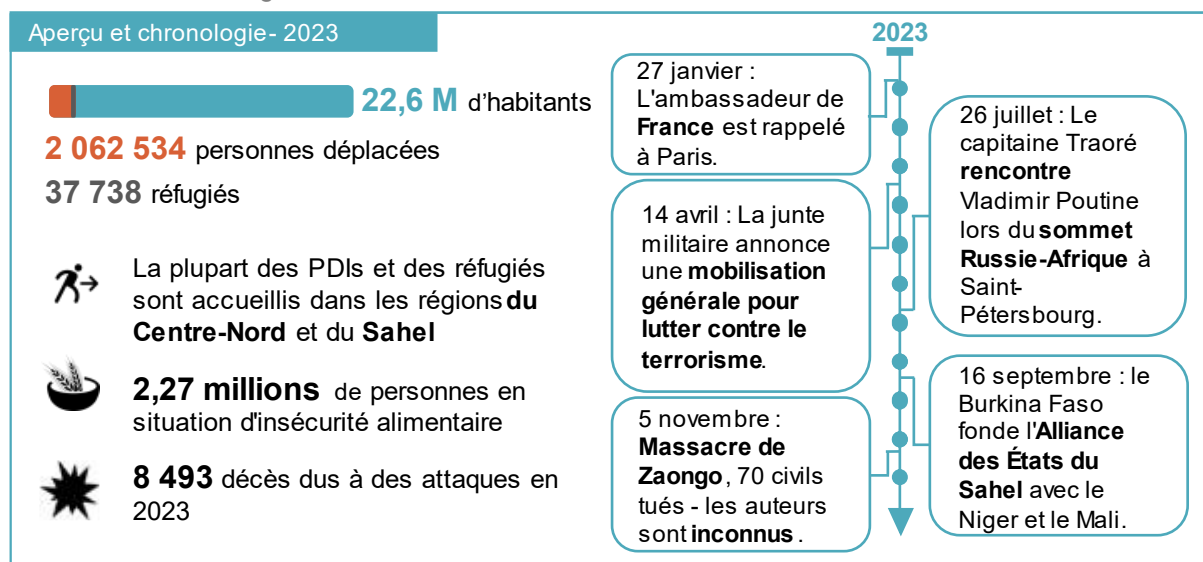
Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	2021	2022	S1 2023	S2 2023	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	370	1 681	1 514	5 804	1 102	453	0	10 924	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	335	306	1 633	1 985	698	45	0	5 002	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	1 770	2 956	3 114	3 612	3 345	0	0	14 797	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	767	2 877	955	2 437	1 601	472	0	9 109	
1.5 Nombre de parcs industriels / infrastructures commerciales construits...	0	5	8	30	0	0	0	43	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	0	0	7	9	23	1	0	40	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	0	21	42	61	0	0	0	124	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	0	0	241 939	85 550	99 430	87 765	0	514 684	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	0	42	257	73	53	0	0	424	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	0	688	2 400	1 621	0	0	0	4 709	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	2	32	764	921	135	0	1 854	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	8 775	74 560	97 530	299 828	310 431	91 491	0	882 615	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	3	5	1	24	0	0	0	33	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	2 710	1 091	340	650	0	0	0	4 791	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	2 131	1 225	568	523	104	8	0	4 559	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	0	710	184	725	30	0	1 649	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	0	10	5	0	0	0	0	15	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	65	215	292	151	148	2	0	873	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	4	1	1	1	0	1	0	8	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	4	4	3	0	0	0	0	11	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	0	0	1	0	0	0	0	1	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	0	1	7	5	1	0	0	14	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	112 796	100 114	0	0	0	212 910	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	40 744	2 790	0	0	0	43 534	
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	402	738	0	0	0	1 140	

5. ANALYSE PAR PAYS¹

5.1. BURKINA FASO

5.1.1. BURKINA FASO EN 2023

Figure 17. Burkina Faso - Faits et chiffres clés, décembre 2023



L'année 2023 au Burkina Faso a été marquée par une escalade significative du conflit, ce qui en fait l'année la plus meurtrière depuis le début du conflit. Les données de l'ACLED ont fait état de 1 699 incidents de violence politique, qui ont fait 8 486 morts, soit le double des 4 216 morts enregistrés en 2022. La violence était largement concentrée dans les régions limitrophes du Mali et du Niger², qui ont représenté 63% des décès.³ Depuis son arrivée au pouvoir en 2022, la junte du capitaine Traoré a fait de la lutte contre les insurgés djihadistes une priorité absolue. Il a créé une unité de volontaires antiterroristes appelée "Volontaires pour la défense de la nation" (VDP).⁴ Les observateurs internationaux ont critiqué les VDP et leur efficacité⁵, leur discipline et leur manque de respect des droits de l'homme. Les attaques violentes ont persisté et ont fait de nombreuses victimes parmi les VDP et les militaires.⁶ Dans certains cas, comme le massacre de Zaongo où 70 personnes ont été tuées, il a été difficile d'identifier les auteurs des attaques, les groupes djihadistes et les forces gouvernementales pouvant être accusés.⁷

Dans ce contexte, le capitaine Traoré a renforcé son contrôle sur le pays, même si - officiellement - le régime militaire est un gouvernement de transition. La CEDEAO a mandaté la junte pour organiser des élections législatives et présidentielles d'ici juillet 2024, mais les retards ont suscité le scepticisme des observateurs internationaux quant à ce calendrier. Le régime a reconnu avoir pris du retard dans la planification des élections, invoquant des problèmes de sécurité.⁸ Sur le plan intérieur, le régime a tenté de faire taire les voix critiques en multipliant les arrestations et, parfois,

¹ Les pays qui ont peu ou pas de résultats pour le second semestre 2023 ne figurent pas ici. Voir la section **Error! Reference source not found.** pour plus de détails.

² Boucle du Mouhon, Nord, Sahel et Est.

³ ACLED, "ACLED - Dashboard", consulté en mars 2024. Récupéré [ici](#).

⁴ Volontaires pour la Défense de la Patrie.

⁵ Jeune Afrique, "Au Burkina Faso, les VDP au service d'Ibrahim Traoré", octobre 2023. Récupéré [ici](#).

⁶ Jeune Afrique, "Semaine sanglante au Burkina Faso pour les civils et les VDP", juillet 2023. Récupéré [ici](#).

⁷ Le Monde, "Burkina Faso : au moins 70 morts, dont des enfants, dans un massacre début novembre", novembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁸ France 24, "Au Burkina Faso, les élections s'éloignent et la Constitution sera modifiée", 30 septembre 2023. Consulté [ici](#).

en enrôlant de force les opposants dans l'armée pour combattre les djihadistes.¹ Les tensions entre le gouvernement et l'armée étaient évidentes, des protestations ayant éclaté dans les casernes pour dénoncer les mauvaises conditions de vie et l'insuffisance des fournitures.² La junte a également affirmé avoir déjoué une tentative de coup d'État en septembre.³

Sur le plan international, la junte a cherché à prendre ses distances avec la France sur les plans diplomatique, militaire et culturel. En février, elle a exigé le retrait des troupes françaises⁴ et, en septembre, elle a suspendu toute coopération militaire.⁵ Le régime a également rétrogradé la langue française du statut de langue officielle à celui de langue de travail.⁶ La France a réagi en suspendant 100 millions d'euros d'aide annuelle au développement.⁷ Pendant ce temps, le capitaine Traoré s'est aligné plus étroitement sur la Russie, recevant de cette dernière des équipements militaires et des conseils en matière de lutte contre le terrorisme.⁸ Le régime a également renforcé ses liens avec le Mali et le Niger. Les trois pays se sont unis au sein d'une Alliance des États du Sahel en septembre pour contrer une éventuelle intervention militaire de la CEDEAO au Niger et approfondir la coopération en matière de lutte contre le terrorisme.⁹

Le conflit en cours a gravement affecté la situation humanitaire et la crise du déplacement. Le nombre de personnes déplacées au Burkina Faso a atteint 2 062 534 en décembre¹⁰, soit une augmentation de 10% par rapport à l'année précédente.¹¹ En outre, 62 374 Burkinabés ont cherché refuge dans les pays côtiers voisins, tels que la Côte d'Ivoire (26 569), le Togo (23 521), le Bénin (8 958) et le Ghana (3 326).¹² Bien que le nombre de personnes confrontées à un niveau de crise d'insécurité alimentaire d'octobre à décembre 2023 (phase 3 de l'IPC ou plus) ait diminué de 13% par rapport à 2022¹³, les chiffres restent alarmants, avec plus de 2,3 millions de personnes.¹⁴ Le conflit restreint les activités économiques, l'accès à la nourriture et à l'aide humanitaire, notamment dans les régions du Nord et de l'Est, où une trentaine de communes sont assiégées par les djihadistes. La commune de Djibo, assiégée depuis deux ans, reste la zone la plus préoccupante.¹⁵

¹ Le Monde, "Menacées, enlevées, enrôlées de force : au Burkina Faso, les voix dissidentes réduites au silence", 8 décembre 2023. Récupéré [ici](#).

² Jeune Afrique, "Au Burkina Faso, toujours des tensions au sein de l'armée", 25 septembre 2023. Récupéré [ici](#).

³ Le Monde, "Au Burkina Faso, la junte dit avoir déjoué un coup d'Etat", 29 septembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁴ RFI, "Les opérations des troupes françaises au Burkina Faso sont officiellement terminées", 20 février 2023. Récupéré [ici](#).

⁵ Jeune Afrique, "Le Burkina Faso rompt définitivement sa coopération militaire avec la France", 15 septembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁶ VOA, "Le français n'est plus la langue nationale au Burkina Faso", 7 décembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁷ Jeune Afrique, "Après le Niger, Paris ferme le robinet financier au Burkin", 8 août 2023. Récupéré [ici](#).

⁸ France 24, "Au Burkina Faso, la présence russe s'accroît depuis le 10 novembre", 7 décembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁹ Jeune Afrique, "Le Mali, le Burkina Faso et le Niger scellent l'Alliance des États du Sahel", 16 septembre 2023. Récupéré [ici](#).

¹⁰ HCR, "Statistiques mensuelles - décembre 2023", 20 janvier 2024. Récupéré [ici](#).

¹¹ UNHCR, "Monthly Statistics - December 2022", 20 janvier 2023. Récupéré [ici](#).

¹² OIM, "Afrique de l'Ouest et centrale - Outil de surveillance multirisque pour les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest : Bénin - Côte d'Ivoire - Ghana - Togo", 30 septembre 2023. Récupéré [ici](#).

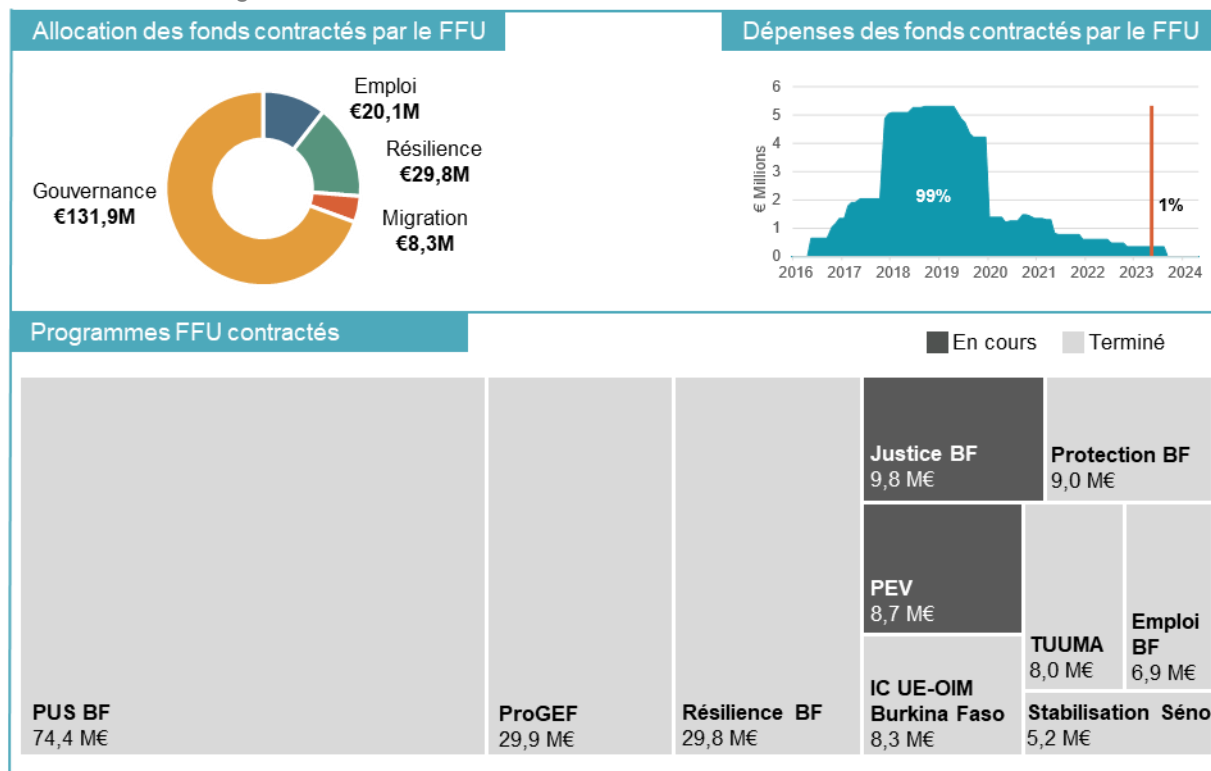
¹³ Cadre Harmonisé, "Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë courante en octobre-décembre 2022 et projetée en juin-août 2023", novembre 2022. Récupéré [ici](#).

¹⁴ Cadre Harmonisé, "Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë courante en octobre-décembre 2023 et projetée en juin-août 2024", novembre 2023. Récupéré [ici](#).

¹⁵ FAO, "Country Briefs - Burkina Faso", 21 février 2024. Récupéré [ici](#).

5.1.2. LE FFU AU BURKINA FASO

Figure 18: Portefeuille du FFU au Burkina Faso, décembre 2023^{1,2}



Le FFU a engagé 190,1 millions d'euros au Burkina Faso. La plupart des fonds (70%) sont allés aux programmes de gouvernance et de prévention des conflits (OS4). Les programmes de résilience (OS2) ont reçu 15% des fonds. Les programmes d'emploi (OS1) ont obtenu 10% des fonds. Le reste (4%) a soutenu des programmes liés à la migration (OS3). À la fin du mois de décembre 2023, 99% du budget avait été dépensé.

Depuis son lancement, le FFU a financé 11 programmes au Burkina Faso. Cinq d'entre eux étaient axés sur la gouvernance et la prévention des conflits (Justice BF³, PEV⁴, ProGEF⁵, Protection BF⁶, PUS BF⁷). Trois ont ciblé la création d'emplois (Emploi BF⁸, Stabilisation Séno⁹, et TUUMA¹⁰). Enfin, un programme visait à accroître la résilience des communautés (OS2 - Résilience BF¹¹) et un programme soutenait la gestion des migrations (OS3 – IC UE-OIM Burkina Faso¹²).

En 2023, quatre programmes nationaux étaient actifs dans le pays (TUUMA, Justice BF, l'IC UE-OIM Burkina Faso et PEV). Seuls PEV et Justice BF poursuivent leurs activités en 2024. En outre, six

¹ Les calculs pour le tableau des dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires entre les années de mise en œuvre.

² Ces données ne concernent que les programmes nationaux et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

³ BF-11 : Appui à la justice au Burkina Faso pour renforcer la lutte contre l'impunité au travers d'une justice plus accessible et efficace.

⁴ BF-08 : Rebâtir une cohésion sociale au Nord du Burkina à travers un meilleur suivi de la radicalisation, la promotion du dialogue et la valorisation de l'économie pastoraliste.

⁵ BF-03 : Programme d'appui à la gestion intégrée des frontières au Burkina Faso.

⁶ BF-07 : Protection des jeunes dans les zones à risque au Burkina Faso à travers l'éducation et le dialogue.

⁷ BF-09 : Appui budgétaire pour la mise en œuvre du Programme d'Urgence Sahel du Burkina Faso.

⁸ BF-05 : Programme d'appui à l'Emploi dans les zones frontalières et périphériques.

⁹ BF-02 : Insertion et Stabilisation Socio - Économique des Jeunes et Femmes dans la Province du Séno.

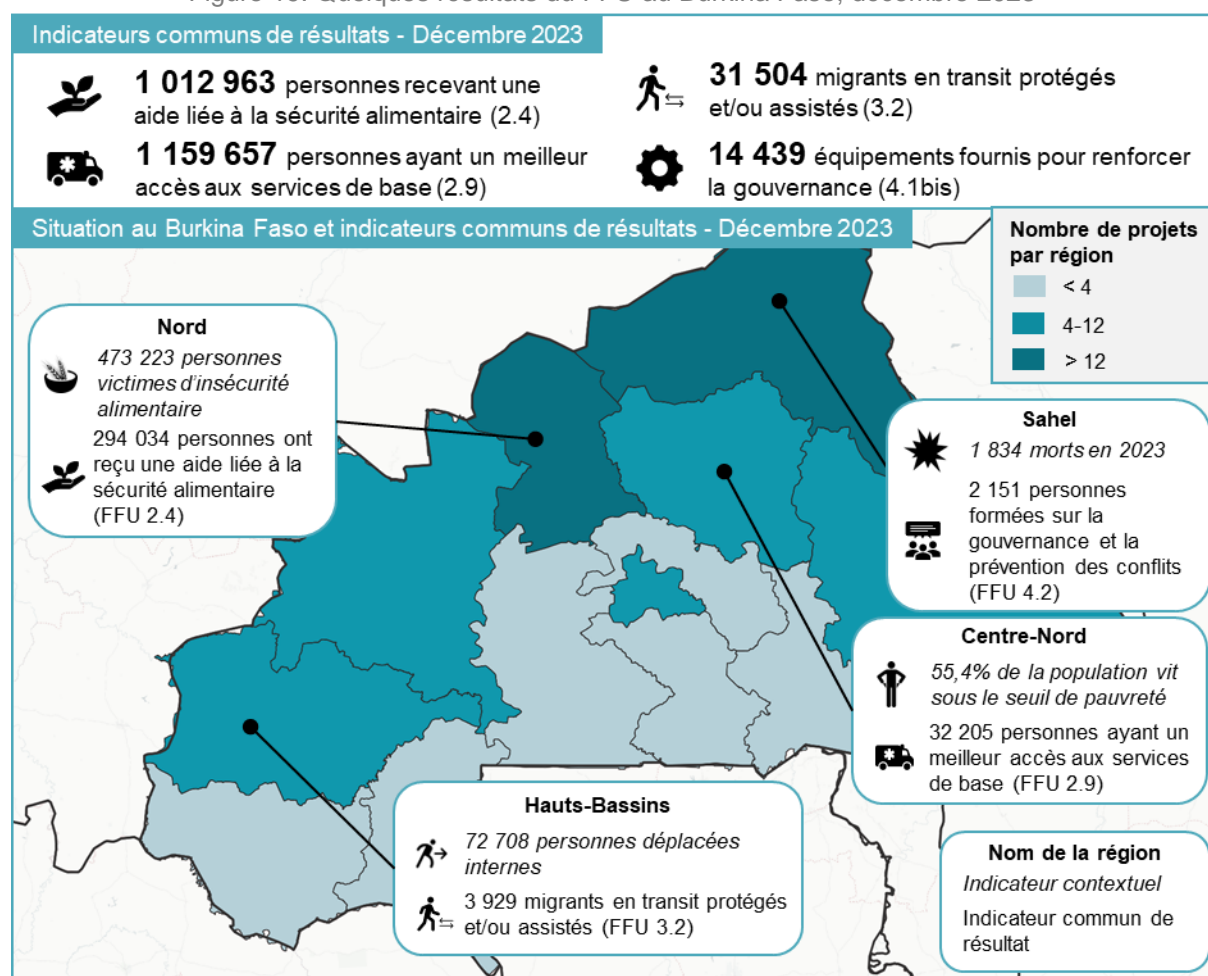
¹⁰ BF-06 : Appui à la compétence professionnelle, l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes et des femmes dans les régions rurales du Burkina Faso.

¹¹ BF-01 : Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones frontalières septentrionales au Burkina Faso.

¹² BF-04 : Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Burkina Faso.

programmes régionaux ont mené des activités dans le pays en 2023. La moitié d'entre eux ont se sont conclus en 2023 (ARCHIPELAGO¹, Protection West Africa², Radio Jeunesse Sahel³) et trois resteront actifs en 2024 (IPDEV⁴, PDU⁵ et Sécurité G5 Sahel⁶).

Figure 19: Quelques résultats du FFU au Burkina Faso, décembre 2023



S'appuyer sur les mesures du MUAC pour améliorer le diagnostic de la malnutrition

Le conflit au Burkina Faso a gravement perturbé les moyens de subsistance, les systèmes alimentaires et les infrastructures, entraînant une forte augmentation de la malnutrition, en particulier chez les enfants. La violence a endommagé les terres agricoles et les installations sanitaires, réduisant ainsi l'accès aux denrées alimentaires et aux services de santé. 10% de la population du Burkina Faso a été déplacée, forcée de laisser derrière elle ses maisons et ses sources de nourriture habituelles. Dans les zones les plus touchées par le conflit, un enfant sur dix est considéré comme souffrant de malnutrition aiguë.⁷

Pour faire face à cette crise, l'utilisation de la méthode de la circonférence médiane et supérieure du bras (MUAC) a été mise en place. Cette technique permet un diagnostic rapide et efficace de l'état

¹ REG-15 : ARCHIPELAGO : une initiative africaine et européenne en matière d'EFTP.

² REG-13 : Projet d'appui à la protection des migrants les plus vulnérables sur les routes migratoires du Sahel.

³ REG-25 : Radio Jeunesse Sahel - Appui européen à la phase de démarrage de la radio.

⁴ REG-11 : Soutenir les entrepreneurs et les petites PME en Afrique de l'Ouest.

⁵ REG-18 : Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

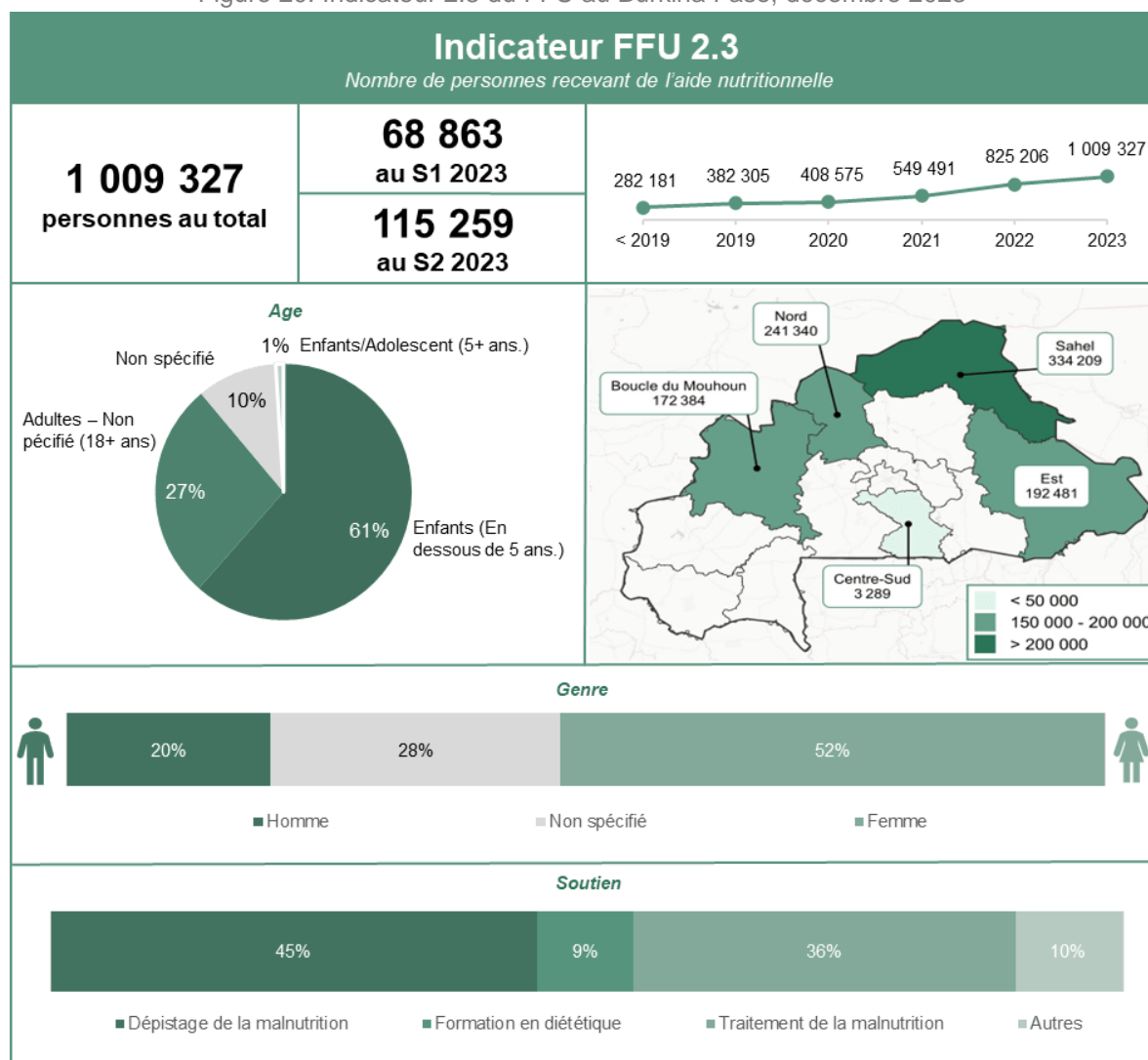
⁶ REG-23 : Appui aux forces de sécurité des pays membres du G5 Sahel pour la lutte contre l'impunité et le renforcement de leurs liens avec les populations.

⁷ UNICEF, "Burkina Faso: Insecurity pushes more than 1 in 10 children into acute malnutrition in heavily affected areas", 28 novembre 2023. Récupéré [ici](#).

nutritionnel. Pendant la pandémie de COVID-19, son adoption a augmenté car elle réduit le besoin de rassemblements, et elle continue d'être utilisée par les mères et les soignants pour effectuer des diagnostics de manière indépendante.¹

Au second semestre 2023, le PDU a formé 99 722 femmes chefs de ménage à la méthode de mesure du MUAC à domicile (indicateur 2.3). En outre, le PDU a appliqué l'approche *Baby Wash*, conçue pour réduire la malnutrition chez les jeunes enfants par la promotion de l'allaitement maternel, de la nutrition, de l'hygiène, des soins aux enfants et de l'eau/assainissement, touchant plus de 10 000 ménages au S2 2023 (indicateur 2.3). Ces deux efforts ont été déployés dans les provinces de l'Est et de la Boucle du Mouhoun, deux zones sévèrement touchées par la malnutrition.²

Figure 20: Indicateur 2.3 du FFU au Burkina Faso, décembre 2023



Renforcer la justice et la responsabilité dans un environnement sécuritaire complexe

Le conflit entre le gouvernement du Burkina Faso et les groupes armés insurgés fait de plus en plus de victimes parmi la population. La plupart des décès sont attribués aux insurgés islamistes,

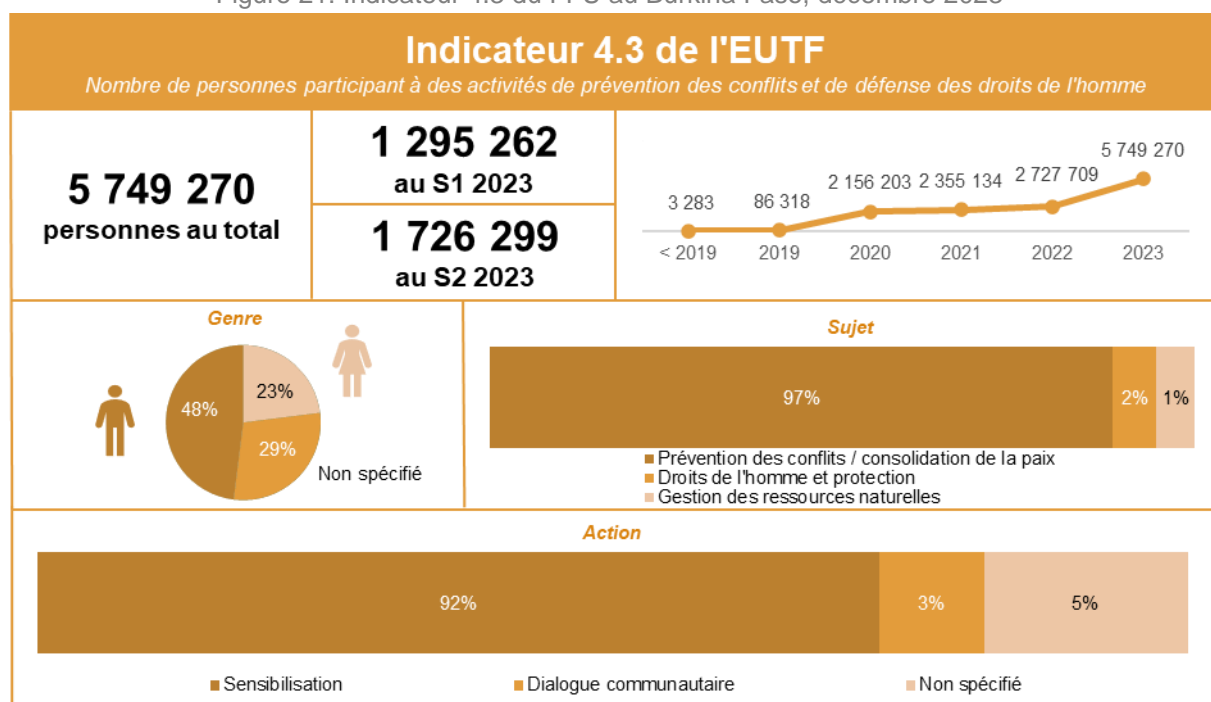
¹ Alima, "PB-mères : une stratégie pour mieux dépister la malnutrition en période de COVID-19", 22 janvier 2021. Récupéré [ici](#).

² IPC, "Burkina Faso Situation Nutritionnelle de 31 Provinces et de 6 Communes 2022-2023", 17 janvier 2023. Récupéré [ici](#).

mais l'armée burkinabé a également été impliquée dans la mort de civils. À Karma (Nord), au moins 147 personnes, dont 47 enfants, auraient été tuées par l'armée.¹

Le programme Justice BF est particulièrement pertinent dans ce contexte, car il vise à lutter contre l'impunité et à améliorer l'accessibilité et l'efficacité du système judiciaire, avec un accent particulier sur la justice militaire. À cette fin, le projet a supporté la création d'un commandement de la police militaire qui fait office de police judiciaire au sein de l'armée. Pour cette brigade spéciale, le projet a formé 40 officiers, 40 subordonnés, 15 magistrats militaires spéciaux et 10 greffiers (indicateur 4.2). Le projet a combiné ces efforts avec des activités de sensibilisation visant à fournir une éducation sur le système judiciaire et à informer la population de ses droits. Ces activités comprenaient des groupes de discussion et des débats qui ont mobilisé avec succès 28 665 personnes en 2023 (indicateur 4.3).

Figure 21: Indicateur 4.3 du FFU au Burkina Faso, décembre 2023



¹ Amnesty International, "Burkina-Faso : La responsabilité de l'armée pointée dans le massacre de Karma", 2 mai 2023. Récupéré [ici](#).

5.1.3. LE BURKINA FASO ET LES INDICATEURS COMMUNS DE REALISATION DU FFU

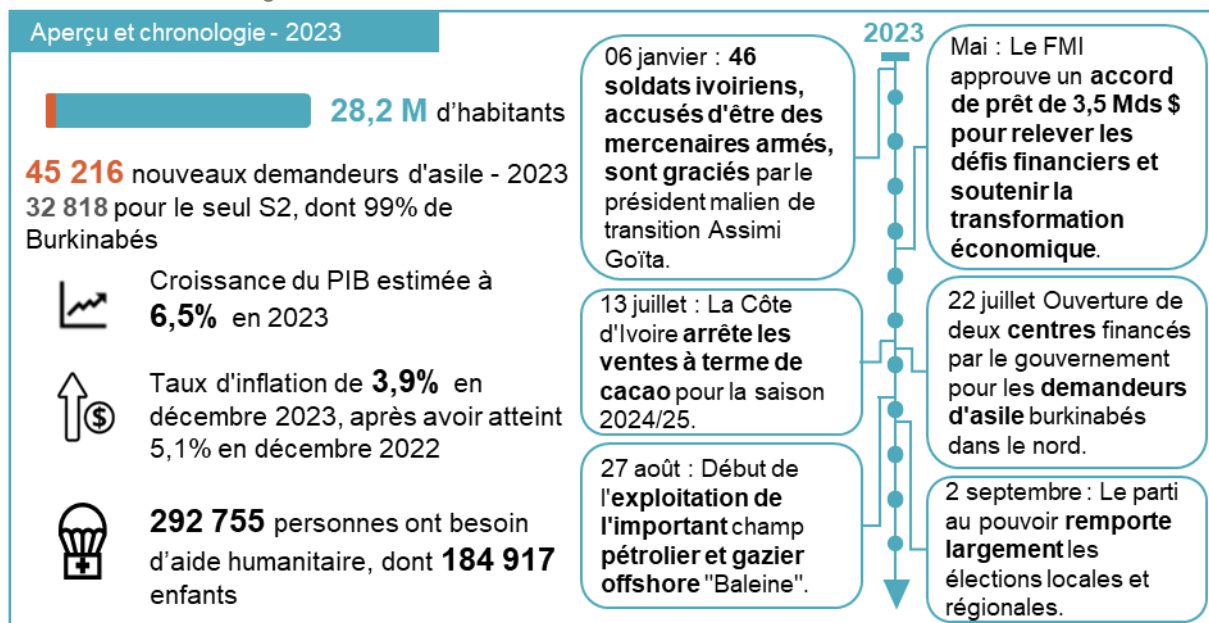
Tableau 7: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Burkina Faso, décembre 2023

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	2021	2022	S1 2023	S2 2023	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	2 277	2 414	6 151	1 447	3 971	547	830	17 638	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	55	200	1 854	634	472	68	44	3 327	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	4 475	12 644	4 640	4 259	5 047	2 279	8 313	41 657	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	956	5 747	4 195	11 642	5 090	9	0	27 639	
1.5 Nombre de parcs industriels / infrastructures commerciales construits...	3	14	19	18	2	0	4	60	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	0	33	18	0	0	1	0	52	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	522	1 445	386	858	595	306	45	4 157	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	98 553	58 101	4 405	6 273	46 043	4 086	3 569	221 030	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	282 181	100 124	26 270	140 916	275 715	68 863	115 258	1 009 327	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	150 574	217 432	173 568	192 255	242 776	1 237	35 121	1 012 963	
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	23	71	4	41	1	0	0	140	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	1 402	1 003	625	462	380	1	506	4 378	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	341 434	524 022	234 888	237 126	375 556	145 263	431 177	2 289 466	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	7 354	11 919	11 016	3 439	3 873	168	361	38 130	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	333 002	383 674	65 694	62 732	193 848	17 006	103 701	1 159 657	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	190	442	1 736	12 389	16 747	0	0	31 504	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	9 018	27 040	13 248	20 794	63 812	2 160	0	136 072	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	1 635	1 260	5 683	64	0	0	0	8 642	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	1 580	822	662	476	0	0	0	3 540	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	1 244	258	242	535	171	0	0	2 450	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale.	0	0	30	1 145	208	28	0	1 411	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	2	23	16	6	0	0	0	47	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	20	68	0	15	7	1	0	111	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	3	0	1	16	8	1	2	31	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	924	9	1 210	10 944	1 212	104	36	14 439	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	994	1 667	1 436	6 845	4 577	1 296	2 083	18 898	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	3 283	83 035	2 069 885	198 931	372 575	1 295 262	1 726 299	5 749 270	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	7	138	123	255	86	22	10	641	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	91	430	380	334	119	25	15	1 394	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	70	184	615	1 241	458	1	130	2 699	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	13	45	4	24	26	11	14	137	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	10	1	4	15	0	0	0	30	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	302 840	0	0	0	0	302 840	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	8 509	0	0	0	0	8 509	

5.2. CÔTE D'IVOIRE

5.2.1. CÔTE D'IVOIRE EN 2023

Figure 22: Côte d'Ivoire - Faits et chiffres clés, décembre 2023



Au début du mois de septembre 2023, la Côte d'Ivoire a organisé des élections municipales et régionales, largement considérées comme un test pour les principaux partis politiques du pays en vue de l'élection présidentielle de 2025. À l'issue du scrutin, le parti présidentiel au pouvoir depuis 2011 - le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix¹ - est sorti grand vainqueur, obtenant 125 communes sur 201 et 26 régions² sur 30.³ Après le décès d'Henri Konan Bédié en août, ancien chef d'État et président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire⁴ (PDCI), le principal parti d'opposition a dû élire un nouveau chef. Confronté aux divisions internes du parti et aux faibles scores obtenus lors des dernières élections locales, le nouveau leader du PDCI Tidjane Thiam doit maintenant relever le défi de restaurer l'unité au sein du PDCI afin de préparer l'élection de 2025.⁵

En 2023, la Côte d'Ivoire a connu une situation politique et sociale stable, et a maintenu son développement économique, malgré des difficultés. En raison de pluies particulièrement abondantes, qui ont perturbé la récolte de cacao, le pays a été contraint d'interrompre temporairement ses ventes de cacao pour 2023-2024, craignant de ne pas être en mesure d'atteindre des volumes de production suffisants. La Côte d'Ivoire a également plafonné le prix du riz et suspendu les exportations de riz et de sucre jusqu'à la fin de l'année, afin de sécuriser l'approvisionnement de ces denrées essentielles, dont les prix avaient explosé ces derniers mois.⁶ Malgré ces défis, la Côte d'Ivoire a affiché une croissance solide et une inflation réduite. Après avoir atteint en moyenne 5,2% en 2022, soit son niveau le plus élevé depuis des années⁷, l'inflation est tombée à 4,4% en 2023 et est estimée à 3,6%

¹ Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP).

² La 26e région a été remportée en décembre lors d'un nouveau scrutin dans neuf municipalités et une région à la suite d'irrégularités lors de la première élection tenue en septembre.

³ RFI, "En Côte d'Ivoire, raz de marée du RHDP du président Alassane Ouattara aux élections locales", 5 septembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁴ Parti démocratique de Côte d'Ivoire.

⁵ RFI, "Côte d'Ivoire : les défis de Tidjane Thiam, le nouveau président du PDCI", 24 décembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁶ RFI, "Cacao : la Côte d'Ivoire stoppe les contrats d'exportation pour 2023-2024 à cause des intempéries", 15 juillet 2023. Récupéré [ici](#).

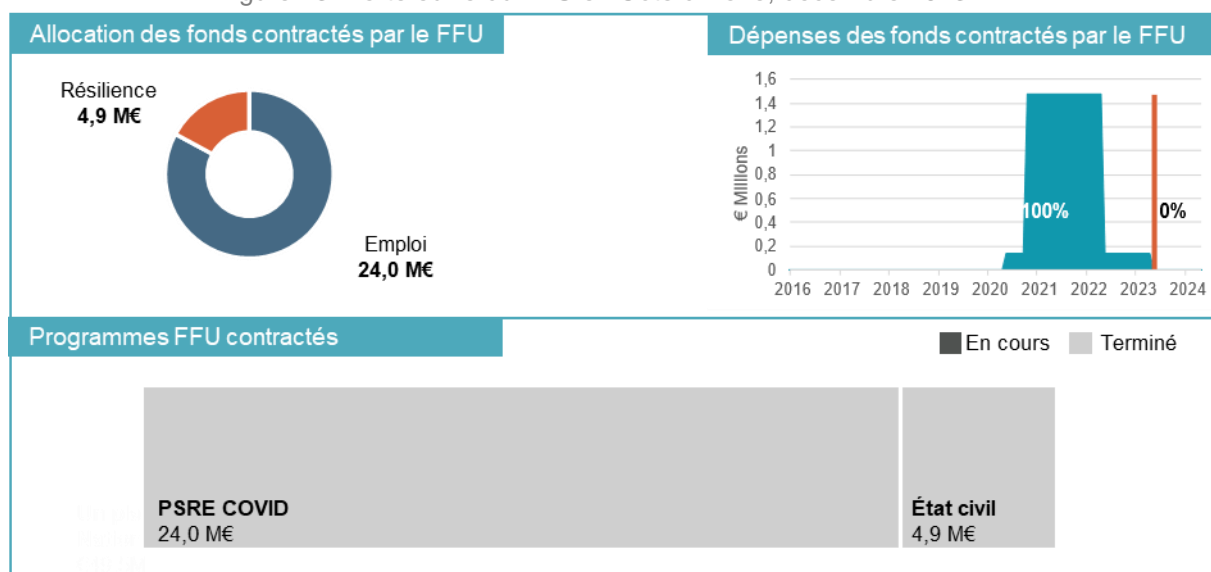
⁷ Chiffres comparés tirés de : Banque mondiale, "Macro Poverty Outlook", 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024. Extrait [ici](#).

en 2024.¹ Le PIB a augmenté de 6,5% et devrait croître de 6,7% en 2024.² Le programme de 3,5 milliards d'USD soutenu par le FMI pour relever les défis financiers et favoriser la transformation économique a continué de progresser. À la suite du premier examen de l'accord conclu en mai, le FMI a estimé que les performances de la Côte d'Ivoire étaient solides et a donné son accord pour le prochain décaissement. Les infrastructures nationales ont continué à se développer avec l'inauguration d'un nouveau tronçon d'autoroute entre Yamoussoukro et Bouaké, un axe stratégique pour l'interconnexion des centres urbains nationaux et les échanges avec le Burkina Faso.³ Deux sociétés⁴ ont également commencé l'exploitation d'un important gisement de pétrole et de gaz au large de la côte sud-ouest en août, alors que le pays cherche à augmenter sa production d'électricité, à renforcer son indépendance énergétique et à réduire les prix.⁵

En 2023, le pays a été confronté à un afflux important de réfugiés dans sa région septentrionale. La plupart des 41 861 personnes qui ont franchi la frontière étaient des Burkinabés fuyant la violence accrue dans leur pays.⁶ Le gouvernement de la Côte d'Ivoire a ouvert deux centres pour réfugiés dans le nord du pays, avec une capacité totale prévue de 10 000 personnes.⁷ Bien que ces centres ne répondent pas encore aux besoins d'hébergement de plus de 41 000 réfugiés, le fait que le gouvernement de Côte d'Ivoire ait financé 90% de cette initiative a été salué par le représentant du HCR dans le pays comme "une première en Afrique".⁸

5.2.2. LE FFU EN CÔTE D'IVOIRE

Figure 23: Portefeuille du FFU en Côte d'Ivoire, décembre 2023^{9,10}



Le FFU a engagé 28,9 millions d'euros en Côte d'Ivoire à travers deux programmes nationaux : 83% des fonds ont été alloués aux opportunités économiques et d'emploi (OS1 - PSRE COVID¹¹) et

¹ Banque mondiale, "Macro Poverty Outlook", avril 2024. Récupéré [ici](#).

² AfBD, "Performance et perspectives macroéconomiques de l'Afrique - janvier 2024", 16 février 2024. Récupéré [ici](#).

³ UEMOA, "Inauguration de la section Tiébissou-Bouaké de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké", août 2023. Récupéré [ici](#).

⁴ La société italienne ENI et la société ivoirienne PETROCI.

⁵ RFI, "Côte d'Ivoire : début d'exploitation du méga-champs gazier "Baleine", 28 août 2023. Récupéré [ici](#).

⁶ Chiffres comparés tirés de : HCR, "Statistiques mensuelles", décembre 2022 et 2023. Extrait [ici](#) et [ici](#).

⁷ VOA, "Des centaines de réfugiés burkinabè accueillis sur deux sites ivoiriens", 24 juillet 2023. Récupéré [ici](#).

⁸ RFI, "La Côte d'Ivoire va inaugurer deux centres d'accueil pour les réfugiés burkinabè", 21 juillet 2023. Récupéré [ici](#).

⁹ Les calculs pour le tableau des dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires entre les années de mise en œuvre.

¹⁰ Ces données ne concernent que les programmes nationaux et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

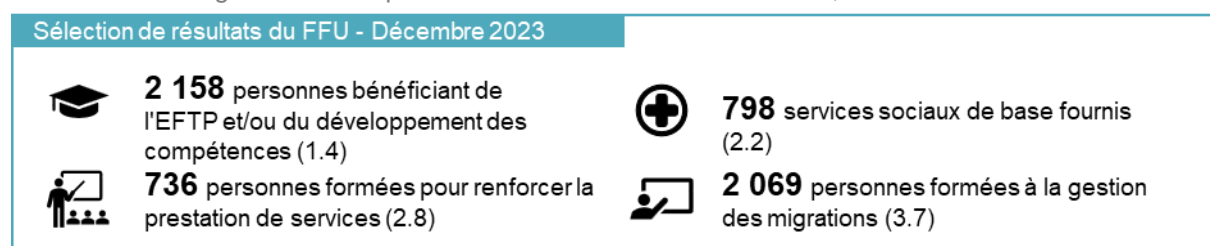
¹¹ CI-03 : Programme de soutien et de relance à l'économie dans le contexte de la crise du COVID-19 en Côte d'Ivoire.

17% à la résilience communautaire (OS2 - Etat Civil).¹ En décembre 2023, les deux programmes étaient achevés.

Sept programmes régionaux et un programme national du Burkina Faso² ont également mis en œuvre des activités dans le pays, en se concentrant sur les activités liées à l'emploi (OS1 : ARCHIPELAGO³, IPDEV2⁴), la gestion des migrations (OS3 : *Protection West Africa*⁵, ALTP Golfe de Guinée⁶, l'Initiative conjointe UE-OIM⁷, Erasmus+ Afrique de l'Ouest⁸) et la gouvernance et la prévention des conflits (OS4 : PEV⁹, WAPIS¹⁰).

En 2023, six programmes étaient actifs en Côte d'Ivoire : un programme national (Etat Civil CI) et cinq programmes régionaux (ARCHIPELAGO, IPDEV2, PEV, *Protection West Africa*, ALTP Golfe de Guinée). Etat Civil, ARCHIPELAGO et *Protection West Africa* ont pris fin au cours de l'année et IPDEV2, PEV et ALTP Golfe de Guinée continueront à mettre en œuvre des activités jusqu'en 2024.

Figure 24: Quelques résultats du FFU en Côte d'Ivoire, décembre 2023



Renforcer les droits de l'homme fondamentaux pour faire face aux défis humanitaires et sécuritaires régionaux

La Côte d'Ivoire joue un rôle clé dans la résolution des problèmes humanitaires et sécuritaires régionaux qui menacent les pays du Golfe de Guinée. Au cours du second semestre 2023, les programmes financés par le FFU ont mis en œuvre des activités visant à renforcer les droits de l'homme fondamentaux aux niveaux national et régional pour les ressortissants et les migrants.

Etat Civil CI a contribué au renforcement des droits fondamentaux en améliorant la gestion de l'état civil. L'état civil est le fondement de la reconnaissance juridique d'une personne et est donc essentiel pour garantir l'accès à la justice et le respect des droits de l'homme fondamentaux. A la fin de l'année 2023, on estime à 931 076 le nombre de personnes apatrides ou de nationalité indéterminée vivant en Côte d'Ivoire, dont 25% d'enfants. Il s'agissait notamment d'enfants nés de parents inconnus ou non enregistrés à la naissance.¹¹ L'État civil CI a mis en œuvre des campagnes de rattrapage des actes de naissance au niveau des écoles. D'abord développées dans des localités pilotes, ces campagnes ont été conçues de manière à être étendues à l'ensemble du pays par des initiatives ultérieures. Dans l'une de ces opérations pilotes, le second semestre 2023, 161 enfants ont reçu un acte de naissance (indicateur 2.2) dans le district du Bas-Sassandra, dont 67 filles et 94 garçons. Dans le même temps, 1 116 membres du personnel de terrain de l'Office national de l'état civil et de

¹ CI-02 : Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'état civil et de l'identification en Côte d'Ivoire.

² Parmi les projets du programme Rebâtir une cohésion sociale au Nord du Burkina à travers un meilleur suivi de la radicalisation, la promotion du dialogue et la valorisation de l'économie pastorale (PEV, BF-08), un projet porte sur la transhumance dans les pays de l'Initiative d'Accra, ce qui lui donne une portée régionale (PEV Accra, BF-08-11).

³ REG-15 : ARCHIPELAGO : une initiative africaine et européenne en matière d'EFTP.

⁴ REG-11 : Soutenir les entrepreneurs et les petites PME en Afrique de l'Ouest.

⁵ REG-13 : Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest.

⁶ REG-12 : Appui à la Lutte contre la Traite des Personnes dans les pays du Golfe de Guinée.

⁷ REG-08 : Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et de la réintégration durable des migrants de retour en Côte d'Ivoire, au Ghana et en Guinée, en Guinée Bissau et au Tchad.

⁸ REG-05 : Erasmus+ en Afrique de l'Ouest et dans la Corne de l'Afrique.

⁹ BF-08 : Rebâtir une cohésion sociale au Nord du Burkina à travers un meilleur suivi de la radicalisation, la promotion du dialogue et la valorisation de l'économie pastorale.

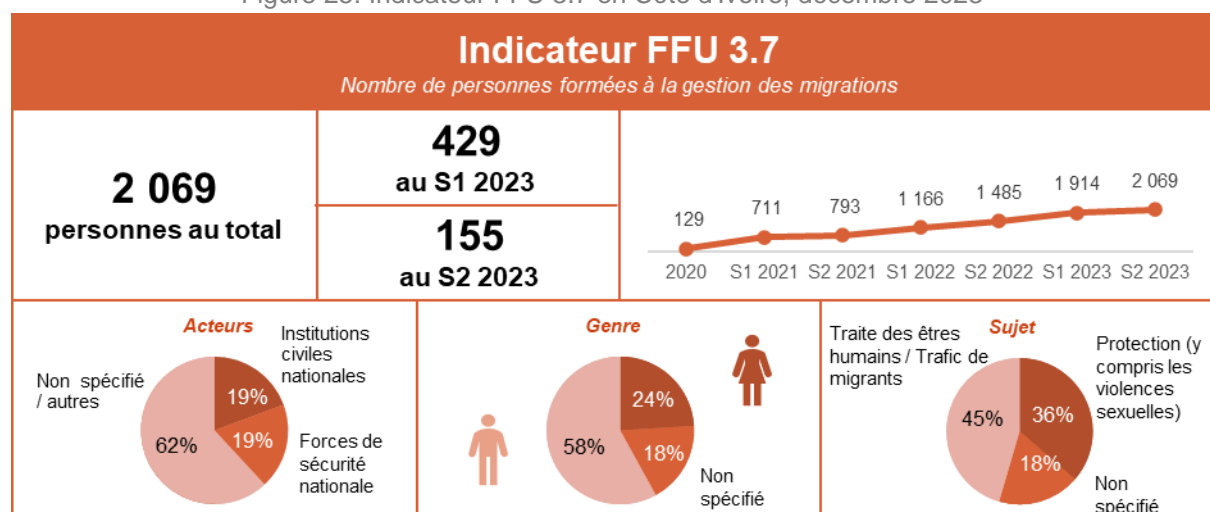
¹⁰ REG-03 : Soutien au renforcement des systèmes d'information de la police dans la région élargie de l'Afrique de l'Ouest.

¹¹ HCR, "Rapport sur l'apatridie en Côte d'Ivoire 2023", 28 mars 2024. Récupéré [ici](#).

l'enregistrement¹ ont été formés (indicateur 4.2) dans les 14 districts du pays, soit deux fois plus qu'au cours de tous les semestres précédents réunis. Les formations étaient axées sur la pratique et visaient à améliorer la qualité des services, afin d'influencer positivement le taux d'enregistrement des faits d'état civil.

Le programme régional ALTP Golfe de Guinée a mis en œuvre des activités dans les pays côtiers, dont la Côte d'Ivoire, afin de renforcer la lutte contre la traite des êtres humains et d'améliorer la protection des victimes. En 2023, 139 victimes de la traite (79 femmes/filles, 60 hommes/garçons, 45 mineurs) en Côte d'Ivoire ont reçu des services sociaux de base par le biais de centres de réhabilitation spécialisés (indicateur 2.2). Cinquante-neuf autres (47% de mineurs) ont bénéficié d'une aide à la réinsertion (indicateur 3.5 bis). En outre, 540 juges, procureurs et agents des forces judiciaires et de sécurité ont été formés aux niveaux central et local (FFU 3.7) sur la traite des êtres humains et les procédures pour y remédier², ce qui porte à 934 le nombre de personnes formées dans le pays depuis le lancement du programme. Enfin, le programme a touché 19 176 personnes par le biais de campagnes de sensibilisation en 2023 : 18 387 migrants potentiels sur les risques de la migration irrégulière (indicateur 3.3) ; et 789 employeurs (indicateur 2.7) concernant la présence potentielle de victimes de la traite dans la main-d'œuvre.

Figure 25: Indicateur FFU 3.7 en Côte d'Ivoire, décembre 2023



¹ Office national de l'état civil et de l'identification (ONECI).

² Les formations ont porté sur l'orientation, la protection et la réadaptation des victimes, l'utilisation du système national d'orientation, l'identification de la traite des êtres humains et l'application des procédures juridiques correspondantes.

5.2.3. LA COTE D'IVOIRE ET LES INDICATEURS COMMUNS DE REALISATION DU FFU

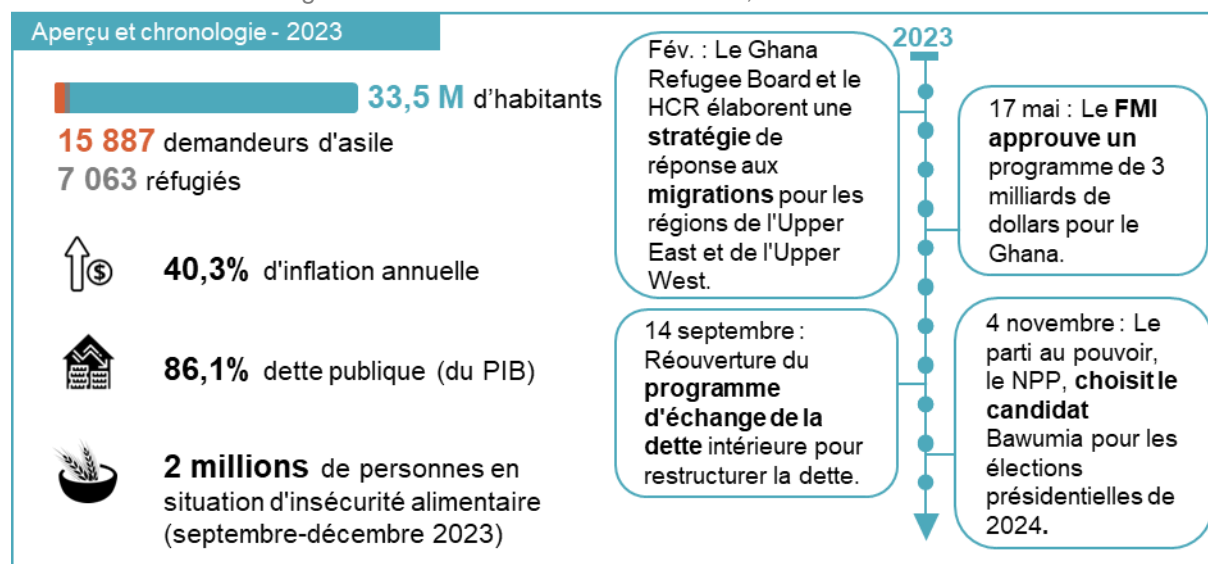
Tableau 8: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour la Côte d'Ivoire, décembre 2023

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	2021	2022	S1 2023	S2 2023	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	0	0	71	2 375	722	706	66	3 940	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	0	0	9	182	65	64	1	321	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	0	0	0	1 024	462	670	2	2 158	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	0	0	0	3	0	0	0	3	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	0	0	0	128	370	51	249	798	
2.7 Nombre de personnes (touchées) par des campagnes sur la résilience...	0	0	0	23	25	0	789	837	
2.8 Nombre d'employés (formés) pour améliorer la prestation des services.	0	0	0	36	240	460	0	736	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	4	3	2 344	1 336	1 630	746	0	6 063	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	12 400	41 852	9 881	3 242	91 327	21 665	14 365	194 732	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	5	11	307	4	0	0	0	327	
3.6 Nombre d'institutions (renforcées sur la) protection et gestion des migrations	3 778	1 927	885	1 462	0	0	0	8 052	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	1 625	1 149	1 263	1 657	237	18	41	5 990	
3.8 Nombre de personnes [bénéficiant] d'aide à l'évacuation et à la réinstallation...	0	0	1	1	2	0	0	4	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	0	129	664	692	429	155	2 069	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	0	64	55	36	0	0	0	155	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	10	343	105	10	69	29	128	694	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	0	0	0	15	0	0	0	15	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	0	0	0	17	0	0	0	17	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	0	0	10	740	890	337	1 120	3 097	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	0	0	0	2	109	12	0	123	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	0	1	3	2	5	0	0	11	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	0	0	0	4	42	1	78	125	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	0	0	1	4	4	2	2	13	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	0	0	1	2	1	0	0	4	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	0	0	0	0	0	2	0	2	

5.3. GHANA

5.3.1. LE GHANA EN 2023

Figure 26: Ghana - Faits et chiffres clés, décembre 2023



Bien que le gouvernement ghanéen soit parvenu à maîtriser la crise économique, la baisse du pouvoir d'achat des ménages a continué à alimenter la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Au cours du second semestre 2023, le gouvernement ghanéen a poursuivi ses efforts de restructuration de la dette, d'assainissement des finances publiques et de resserrement de la politique monétaire. Alors que la première étape du programme d'échange de la dette intérieure avait déjà été achevée en février, les discussions au titre du cadre commun du G20 pour le traitement de la dette, axées sur la dette publique extérieure du Ghana, se sont poursuivies au-delà de 2023.¹ Dans le cadre de l'assainissement budgétaire, le gouvernement a supprimé certaines exonérations de la taxe sur la valeur ajoutée et a introduit de nouvelles taxes. En outre, les tarifs de l'électricité ont presque doublé, ce qui les rapproche du niveau de recouvrement des coûts. En ce qui concerne la politique monétaire, la Banque du Ghana a considérablement augmenté son taux directeur en janvier 2022, pour atteindre 30,5% en 2023.² Cette politique a permis de réduire l'inflation de 54% en décembre 2022 à 23% en décembre 2023 et de ralentir la dépréciation du cedi.³ Malgré ces résultats, les ménages ont continué à souffrir d'une baisse de leur pouvoir d'achat tout au long de l'année 2023. L'inflation des denrées alimentaires a été particulièrement importante, car le ménage ghanéen type consacre près de 43% de ses dépenses à l'alimentation.⁴ Ainsi, 2 millions de personnes se sont retrouvées en situation d'insécurité alimentaire entre septembre et décembre 2023, contre 800 000 personnes sur la même période en 2022.⁵ Pour la période de soudure 2024, ce chiffre devrait atteindre 2,2 millions de personnes.⁶ Par ailleurs, la Banque mondiale a estimé que l'extrême pauvreté (moins de 2,15 USD par jour) passerait de 24,8% en 2021 à 33,2% en 2025, principalement en raison de la crise macroéconomique.⁷

¹ FMI, "2023 Article IV Consultation, First Review under the Arrangement under the Extended Credit Facility", janvier 2024. Récupéré [ici](#).

² Ibid.

³ Ministère des Finances, "Press Release: Ghana Reaches Agreement with Official Creditors on Debt Treatment under the G20 Common Framework", 12 janvier 2024. Récupéré [ici](#).

⁴ Banque mondiale, "7th Ghana Economic Update", juin 2023. Récupéré [ici](#).

⁵ Estimations du Cadre Harmonisé et de l'IPC pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, février 2024. Récupéré [ici](#).

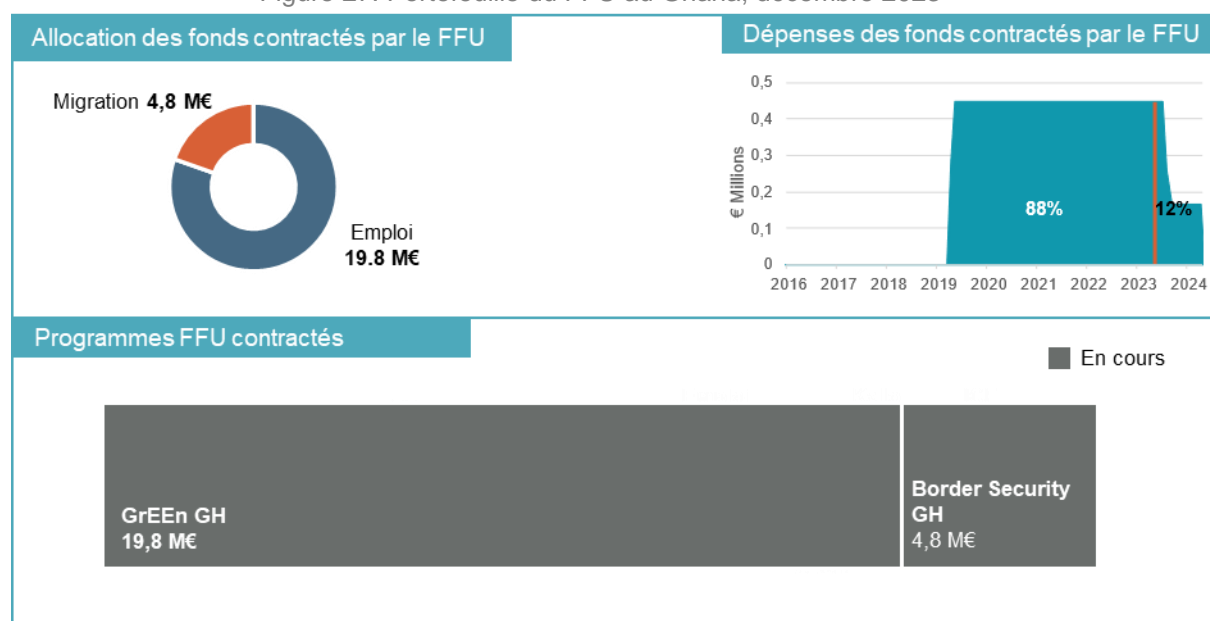
⁶ PAM, "Country Brief : Novembre-Décembre 2023", janvier 2024. Récupéré [ici](#).

⁷ Banque mondiale, "Ghana Macro Poverty Outlook", avril 2024. Récupéré [ici](#).

Dans le nord du Ghana, les retombées du conflit au Burkina Faso ont encore accru la pression sur les ressources, les services et les systèmes alimentaires.¹ L'intensification du conflit au Burkina Faso a de plus en plus affecté les régions de l'Upper East et de l'Upper West du Ghana. Plus important encore, le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile au Ghana est passé de 8 051 en 2022² à 22 950 en 2023³, car les gens ont fui le conflit dans le pays voisin.⁴ Le gouvernement a mis en place des centres d'accueil à Zini et Tarikom où les réfugiés et les demandeurs d'asile ont été enregistrés et documentés afin de bénéficier de l'accès à l'éducation, à la santé et à d'autres services. Dans le contexte de la crise économique, l'insécurité alimentaire était déjà supérieure à la moyenne dans les régions du nord du pays et pourrait encore s'aggraver si le nombre de réfugiés continue d'augmenter.⁵ Parmi les Ghanéens en situation d'urgence (phase 4 de l'IPC) entre septembre et décembre 2023, 30%, soit 26 447 personnes, vivaient dans les régions de l'Upper East et de l'Upper West.⁶ Selon les évaluations des besoins et de la vulnérabilité menées par les agences de l'ONU dans ces deux régions, 72% des ménages craignaient de manquer de nourriture et seulement 37% des communautés disposaient de sources d'eau pouvant desservir des populations supplémentaires.⁷

5.3.2. LE FFU AU GHANA

Figure 27: Portefeuille du FFU au Ghana, décembre 2023^{8,9}



Le Fonds fiduciaire a passé des contrats pour deux programmes au Ghana, pour un montant de 24,6 millions d'euros, dont 80% ont été alloués au programme GrEEn lié à l'emploi (OS1¹⁰) et 20% au programme *Border Security GH* lié à la migration¹¹ (OS3). Les deux programmes ont mis en œuvre des activités en 2023 et devraient se terminer en 2024. En décembre 2023, on estime que 88% du

¹ HCR, PAM, OIM, UNICEF, "Gulf of Guinea Joint Response Plan for refugees, asylum-seekers, internally displaced persons, and host communities: Ghana Planned Response", 18 mars 2024. Récupéré [ici](#).

² UNHCR, "Monthly Statistics - December 2022", 20 janvier 2023. Récupéré [ici](#).

³ HCR, "Statistiques mensuelles - décembre 2023", 20 janvier 2024. Récupéré [ici](#).

⁴ HCR, PAM, OIM, UNICEF, "Gulf of Guinea Joint Response Plan for refugees, asylum-seekers, internally displaced persons, and host communities: Ghana Planned Response", 18 mars 2024. Récupéré [ici](#).

⁵ Ibid.

⁶ Estimations du *Cadre Harmonisé* et de l'IPC pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, février 2024. Récupéré [ici](#).

⁷ HCR, PAM, OIM, UNICEF, "Gulf of Guinea Joint Response Plan for refugees, asylum-seekers, internally displaced persons, and host communities: Ghana Planned Response", 18 mars 2024. Récupéré [ici](#).

⁸ Les calculs pour le tableau des dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires entre les années de mise en œuvre.

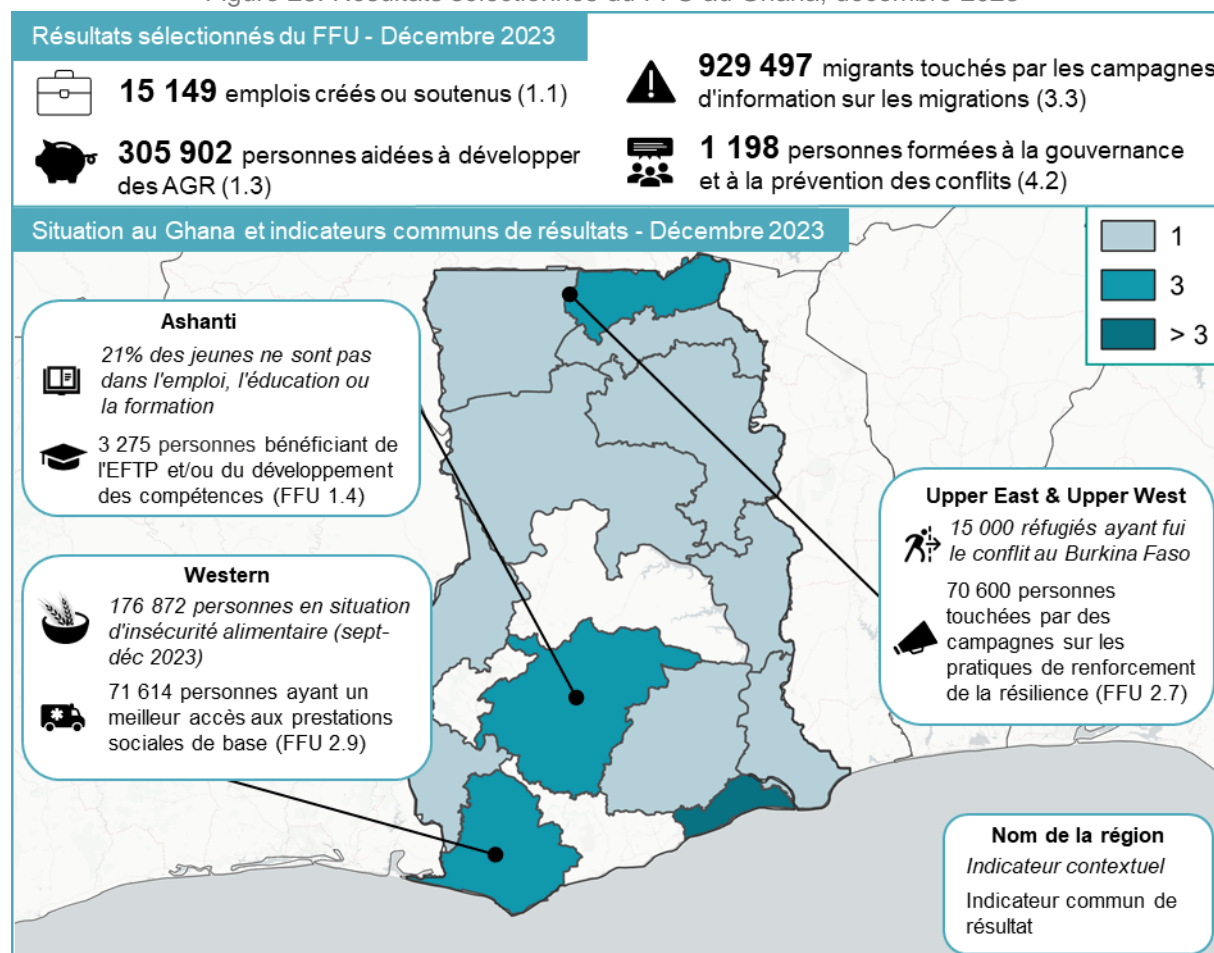
⁹ Ces données ne concernent que les programmes nationaux et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

¹⁰ GH-02 : Stimuler l'emploi vert et les opportunités d'entreprise au Ghana.

¹¹ GH-01 : Renforcement de la sécurité des frontières au Ghana.

budget du FFU contracté au Ghana avait été dépensé, tandis que 12% restaient à dépenser. Outre ces deux programmes nationaux, six programmes régionaux et un programme national du Burkina Faso¹ ont mis en œuvre des activités au Ghana depuis le début du Fonds. Cinq d'entre eux étaient toujours actifs en 2023 (ARCHIPELAGO², l'initiative conjointe UE-IOM³, IPDEV2⁴, PEV⁵, ALTP Golfe de Guinée⁶) et quatre ont rapporté des résultats au Ghana en 2023 (ARCHIPELAGO, IPDEV2, PEV, ALTP Golfe de Guinée).

Figure 28: Résultats sélectionnés du FFU au Ghana, décembre 2023



Promouvoir les emplois verts grâce à un soutien global

Au cours du second semestre 2023, les programmes financés par le Fonds ont créé ou soutenu 8 162 emplois au Ghana, soit plus qu'au cours de tous les semestres précédents réunis (indicateur 1.1). GrEEn SNV⁷ a été de loin le plus grand contributeur à ces résultats.⁸ La plupart des emplois nouvellement créés ou soutenus l'ont été dans le secteur des services (60%), suivi par l'agriculture, la pêche et l'élevage (30%). La croissance de la création d'emplois est le résultat de

¹ Parmi les projets du programme Rebâtir une cohésion sociale au Nord du Burkina à travers un meilleur suivi de la radicalisation, la promotion du dialogue et la valorisation de l'économie pastorale (PEV, BF-08), un projet porte sur la transhumance dans les pays de l'Initiative d'Accra, ce qui lui donne une portée régionale (PEV Accra, BF-08-11).

² REG-15 : ARCHIPELAGO : une initiative africaine et européenne en matière d'EFTP.

³ REG-08 : Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et de la réintégration durable des migrants de retour en Côte d'Ivoire, au Ghana et en Guinée, en Guinée Bissau et au Tchad.

⁴ REG-11 : Soutenir les entrepreneurs et les petites PME en Afrique de l'Ouest.

⁵ BF-08 : Rebâtir une cohésion sociale au Nord du Burkina à travers un meilleur suivi de la radicalisation, la promotion du dialogue et la valorisation de l'économie pastorale.

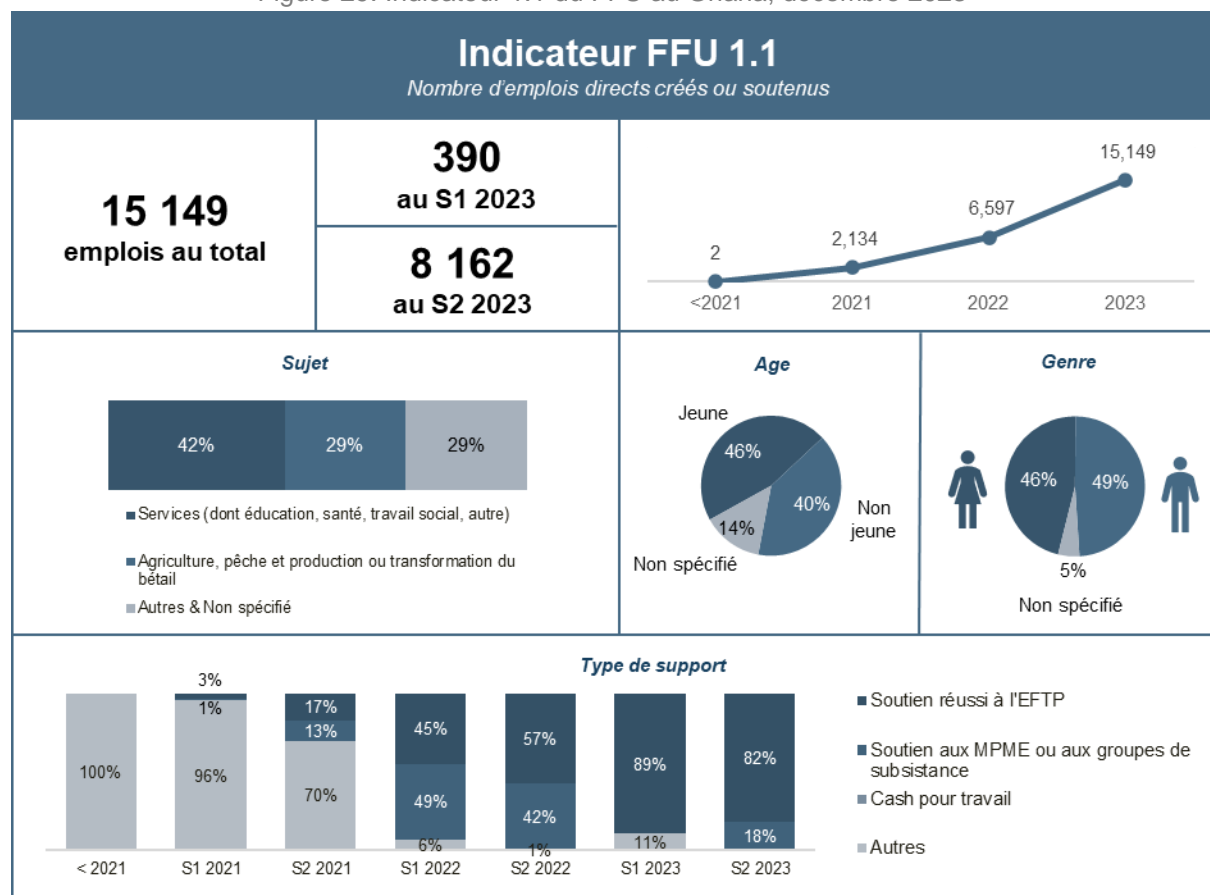
⁶ REG-12 : Appui à la Lutte contre la Traite des Personnes dans les pays du Golfe de Guinée.

⁷ GH-02-01 : Stimuler l'emploi vert et les opportunités d'entreprise au Ghana.

⁸ GrEEn GH a créé ou soutenu 8 135 emplois au cours du second semestre 2023, tandis qu'IPDEV2 a contribué à 27 emplois.

l'approche holistique de GrEEen SNV pour stimuler l'emploi vert et les opportunités d'entreprise dans les régions d'Ashanti et de l'Ouest depuis 2019. SNV a appliqué le modèle Push-Match-Pull pour aborder les côtés de l'offre ("push") et de la demande ("pull") de main-d'œuvre, ainsi que les liens entre les deux ("match"). En ce qui concerne les facteurs d'incitation, en 2023, des modules de cours de formation à l'agriculture ont été organisés en coopération avec le *Kwadaso Agriculture College* de Kumasi. En ce qui concerne les aspects liés à l'appariement, GrEEen SNV a organisé des stages et deux salons régionaux de l'emploi en 2023, qui comprenaient des ateliers sur les CV et des entretiens sur place. En ce qui concerne les facteurs d'incitation, SNV a fourni des services d'incubation et d'accélération aux MPME et a mis en place le Fonds de soutien aux jeunes entrepreneurs et aux startups. En outre, le *GrEEen Innovation Challenge* a permis de financer des modèles d'entreprise durables pour 15 PME en 2023. L'un des défis rencontrés par le projet en 2023 a été la forte inflation et les taux de change défavorables qui ont réduit la valeur des subventions versées aux PME récompensées jusqu'à 30%. Il convient également de noter qu'une étude menée par le projet a révélé que de nombreux emplois nouvellement créés n'étaient pas conformes aux normes de travail décent¹, et qu'ils ne présentaient pas des caractéristiques importantes telles que la sécurité de l'emploi et des revenus équitables.² Travaillant à la création d'emplois verts plus décents, GrEEen SNV a également continué à soutenir le ministère de l'emploi et des relations de travail dans la mise en œuvre de la stratégie nationale pour les emplois verts. Parmi les activités importantes lancées en 2023, on peut citer un inventaire des emplois verts et une sensibilisation à l'échelle nationale sur les possibilités d'emplois verts.

Figure 29: Indicateur 1.1 du FFU au Ghana, décembre 2023



¹ OIT, "Mesurer le travail décent". Récupéré [ici](#).

² GrEEen SNV, "Progress Report 4", février 2024.

Favoriser l'interopérabilité de la gestion des frontières

Dans le prolongement de la conférence régionale de 2021 sur la coopération internationale en matière de gestion des frontières¹, le GH Sécurité des frontières² a organisé un atelier de coopération régionale pour renforcer la résilience et atténuer les risques dans la gestion des frontières (indicateur 5.4). Des agences de sécurité frontalière du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo, ainsi que l'ONUDC et la CEDEAO ont participé à cet atelier de deux jours. Les discussions ont porté sur les défis actuels et les opportunités de coopération et de coordination régionales dans les efforts de gestion des frontières, l'échange de connaissances et le partage de bonnes pratiques pour atténuer les risques et renforcer la résilience. Les recommandations issues de la réunion étaient de renforcer la coordination inter-agences au niveau national, de mener des analyses de risques conjointes et de développer des plans d'urgence conjoints au niveau sous-régional, et de s'assurer que les pratiques de gestion des frontières sont professionnelles, basées sur le renseignement et respectueuses des normes en matière de droits de l'homme.³

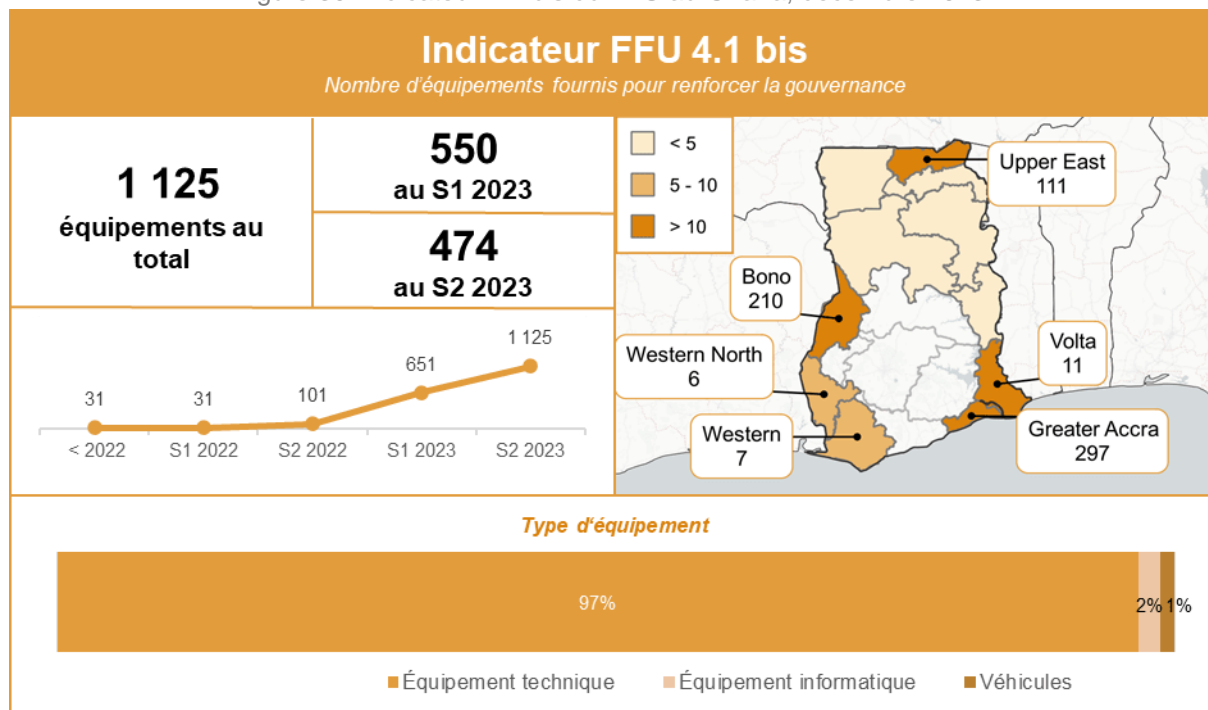
Répondant à l'une des principales recommandations de l'atelier régional, le projet a renforcé l'interopérabilité nationale des opérations de gestion des frontières au Ghana. Plus important encore, il a soutenu l'opérationnalisation des équipes mobiles conjointes (JMT) par le biais d'un processus participatif impliquant les agences nationales engagées dans la gestion des frontières (indicateur 4.6). Outre le service d'immigration du Ghana, principal partenaire du projet, l'équipe mobile conjointe a impliqué les autorités douanières, la police, l'Office de lutte contre la criminalité économique et organisée et le Bureau des enquêtes nationales. L'utilisation des équipes conjointes de gestion visait à renforcer l'efficacité et l'efficience de la gestion des frontières par le biais de patrouilles frontalières conjointes, d'enquêtes frontalières et d'autres opérations, ainsi que par l'utilisation conjointe d'équipements et d'infrastructures opérationnels. Avec ces objectifs à l'esprit, le *Border Security GH* a organisé une formation commune, y compris des exercices de simulation entre toutes les agences participantes, et a mené des sessions de rédaction pour développer le concept de l'équipe commune de gestion et les procédures opérationnelles standard dans un processus participatif. Les documents devraient être finalisés et validés en 2024. *Border Security GH* a également fourni des équipements techniques au Service de l'immigration du Ghana au cours du second semestre 2023, notamment 150 lampes torches, 100 kits de premiers secours, 100 lits de camp et 14 motos (indicateur 4.1 bis).

¹ La conférence de 2021 a été organisée par *Border Security GH* en collaboration avec le projet "*Strengthening Border and Migration Management and Security in Ghana*" (SMMIG) financé par le gouvernement danois.

² GH-01-01 : Renforcement de la sécurité des frontières au Ghana.

³ SBS Ghana, "*Interim Narrative Report - Fourth year: 01/12/2022 - 30/11/2023*".

Figure 30: Indicateur 4.1 bis du FFU au Ghana, décembre 2023



5.3.3. LE GHANA ET LES INDICATEURS COMMUNS DE REALISATIONS DU FFU

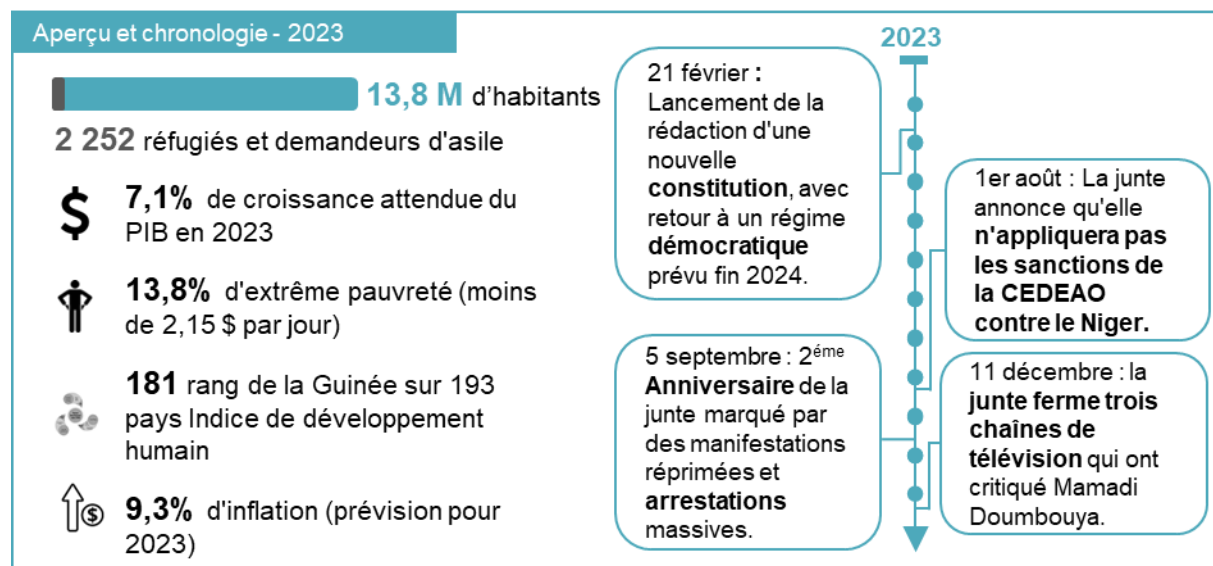
Tableau 9: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Ghana, décembre 2023

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	2021	2022	S1 2023	S2 2023	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	0	0	2	2 132	4 463	390	8 162	15 149	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	0	0	5	131	823	1 224	45	2 228	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	0	0	84	16 635	164 345	14 838	110 000	305 902	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	0	5	618	3 018	11 801	1 257	1 740	18 439	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	0	0	0	10	0	0	0	10	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	0	0	0	12	0	29	0	41	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	0	0	0	62	198	240	45	545	
2.7 Nombre de personnes (touchées) par des campagnes sur la résilience...	0	0	0	0	160 000	1 500	11 007	172 507	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	0	0	0	90 156	0	120 151	0	210 307	
3.1 Nombre de projets et d'initiatives soutenus par les membres de la diaspora	0	0	0	3	2	0	0	5	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	0	5	7	0	0	0	12	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	3 164	25 290	826 213	3 708	303	11 326	59 493	929 497	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	0	0	5	17	0	0	0	22	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	843	298	753	185	11	0	0	2 090	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	177	268	444	657	83	17	3	1 649	
3.8 Nombre de personnes [bénéficiant] d'aide à l'évacuation et à la réinstallation...	0	0	2	2	1	13	0	18	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	0	235	519	468	175	28	1 425	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	5	88	64	64	4	0	0	225	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	29	57	203	34	11	50	132	516	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	0	0	31	0	70	550	474	1 125	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	140	40	49	805	127	23	14	1 198	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	0	0	0	29	70	0	0	99	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	0	0	0	1	0	0	4	5	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	0	0	19	173	111	0	56	359	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	0	0	2	10	15	3	0	30	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	0	0	13	4	40	3	18	78	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	1	0	0	3	1	0	1	6	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	32 000	0	0	0	0	32 000	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	7 000	182 763	0	0	0	189 763	
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	10	10	0	0	0	20	

5.4. GUINÉE

5.4.1. LA GUINÉE EN 2023

Figure 31: Guinée - Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2023



Par rapport à d'autres régimes militaires de la région, la Guinée a maintenu une stabilité relative et un faible niveau de violence. Le colonel Mamadi Doumbouya s'est engagé dans le processus de transition, en initiant la rédaction d'une nouvelle constitution et en déclarant son intention de quitter le pouvoir à la fin de l'année 2024.¹

Cependant, la situation est restée précaire car la junte a cherché à consolider son contrôle en portant atteinte aux libertés publiques de multiples façons. Ceci est illustré par le blocage du site d'information locale GuinéeMatin et l'arrestation de journalistes qui ont contesté cette censure.² Par ailleurs, certaines chaînes de télévision critiques à l'égard du régime ont été retirées du bouquet Canal+ en décembre. Les autorités ont invoqué des raisons de sécurité nationale, bien que des observateurs aient suggéré que leur position critique avait conduit à leur retrait de Canal+.³

Les manifestations sont interdites depuis mai 2022 et les manifestations ont été violemment réprimées.⁴ Ce fut le cas à la veille du 5 septembre 2023, marquant le deuxième anniversaire du régime de la junte, lorsque les Forces Vives de Guinée (FVG)⁵ ont appelé à des manifestations pacifiques dans la capitale, faisant deux morts et des dizaines de blessés.⁶ La répression a également visé les militaires eux-mêmes, la junte ayant procédé à des centaines d'arrestations dans ses propres rangs, sur fond de rumeurs de tentative de coup d'État déjouée dans la nuit du 26 au 27 août.⁷

Sur le plan international, la Guinée a navigué dans un paysage régional divisé, partagé entre les régimes dirigés par un coup d'État et le reste de la CEDEAO. Le coup d'État du 26 juillet au Niger a forcé la Guinée à définir sa position et la junte a finalement soutenu le nouveau régime à Niamey⁸ et

¹ Jeune Afrique, "Mamadi Doumbouya réaffirme qu'il quittera le pouvoir à la fin de la transition", 22 février 2023. Récupéré [ici](#).

² RFI, "Guinée : treize journalistes brièvement arrêtés lors d'une manifestation à Conakry", 17 octobre 2023. Récupéré [ici](#).

³ Jeune Afrique, "En Guinée, Canal+ coupe le signal de chaînes critiques envers Mamadi Doumbouya", 11 décembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁴ RFI, "Guinée : la junte confirme l'interdiction de manifester malgré les réclamations de l'ONU", 2 juin 2022. Récupéré [ici](#).

⁵ Les Forces Vives de Guinée (FVG) sont une coalition de partis d'opposition, de syndicats et d'organisations de la société civile en Guinée qui cherchent à rétablir un régime civil, comprenant des partis politiques, des activistes et des syndicats.

⁶ Reuters, "At least two killed in Guinea anti-junta protests on eve of coup anniversary", 5 septembre 2023. Récupéré [ici](#).

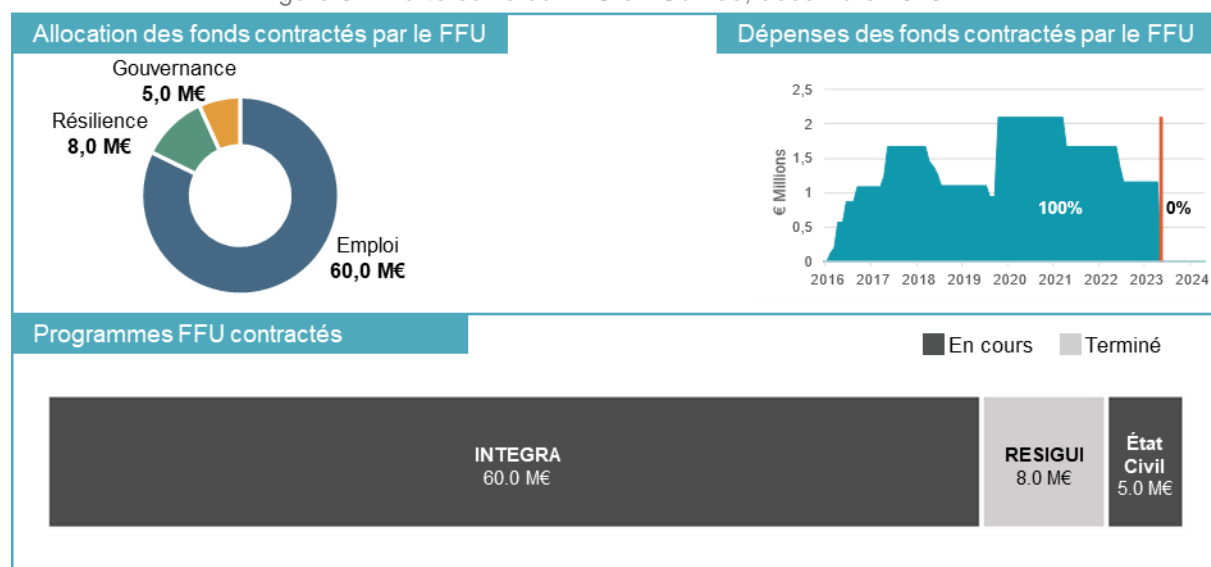
⁷ Jeune Afrique, "Marche réprimée, arrestations dans l'armée... Drôle d'anniversaire pour Doumbouya", 5 septembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁸ RFI, "Niger : la junte de Niamey demande du soutien à la Guinée", 13 août 2023. Récupéré [ici](#).

a rejeté toute intervention militaire de la CEDEAO au Niger.¹ Cependant, le soutien de la Guinée au nouveau régime nigérien reste limité car la Guinée ne s'aligne pas sur l'approche plus conflictuelle adoptée par le Niger, le Burkina Faso et le Mali à l'égard de la France et de la CEDEAO. La politique étrangère de la Guinée est restée axée sur le maintien de relations fortes avec la France, que la junte considère comme étant dans son intérêt national.²

5.4.2. LE FFU EN GUINÉE

Figure 32: Portefeuille du FFU en Guinée, décembre 2023^{3,4}



Le FFU a engagé 73,0 millions d'euros pour trois programmes en Guinée. La plupart des fonds (82%) sont allés à INTEGRA pour soutenir l'emploi (OS1). Le deuxième budget le plus important (11%) est allé à RESIGUI⁵ et s'est concentré sur la résilience (OS2). Un budget plus modeste (7%) est allé à l'État civil GN⁶ pour améliorer la gouvernance (OS4). En décembre 2023, 88% du budget alloué avait été dépensé.

INTEGRA et Etat Civil GN ont été actifs en 2023. Les deux programmes poursuivront leurs activités en 2024. En outre, trois programmes régionaux étaient actifs en Guinée en 2023 : IPDEV2⁷ qui a soutenu le développement économique (OS1), ALTP Golfe de Guinée⁸ et *Protection West Africa*⁹ qui a soutenu la gestion des migrations (OS3). Seuls IPDEV2 et ALTP *Golfe de Guinée* poursuivront leurs activités en 2024.

¹ RFI, "Les juntas burkinabè, maliennes et guinéennes mettent en garde contre toute intervention militaire au Niger", 1er août 2023. Récupéré [ici](#).

² Jeune Afrique, "Coup d'État au Niger : entre Goïta, Traoré et la Cedeao, Doumbouya, l'électron libre", 14 août 2023. Récupéré [ici](#).

³ Les calculs pour le tableau des dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires entre les années de mise en œuvre.

⁴ Ces données ne concernent que les programmes nationaux et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

⁵ GN-04 : Améliorer la résilience des populations vulnérables de Guinée.

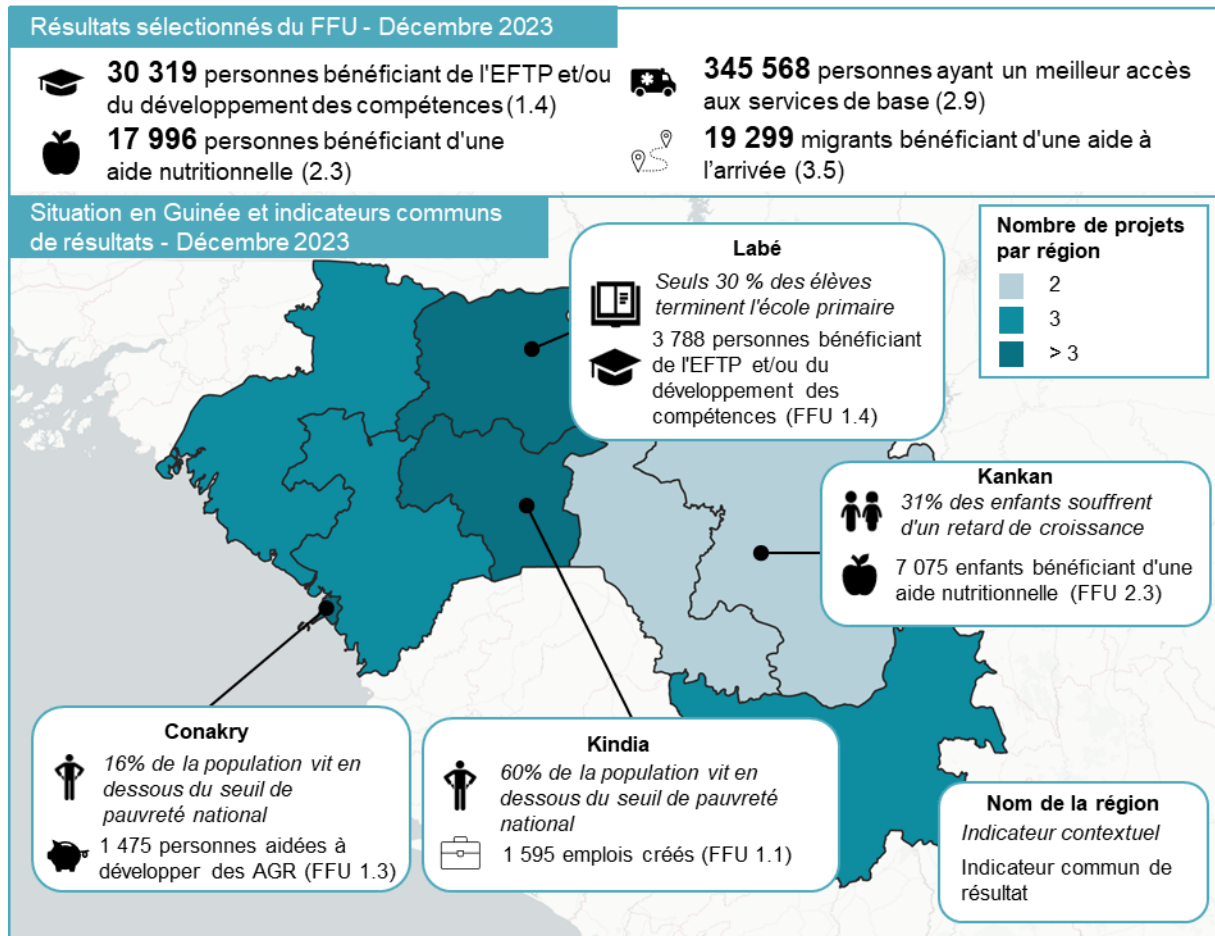
⁶ GN-05 : Projet pilote d'amélioration du système d'état civil guinéen par l'effet catalyseur de la digitalisation.

⁷ REG-11 : Soutenir les entrepreneurs et les petites PME en Afrique de l'Ouest.

⁸ REG-12 : Appui à la Lutte contre la Traite des Personnes dans les pays du Golfe de Guinée.

⁹ REG-13 : Projet d'appui à la protection des migrants les plus vulnérables sur les routes migratoires du Sahel.

Figure 33: Résultats sélectionnés du FFU en Guinée, décembre 2023



La Guinée travaille activement à la modernisation de son système d'enregistrement des faits d'état civil, qui présente actuellement d'importantes faiblesses et n'est pas pleinement efficace. Par exemple, en 2016, seuls 76,4% des enfants de moins de cinq ans ont été enregistrés dans le système d'état civil. Ce faible taux d'enregistrement peut être partiellement attribué aux difficultés d'accès aux centres d'enregistrement, en particulier dans les zones rurales pendant la saison des pluies.¹

L'insuffisance du système d'enregistrement des faits d'état civil a des conséquences considérables en Guinée. Elle complique la capacité du gouvernement à collecter des données démographiques et entrave la planification de services publics efficaces. L'absence de documents appropriés signifie également que de nombreux Guinéens ont du mal à accéder à des services essentiels tels que les soins de santé, l'éducation et la protection sociale.

L'un des principaux défis du système d'état civil guinéen a été la perte de documents due aux incendies ou aux actes de vandalisme dans les centres d'enregistrement au fil des ans.² Pour résoudre ces problèmes, la numérisation a été identifiée comme une stratégie d'amélioration clé. La Guinée a fait d'importants efforts pour moderniser et numériser les registres d'état civil, comme l'illustre la Stratégie nationale de réforme et de modernisation de l'état civil en Guinée³, couvrant les années 2018-2022, avec le soutien de l'UE. Malgré ces efforts, des défis persistent.

Le programme Etat Civil, financé par le FFU et mis en œuvre par Enabel⁴, soutient les efforts de la Guinée pour moderniser le système d'enregistrement des faits d'état civil. Le programme a identifié

¹ Crvsystems, "Country profile - Guinea", février 2019. Récupéré [ici](#).

² Wearefrica.com, "Guinea launches the pilot phase of its digital civil registration project", 11 octobre 2022. Récupéré [ici](#).

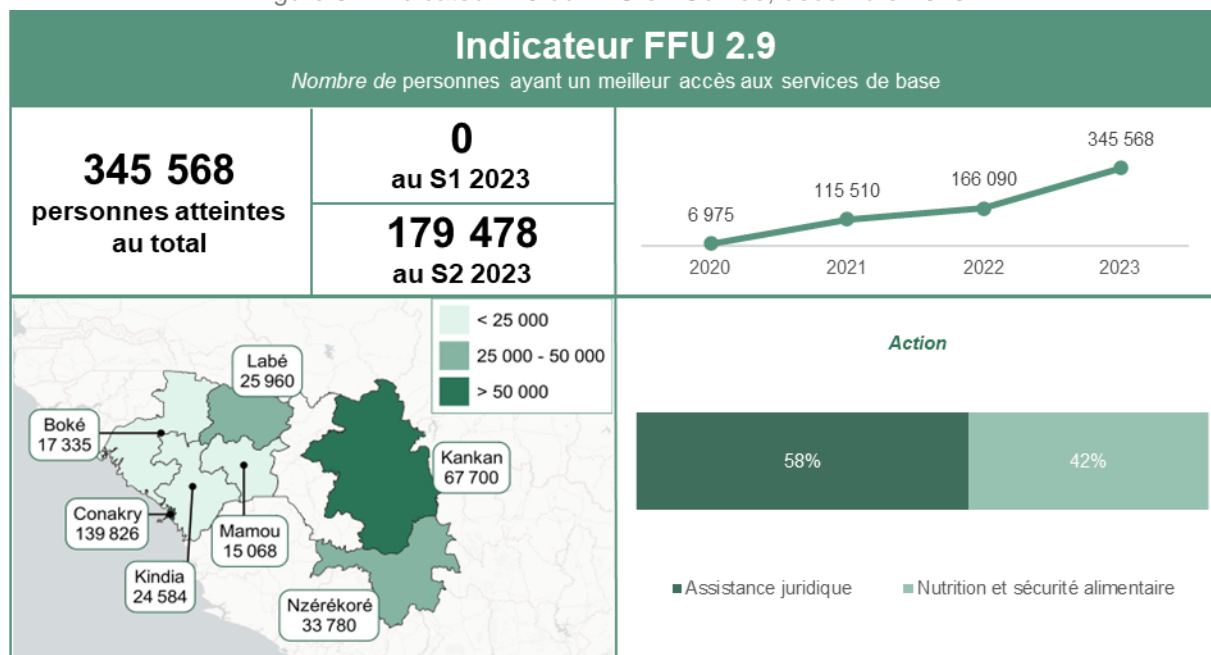
³ République de Guinée, "Stratégie Nationale de la Réforme et de la Modernisation de l'Etat Civil en Guinée 2018-2022", novembre 2017. Récupéré [ici](#).

⁴ GN-05-01 : Projet pilote d'amélioration du système d'état civil guinéen par l'effet catalyseur de la digitalisation.

plusieurs défis qui limitent la performance et la numérisation de l'état civil, notamment une pénurie de personnel qualifié, un équipement informatique et une connectivité internet limités, des systèmes de stockage inadéquats et la nécessité de mener des campagnes de sensibilisation plus efficaces.

En 2023, dans le cadre de ses efforts de modernisation, Etat Civil a fourni 636 équipements pour soutenir les centres d'état civil de la zone pilote du projet, Conakry (indicateur 4.1 bis). Ces équipements, qui comprennent des ordinateurs, des serveurs décentralisés et centraux, des scanners et des imprimantes, sont essentiels pour faire avancer la numérisation. Au cours du second semestre 2023, 179 478 personnes ont été enregistrées à l'état civil grâce au projet (indicateur 2.9).

Figure 34: Indicateur 2.9 du FFU en Guinée, décembre 2023



5.4.3. LA GUINEE ET LES INDICATEURS COMMUNS DE REALISATIONS DU FFU

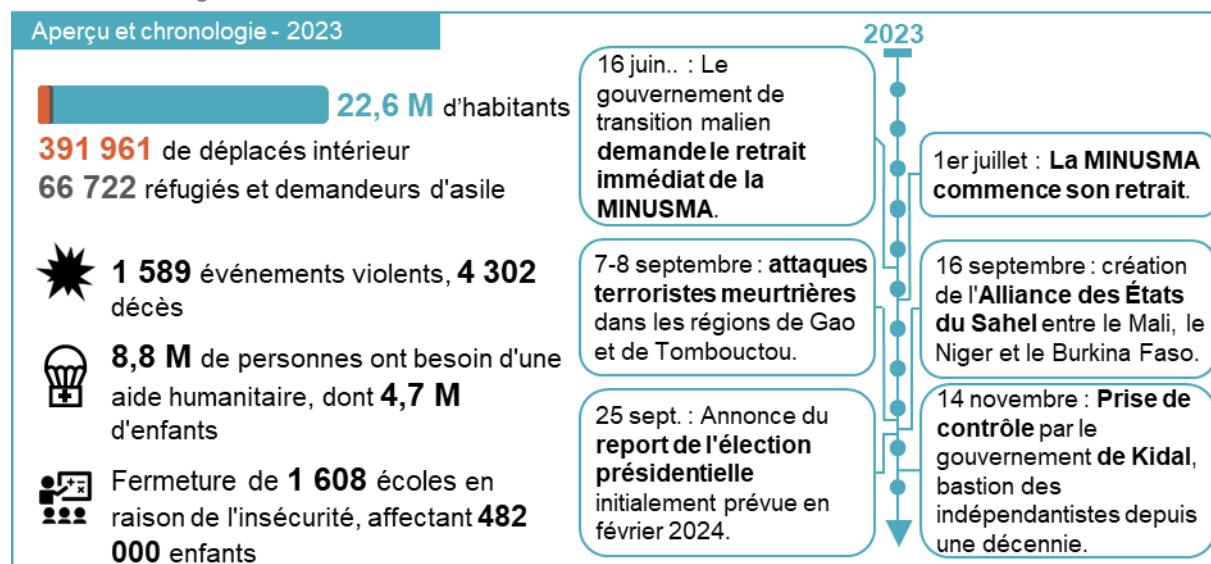
Tableau 10: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour la Guinée, décembre 2023

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	2021	2022	S1 2023	S2 2023	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	0	55	1 363	1 080	3 074	3 083	23	8 677	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	0	444	1 058	443	907	864	447	4 163	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	0	1 246	1 278	10	0	0	110	2 644	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	0	2 026	4 551	16 479	3 413	3 543	307	30 319	
1.5 Nombre de parcs industriels / infrastructures commerciales construits...	0	3	2	1	8	1	0	15	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	1	0	0	128	3	0	0	132	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	0	0	0	1 363	4 135	82	83	5 663	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	0	0	0	17 996	0	0	0	17 996	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	0	0	0	827	0	0	0	827	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	0	0	8 787	14 864	7 722	0	0	31 373	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services	0	74	0	1 779	116	0	16	1 985	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	0	0	6 975	108 535	50 580	0	179 478	345 568	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	1	3	36	2 315	5 027	123	0	7 505	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	21 155	21 161	5 967	9 652	24 691	838	0	83 464	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	1	5	11	9	0	0	0	26	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	9 271	3 958	2 972	3 098	0	0	0	19 299	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	2 898	1 908	1 809	6 809	997	64	126	14 611	
3.8 Nombre de personnes [bénéficiant] d'aide à l'évacuation et à la réinstallation...	0	174	1	0	1	3	1	180	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	0	1 047	536	644	57	18	2 302	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	672	107	91	52	70	2	0	994	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	0	0	0	0	0	0	1	1	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	0	0	0	0	8	0	636	644	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	0	0	0	2	2	0	0	4	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	0	8	1	3	73	450	9	544	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	0	8	1	6	4	5	7	31	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	0	15	1	12	12	0	1	41	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	0	36	0	1	0	1	0	38	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	23 015	2 106	0	0	0	25 121	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	4 035	1 053	0	0	0	5 088	

5.5. MALI

5.5.1. LE MALI EN 2023

Figure 35: Mali - Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2023



Le second semestre 2023 est marqué par le retrait de la MINUSMA et l'intensification des combats entre les différentes forces en présence dans le pays, notamment les Forces armées maliennes (FAMA¹), les groupes indépendantistes touaregs du Nord (en particulier la Coordination des mouvements de l'Azawad - CMA²) et les groupes djihadistes. Après dix ans de présence, le gouvernement malien a demandé le départ de la MINUSMA. Ce retrait s'est déroulé dans un climat de tension, notamment dans les régions du Nord, qui sont au cœur du conflit entre le gouvernement et la CMA. La remise des camps de la MINUSMA a été l'occasion pour les différents acteurs de confirmer ou d'établir de nouvelles positions stratégiques.³ Avec le retrait de la MINUSMA, les FAMA ont progressivement repris leurs positions militaires et se sont déplacées vers le nord, menaçant les bastions de la CMA. Les FAMA, qui seraient soutenues par des mercenaires de Wagner, ont finalement atteint et pris Kidal le 14 novembre⁴, mettant fin à une décennie de contrôle par des groupes indépendantistes touaregs. Dans ce contexte instable, les groupes djihadistes, tels que le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), ont également tenté d'étendre leur influence. À partir du 8 août, le JNIM a imposé un blocus à la ville de Tombouctou⁵ (toujours en cours à la fin de l'année) et a mené des attaques dans les régions de Gao et de Tombouctou en septembre contre des camps militaires et des civils, faisant au moins 64 morts, dont 49 civils.⁶

Dans ce contexte sécuritaire très dégradé, le gouvernement de transition a réaffirmé sa position diplomatique, prenant ses distances avec la France et renforçant ses liens avec la Russie et les pays voisins alliés. En août, le Mali a suspendu la délivrance de visas aux ressortissants français en réponse à la suspension par la France des visas pour les ressortissants maliens.⁷ Parallèlement, le 30

¹ Forces armées maliennes.

² Coordination des mouvements de l'Azawad : alliance de groupes indépendantistes, majoritairement touaregs, qui contrôle de vastes zones dans le nord du pays et a son fief à Kidal.

³ Le Monde, "Au Mali, la mission de l'ONU engage sous tension une nouvelle phase de son retrait", 17 octobre 2023. Récupéré [ici](#).

⁴ BBC, "Mali army seizes key rebel northern stronghold Kidal", 14 novembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁵ BBC News Afrique, "Comment les populations de Tombouctou vivent-elles le blocus imposé par les djihadistes ?", 14 septembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁶ RFI, "Mali : série d'attaques terroristes dans les régions de Gao et Tombouctou", 8 septembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁷ RFI, "La France et le Mali suspendent la délivrance de visas pour leurs ressortissants", 10 août 2023. Récupéré [ici](#).

août, la Russie a bloqué une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies qui visait à renouveler les sanctions mises en place en 2017 contre les individus et les entités mettant en péril l'accord de 2015 pour la paix et la réconciliation au Mali.^{1,2} Deux mois plus tard, des mercenaires de Wagner auraient aidé les FAMa à prendre le contrôle de Kidal. Le Niger et le Burkina Faso ont également contribué à cette opération en apportant un soutien matériel, illustrant la réalité de l'AES³ sur le terrain. D'abord d'accord sur un pacte de défense visant à mettre en commun des moyens militaires pour combattre les groupes rebelles ou djihadistes, les trois pays ont exprimé en novembre leur volonté d'établir une véritable union économique, diplomatique et politique en alternative à la CEDEAO qui les avait suspendus de ses institutions décisionnelles en réponse à leurs coups d'État respectifs.⁴ En revanche, l'UEMOA a annoncé en juillet la fin de la suspension du Mali de ses organes et institutions.⁵

Au niveau politique, le gouvernement de transition a réaffirmé son engagement en faveur de la souveraineté nationale. En août, le Mali a adopté un nouveau code minier visant à accroître la participation de l'État dans les nouveaux projets miniers et prévoyant la création de fonds de développement locaux.⁶ Des discussions ont également été menées avec la Russie concernant la construction d'une centrale nucléaire afin de tendre vers une plus grande autonomie énergétique.⁷ Concernant le calendrier électoral, la junte a annoncé le 25 septembre le report de l'élection présidentielle prévue en février 2024 pour marquer la fin de la période de transition et le retour à l'ordre constitutionnel. Les autorités ont invoqué, entre autres, le refus de la société française Idemia, de transférer les données issues d'un recensement administratif réalisé à des fins d'état civil, en raison d'impayés de la part de l'État malien.⁸ Deux mois plus tard, les autorités de transition ont dissous l'Observatoire des élections et de la bonne gouvernance, reprochant à son président des déclarations susceptibles de troubler l'ordre public, suite à des commentaires critiques sur le taux de participation au scrutin de la récente constitution.⁹

¹ L'accord de paix signé en 2015 sous la médiation de l'ONU visait à rétablir la paix et à mettre fin aux affrontements persistants entre le gouvernement et les groupes indépendantistes touaregs, après que ces derniers ont lancé une campagne pour l'indépendance en 2012.

² FRANCE24, "La Russie bloque une résolution de l'ONU prolongeant les sanctions au Mali", 30 août 2023, Consulté [ici](#).

³ Alliance des Etats du Sahel.

⁴ RFI, "Réunion à Bamako pour faire de l'alliance des Etats du Sahel une coalition politique et diplomatique", 30 novembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁵ Jeune Afrique, "Pourquoi l'UEMOA a levé la suspension du Mali", 12 juillet 2023. Récupéré [ici](#).

⁶ AfricaNews, "Mali adopts new mining code to raise gold concessions ownership", 31 août 2023. Récupéré [ici](#).

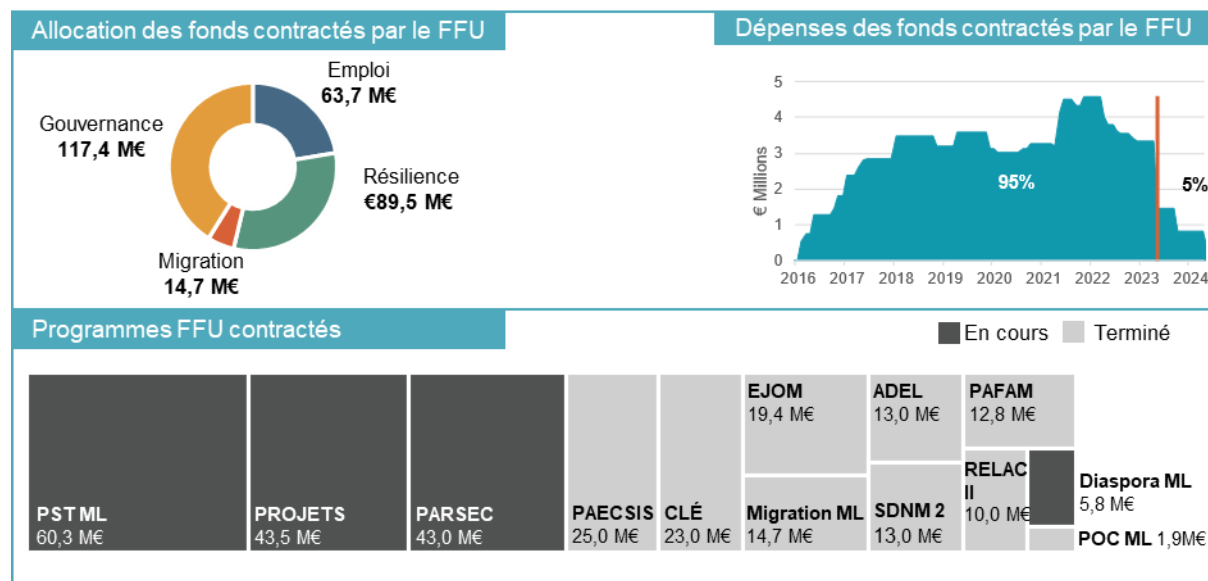
⁷ Courrier International, "La Russie, grand parrain nucléaire au Sahel", 27 novembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁸ RFI, "Le Mali annonce le rapport de la présidentielle et accuse une entreprise française", 25 septembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁹ RFI, "Mali : les autorités de transition dissolvent l'Observatoire pour les élections et la bonne gouvernance", 21 décembre 2023. Récupéré [ici](#).

5.5.2. LE FFU AU MALI

Figure 36: Portefeuille du FFU au Mali, décembre 2023^{1,2}



Le FFU a engagé 285,3 millions d'euros au Mali. En décembre 2023, 95% de ce budget avait été dépensé. La plupart des fonds ont été alloués à la gouvernance et à la prévention des conflits (OS4 - 41%), suivis par les programmes de résilience (OS2 – 32%), les opportunités économiques et d'emploi (OS1 - 22%) et enfin les programmes liés à la migration (OS3 - 5%).

Depuis son lancement, le FFU a financé 13 programmes au Mali, axés sur la bonne gouvernance et la sécurité (PAECSIS³, PARSEC⁴, PST-ML⁵, SDNM 2⁶), la résilience (ADEL⁷, KEY⁸, PROJES⁹, RELAC II¹⁰), le développement des opportunités économiques et d'emploi (Diaspora Mali¹¹, EJOM¹², PAFAM¹³) et l'amélioration de la gestion des migrations (Migration ML¹⁴, POC Mali¹⁵). En outre, 17 programmes régionaux ont mis en œuvre des activités au Mali.

En 2023, quatre programmes nationaux (Diaspora Mali, PROJES, PARSEC, PST-ML) et six programmes régionaux (ARCHIPELAGO¹⁶, IPDEV2¹⁷, PDU¹⁸, Protection West Africa¹⁹, Radio

¹ Les calculs pour le tableau des dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires entre les années de mise en œuvre.

² Ces données ne concernent que les programmes nationaux et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

³ ML-08 : Programme d'appui au fonctionnement de l'état civil au Mali : appui à la mise en place d'un système d'information sécurisé.

⁴ ML-06 : Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité dans les régions de Mopti et Gao et à la gestion des zones frontalières.

⁵ ML-14 : Programme de soutien à la transition en République du Mali.

⁶ ML-04 : Sécurité et Développement au Nord du Mali - phase 2.

⁷ ML-12 : Appui au Développement Economique Local et à la prévention des conflits dans les régions de Tombouctou et Gao.

⁸ ML-01 : Programme de renforcement de la résilience des communautés, des ménages et des individus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali.

⁹ ML-10 : Programme Jeunesse et Stabilisation - régions du centre du Mali.

¹⁰ ML-03 : Relance de l'Economie et Appui aux Collectivités II.

¹¹ ML-05 : Projet d'appui aux investissements de la diaspora malienne dans les régions d'origine.

¹² ML-09 : L'emploi des jeunes crée des opportunités au Mali.

¹³ ML-02 : Création d'emplois par l'amélioration de la filière de l'anacarde, afin d'atténuer les causes de l'émigration, dans les régions de Sikasso, Kayes et Koulikoro.

¹⁴ ML-07 : Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Mali.

¹⁵ ML-13 : Partenariat Opérationnel Conjoint, de lutte contre l'immigration irrégulière, le trafic de migrants et la traite des êtres humains en République du Mali.

¹⁶ REG-15 : ARCHIPELAGO : une initiative africaine et européenne en matière d'EFTP.

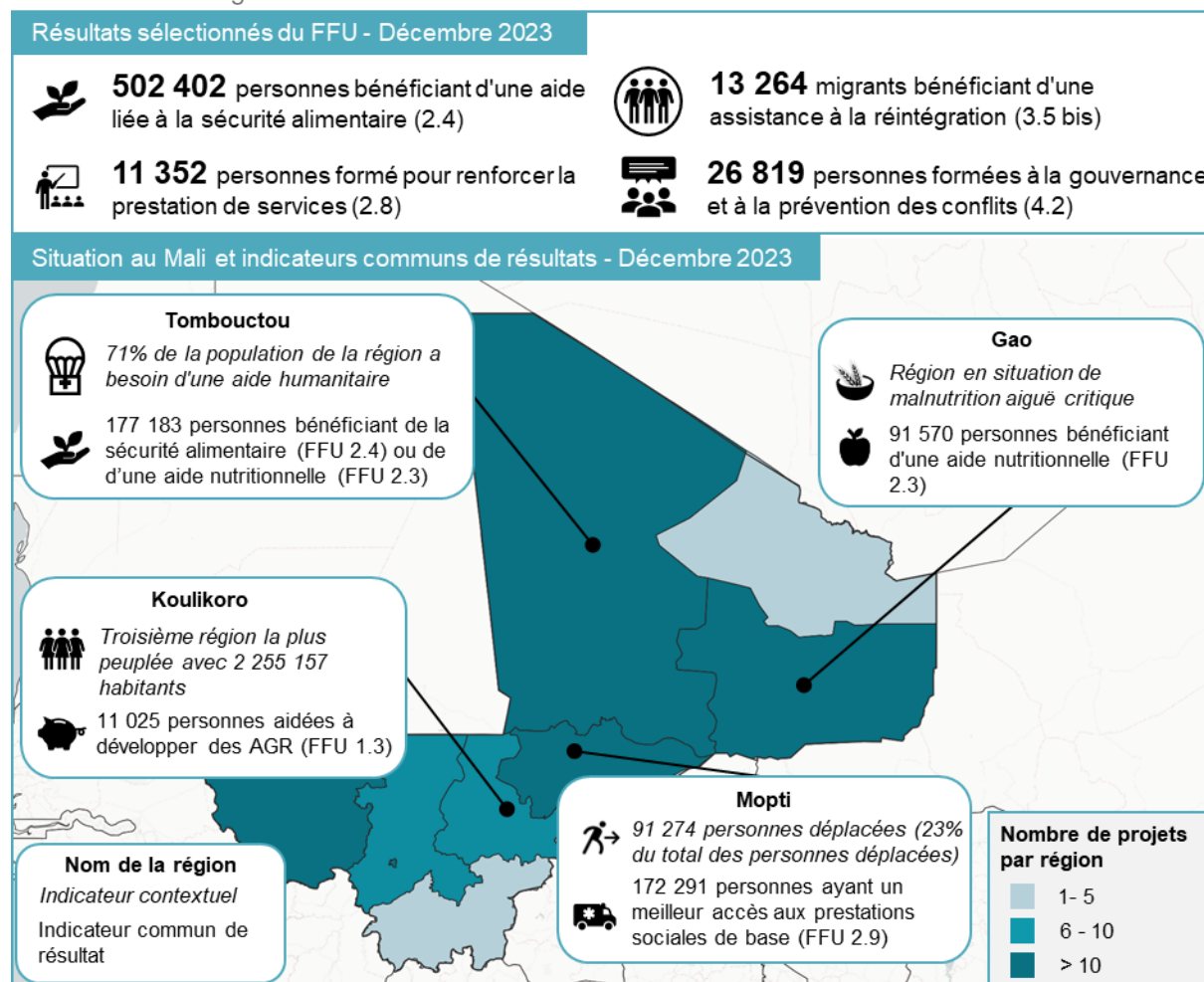
¹⁷ REG-11 : Soutenir les entrepreneurs et les petites PME en Afrique de l'Ouest.

¹⁸ REG-18 : Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

¹⁹ REG-13 : Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest.

Jeunesse Sahel¹, Sécurité G5 Sahel²) sont toujours actifs. Diaspora Mali, PROJES, IPDEV2, Security G5 Sahel et PDU poursuivront leurs activités jusqu'en 2024³, et PST-ML jusqu'en 2025.

Figure 37: Situation au Mali et résultats du FFU - en décembre 2023



Prévention des conflits et cohésion sociale

Le Mali est aux prises avec une crise sécuritaire depuis plus d'une décennie. Dans ce contexte, les programmes financés par le FFU ont mis en œuvre des activités visant à prévenir les conflits et à renforcer la cohésion sociale, en particulier au niveau communautaire.

En 2023, 29 696 personnes ont participé à des activités de prévention des conflits (indicateur 4.3) dans les régions de Gao, Mopti et Tombouctou.⁴ Ces trois régions ont concentré 58% des événements violents du pays et 63% des décès au cours de l'année, avec 918 événements ayant entraîné 2 701 décès.⁵ Sur les 29 696 personnes touchées par les activités de prévention des conflits, 23 795 ont participé à l'élaboration de plans de cohésion sociale communautaires et transfrontaliers dans la région de Mopti. Ces plans, développés par les points focaux communautaires soutenus par le PDU PARIC, visaient à définir des mesures de prévention et de gestion des conflits et à spécifier les ressources nécessaires ainsi que les personnes et institutions responsables. Le PDU PROGRESS a

¹ REG-25 : Radio Jeunesse Sahel - Appui européen à la phase de démarrage de la radio.

² REG-23 : Appui aux forces de sécurité des pays membres du G5 Sahel pour la lutte contre l'impunité et le renforcement de leurs liens avec les populations.

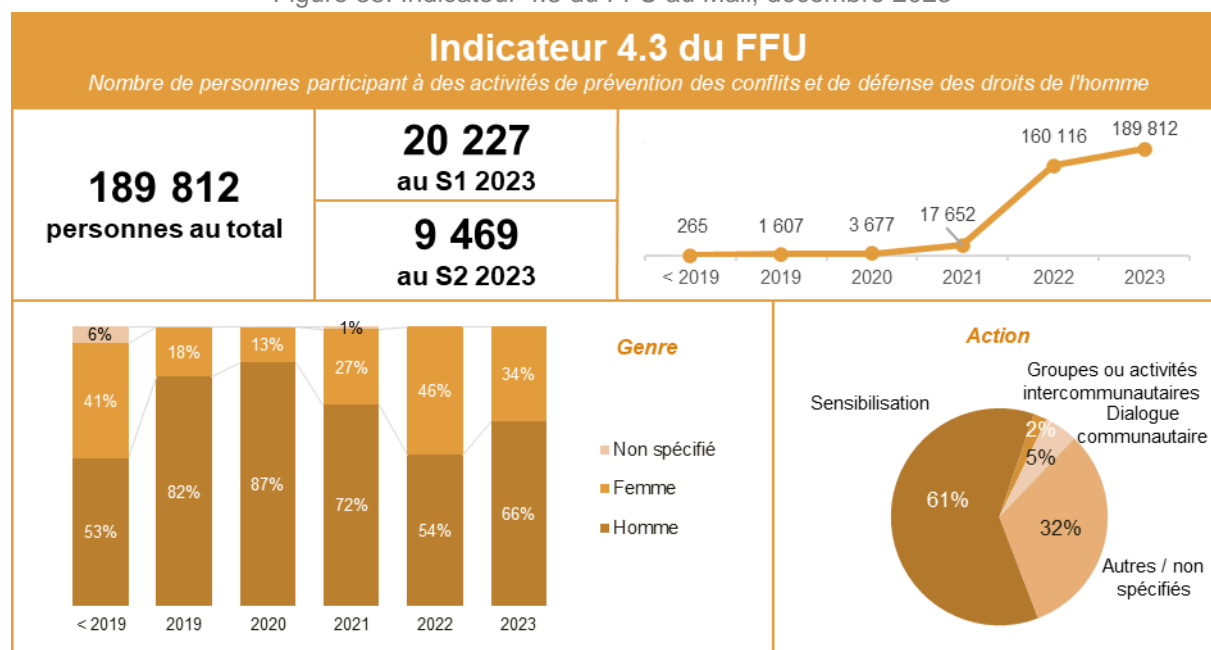
³ Le PARSEC a pris fin le 1er janvier 2024.

⁴ Moins de 1% des bénéficiaires a été atteint à Ségou et dans d'autres régions non spécifiées.

⁵ ACLED, "ACLED - Dashboard", consulté en avril 2024. Récupéré [ici](#).

soutenu un autre exercice de planification dans les régions de Gao et de Mopti, où les acteurs locaux¹ ont été réunis pour discuter de leurs rôles dans la fourniture des services de base, la gestion des ressources naturelles, la sécurité publique et tout autre service identifié comme prioritaire par les populations. Sur la base des besoins identifiés, ils ont élaboré des plans d'action de renforcement des capacités. Les communautés ont ensuite été impliquées dans le suivi des actions, grâce à des cadres d'évaluation participatifs et à l'amélioration des interactions et de la collaboration entre les prestataires de services (institutions locales) et les utilisateurs (communautés). Au total, 1 772 personnes ont participé à ces activités en 2023. Toujours dans les régions de Gao et de Mopti, le PDU PROGRESS a encouragé 3 198 jeunes leaders à mettre en œuvre des initiatives inclusives de réconciliation inter et intracommunautaire sur la base des conflits identifiés. Ces actions², définies par les jeunes eux-mêmes, répondaient à des critères d'inclusivité et de cohésion, de bénéfiques et d'intérêts communs, et de durabilité. Les 931 bénéficiaires restants ont participé, dans les trois régions, à des initiatives de sensibilisation visant à promouvoir la coexistence pacifique et une culture de la paix au niveau local (479), à des forums de dialogue entre la population, les représentants de l'État et les autorités locales (230), à des cadres consultatifs sur la gestion des ressources naturelles (150) et à l'observation des élections (72). Toutes ces actions visaient à renforcer la cohésion sociale entre et au sein des communautés.

Figure 38: Indicateur 4.3 du FFU au Mali, décembre 2023



Activités dans le domaine des droits de l'homme

Depuis 2020, le programme Sécurité G5 Sahel³ financé par le FFU appuie la Commission nationale des droits de l'homme du Mali (CNDH⁴) pour la mise en place d'un cadre de concertation sur la protection des droits de l'homme (DH), réunissant la CNDH, les organisations de défense des DH, les OSC et les forces de sécurité et de défense. En 2023, ce cadre de concertation a tenu neuf réunions aux niveaux national et régional⁵ (indicateur 5.4). Le G5 Sécurité Sahel a contribué

¹ Y compris les services décentralisés de l'État (eau, élevage, agriculture), les conseils communaux et départementaux chargés du suivi des services de base, les comités de gestion des services communautaires (par exemple, les comités de gestion des points d'eau), les commissions foncières, les représentants de la police et de la justice, les autorités traditionnelles et religieuses.

² Y compris la réhabilitation d'infrastructures, les événements sportifs, les représentations théâtrales participatives ou l'organisation de festivals culturels.

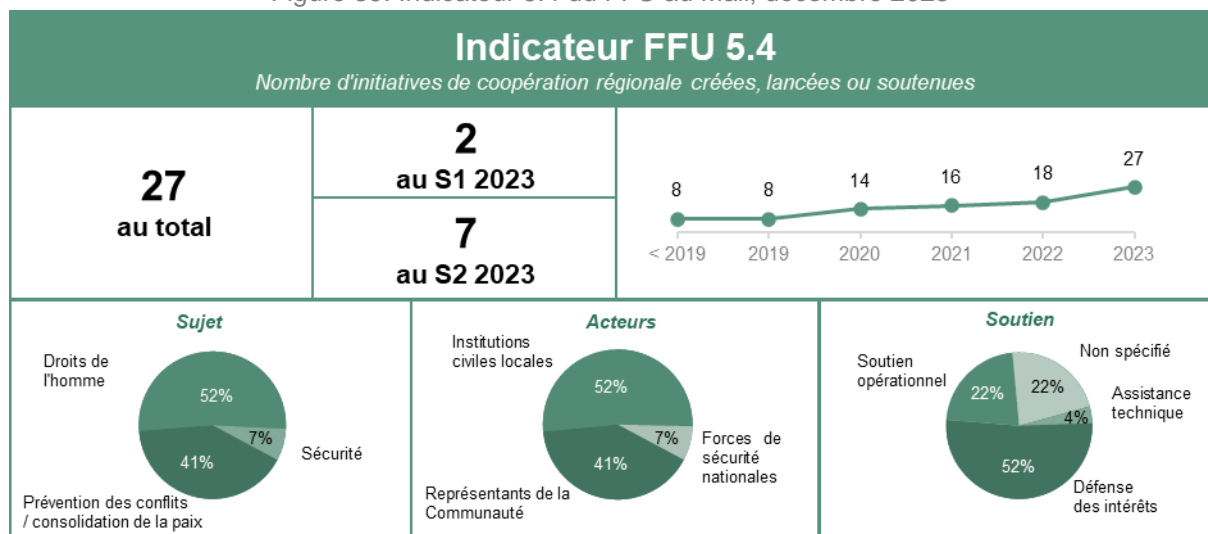
³ REG-23 : Appui aux forces de sécurité des pays membres du G5 Sahel pour la lutte contre l'impunité et le renforcement de leurs liens avec les populations.

⁴ Commission nationale des droits humains.

⁵ Trois au niveau national et six au niveau régional.

à la décentralisation des activités en mettant en place deux cadres de concertation régionaux à Ségou et à Mopti, qui ont tenu six réunions en 2023.¹ Les cadres de concertation, qui ont discuté de questions telles que les allégations de violations des DH imputables aux forces de défense et de sécurité, la prise en compte des DH et du droit international humanitaire dans les opérations de sécurisation du territoire, ainsi que les attaques subies par les forces de défense et de sécurité elles-mêmes, visaient à restaurer la confiance entre les forces de sécurité et les populations. Le programme a également mené cinq missions de contrôle dans des unités d'enquête (commissariats de police et brigades de gendarmerie) et des établissements de détention et pénitentiaires dans différentes régions en 2023. Enfin, deux missions de collecte de données, une par semestre, ont été menées pour évaluer la situation générale des droits de l'homme dans les régions de Kayes et Ségou, où 22% des événements violents du pays se sont produits en 2023.²

Figure 39: Indicateur 5.4 du FFU au Mali, décembre 2023



¹ Quatre à Ségou et deux à Mopti.

² ACLED, "ACLED - Dashboard", consulté en avril 2024. Récupéré [ici](#).

5.5.3. LE MALI ET LES INDICATEURS COMMUNS DE REALISATION DU FFU

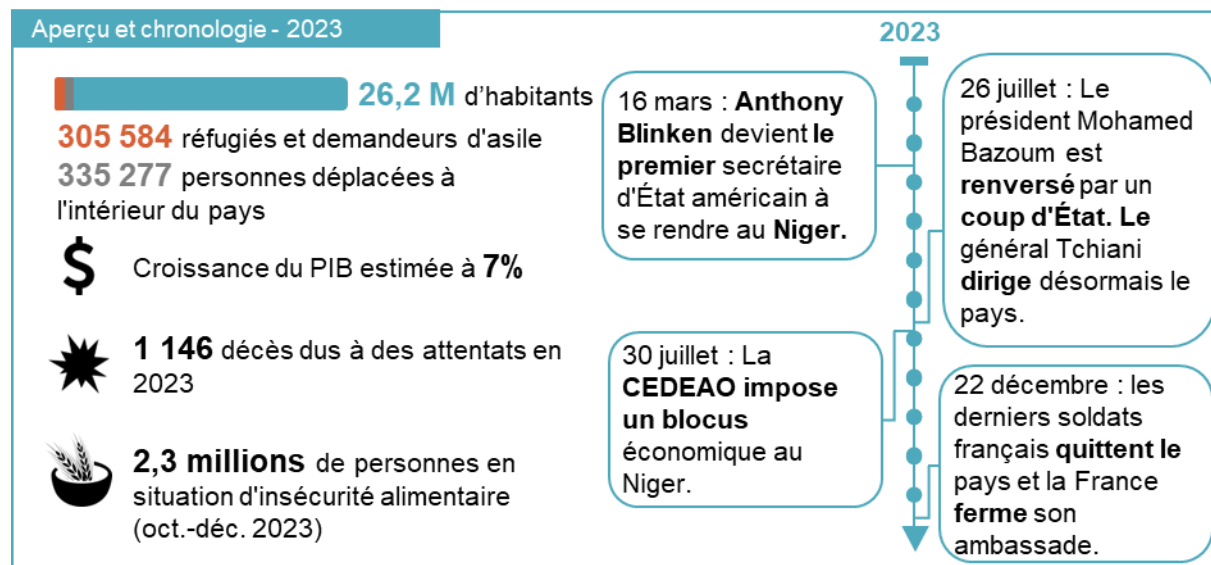
Tableau 11: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Mali, décembre 2023

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	2021	2022	S1 2023	S2 2023	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	0	2 198	1 307	2 927	1 231	36	39	7 738	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	950	1 664	718	575	37	2	3	3 949	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	18 499	30 552	20 574	55 860	5 753	2 757	420	134 415	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	3 689	5 511	5 998	9 229	1 636	337	558	26 968	
1.5 Nombre de parcs industriels / infrastructures commerciales construits...	7	58	19	40	0	0	0	124	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	0	0	0	0	9	0	0	9	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	248	241	120	739	99	74	153	1 674	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	3 813	2 344	1 290	11 210	222 836	7 252	3 927	252 672	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	108 815	190 481	63 346	17 883	39 029	47 954	15 128	482 636	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	38 880	69 426	56 314	22 561	154 307	159 814	1 100	502 402	
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	10	2	0	0	0	0	0	12	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	5 133	4 736	4 152	17 512	12	0	4	31 549	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	31 343	176 408	314 206	544 346	2 017 177	140 070	30 288	3 253 818	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services	633	5 124	364	678	1 032	3 521	0	11 352	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	1 749 378	284 844	233 291	176 144	271 786	21 442	4 092	2 740 976	
3.1 Nombre de projets et d'initiatives soutenus par les membres de la diaspora	0	0	21	9	15	0	0	45	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	6 088	3 021	1 692	18 191	17 299	71	0	46 362	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	0	91 476	42 729	218 702	72 561	543	0	426 011	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	1 885	981	349	321	0	0	0	3 536	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	9 612	6 212	2 292	2 879	0	0	0	20 995	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	2 046	4 364	3 111	3 723	20	0	0	13 264	
3.8 Nombre de personnes [bénéficiant] d'aide à l'évacuation et à la réinstallation...	3	19	18	23	0	0	0	63	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	25	0	281	1 247	254	56	0	1 863	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	2	14	6	9	0	0	0	31	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	0	0	31	33	5	0	0	69	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	3	2	3	2	2	0	1	14	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	837	6	1 318	4 777	2 726	695	62	10 421	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	610	1 930	1 074	3 969	4 218	8 878	6 140	26 819	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	265	1 342	2 070	13 975	142 464	20 227	9 469	189 812	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	37	381	134	290	388	6	1	1 237	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	12	26	53	270	148	0	0	509	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	17	16	808	426	1 008	5	2	2 282	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	34	26	15	396	400	194	4	1 069	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	8	0	6	2	2	2	7	27	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	102 641	0	0	0	0	102 641	

5.6. NIGER

5.6.1. LE NIGER EN 2023

Figure 40: Niger - Faits et chiffres clés, décembre 2023



Au cours du premier semestre, le Niger a progressé dans le renforcement de sa stabilité dans la région instable du Sahel. Le président Bazoum a adopté une approche novatrice pour réduire la violence dans le pays. Outre la conduite d'opérations militaires, sa stratégie comprenait la négociation avec certains des groupes armés et la facilitation de la réintégration d'anciens djihadistes dans la société. Cette approche a notamment bénéficié d'un soutien important de la part des États-Unis et de la France, qui avaient tous deux reconnu Mohamed Bazoum comme un allié précieux dans la lutte contre le terrorisme dans la région.¹

Le 26 juillet au matin, la Garde présidentielle nigérienne a initié un coup d'État, annonçant à la télévision qu'elle avait chassé le président Bazoum et mis en place le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP).² Le lendemain, l'armée a déclaré son soutien au coup d'État.³ Le général Tchiani, chef de la garde présidentielle, prend le contrôle de la junte. Le 31 juillet, la junte a commencé à procéder à des arrestations ciblées, en se concentrant sur les membres du PNDS (le parti du président déchu) et sur des ministres clés, tels que le ministre du Pétrole, Sani Mahamoudou, et d'autres personnalités du PNDS. Ces arrestations ont consolidé la junte et neutralisé ceux qui étaient considérés comme une menace pour le nouveau régime.⁴

La communauté internationale a unanimement condamné le coup d'État. Le 30 juillet, la CEDEAO a réagi en imposant un blocus économique au Niger, suspendant toutes les transactions commerciales et financières avec ses membres. L'organisation régionale a également brandi la menace d'une intervention militaire.⁵ Cependant, la possibilité d'une telle intervention s'est progressivement dissipée

¹ France 24, "Dans la lutte contre les groupes djihadistes, le Niger n'a pas de meilleurs alliés que la France et les États-Unis", 3 août 2023. Récupéré [ici](#).

² Comité National de sauvegarde de la patrie.

³ Jeune Afrique, "Coup d'État au Niger : de "on va tenir " à "ça semble plié", comment tout a basculé pour Mohamed Bazoum", 27 juillet 2023. Récupéré [ici](#).

⁴ Jeune Afrique, "Ministres, figures du PNDS, hauts gradés... Au Niger, les putschistes multiplient les arrestations", 31 juillet 2023. Récupéré [ici](#).

⁵ France 24, "Niger : la Cédéao fixe un ultimatum d'une semaine et n'exclut pas un "recours à la force", 30 juillet 2023. Récupéré [ici](#).

et, au moment du sommet de la CEDEAO à Abuja le 10 décembre, les discussions avaient évolué vers une éventuelle levée des sanctions précédemment imposées.¹

Les putschistes ont ouvertement critiqué la présence des forces militaires françaises dans le pays, les soupçonnant de s'ingérer dans les affaires intérieures pour restaurer le président Bazoum. La junte et les manifestations publiques qui ont eu lieu tout au long du mois d'août 2023 ont également accusé la France d'avoir un comportement néocolonial.² Cette hostilité a conduit la junte à couper le signal de RFI et de France 24³ début août et à exiger l'expulsion de l'ambassadeur de France avant la fin du mois. L'ambassadeur, qui a refusé de partir et est resté confiné à l'ambassade, est finalement rentré en France le 27 septembre.⁴ Fin décembre, l'ambassade a fermé ses portes pour une durée indéterminée, invoquant les restrictions imposées par les autorités nigériennes qui entravaient ses fonctions diplomatiques.⁵ La junte a abrogé une loi soutenue par l'UE qui criminalisait l'aide à la migration irrégulière dans la région d'Agadez, principale zone de transit pour les migrants à destination de l'Afrique du Nord et de l'Europe. L'UE a regretté cette décision, que la junte a justifiée en déclarant que la loi donnait la priorité aux intérêts étrangers plutôt qu'à ceux du Niger.⁶

Le coup d'État a eu un impact significatif sur l'économie et la situation humanitaire du Niger. Les interdictions d'importation imposées par les sanctions ont entraîné une augmentation significative des prix des denrées alimentaires, notamment en raison de la fermeture des frontières avec le Bénin et le Nigéria, deux sources clés d'importation de denrées alimentaires.⁷ D'autres facteurs ont aggravé la crise. La production céréalière totale, qui a été affectée par des déficits pluviométriques localisés et des infestations de ravageurs, a chuté de 13% en 2023 par rapport à 2022. Entre juin et décembre 2023, le prix du riz importé a augmenté jusqu'à 50% par rapport à l'année précédente, en partie en raison de l'augmentation mondiale des coûts du riz à la suite de l'interdiction par l'Inde des exportations de riz blanc non basmati à partir de juillet 2023.⁸

En conséquence, selon le Cadre Harmonisé, environ 2,32 millions de personnes ont été confrontées à une insécurité alimentaire aiguë⁹ entre octobre et décembre 2023 (contre 2,04 millions en 2022), avec près de 42 921 personnes en situation d'urgence (IPC Phase 4).^{10,11}

Les décès dus à des incidents violents perpétrés par des groupes armés non étatiques ont augmenté de 73% entre juillet et décembre 2023 par rapport à la première moitié de l'année, touchant particulièrement les régions de Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri. Bien que le nombre d'incidents violents ait diminué de 258 à 188 au cours de cette période, le nombre de morts a augmenté, passant de 417 à 729.¹² Les opérations militaires contre les groupes armés ont limité l'accès humanitaire, ce qui a eu un impact sur la sécurité alimentaire à long terme.¹³ En décembre 2023, les besoins humanitaires restaient élevés pour les 335 277 personnes déplacées à l'intérieur du pays, principalement dans les régions de Diffa et de Tillabéri, et pour les 305 584 réfugiés et demandeurs

¹ Jeune Afrique, "Le Niger toujours asphyxié malgré les perspectives de levée des sanctions", 11 décembre 2023. Récupéré [ici](#).

² Ouest France, "Niger : la France avait été sollicitée pour aider à libérer le président déchu Mohamed Bazoum", 19 août 2023. Récupéré [ici](#).

³ RFI, "Suspension de RFI et F24 au Niger : 'Cette attitude de la junte présage des lendemains difficiles pour les médias'", 4 août 2023. Consulté [ici](#).

⁴ TV5 Monde, "Niger : l'ambassadeur de France Sylvain Itté a quitté Niamey", 27 septembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁵ France 24, "La France ferme son ambassade au Niger, qui ne peut 'plus assurer ses missions'", 21 décembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁶ Jeune Afrique, "Au Niger, les migrants au centre d'un bras de fer entre la junte et l'UE", 8 décembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁷ FAO, "Country Briefs - Niger", 25 janvier 2024. Récupéré [ici](#).

⁸ Ibid.

⁹ CH Phase 3 (crise) et plus.

¹⁰ Cadre Harmonisé, "Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë courante en octobre-décembre 2023 et projetée en juin-août 2024", novembre 2023. Récupéré [ici](#).

¹¹ Cadre Harmonisé, "Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë courante en octobre-décembre 2022 et projetée en juin-août 2023", novembre 2022. Récupéré [ici](#).

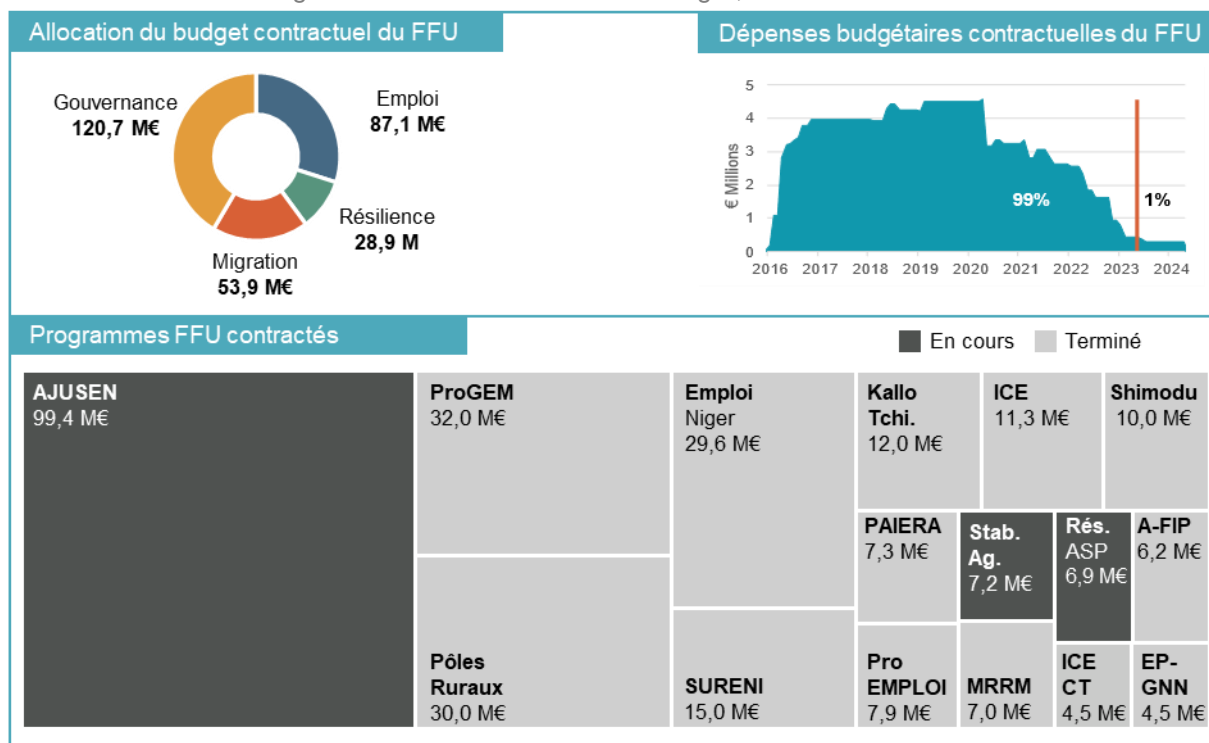
¹² ACLED, "ACLED - Dashboard", consulté en mars 2024. Récupéré [ici](#).

¹³ FAO, "Country Briefs - Niger", 25 janvier 2024. Récupéré [ici](#).

d'asile, principalement originaires du Nigéria et du Mali.¹ Ces chiffres représentent une légère baisse par rapport à ceux enregistrés en décembre 2022.²

5.6.2. LE FFU AU NIGER

Figure 41: Portefeuille du FFU au Niger, décembre 2023^{3,4}



Le FFU a alloué 290,5 millions d'euros à des programmes au Niger. La majeure partie de ces fonds est allée à des programmes de gouvernance et de prévention des conflits (OS4 - 41%), suivis par des programmes d'emploi (OS1 - 30%), de migration (OS3 - 19%), et enfin de résilience (OS2 - 10%).

Depuis le lancement du FFU, quatre programmes ont été consacrés à la gouvernance et à la prévention des conflits (AJUSEN⁵, ECI⁶, ECI Terrorisme⁷, EP-GNN⁸), six à l'emploi (A-FIP⁹, Emploi Niger¹⁰, PAIERA¹¹, Pôles Ruraux¹², ProEMPLOI¹³, Stabilisation Agadez¹⁴), trois à la migration (EU-IOM

¹ HCR, "Statistiques mensuelles - décembre 2023", 20 janvier 2024. Récupéré [ici](#).

² En décembre 2022, il y avait 376 809 déplacés internes et 302 044 réfugiés et demandeurs d'asile. HCR, "Statistiques mensuelles - décembre 2022", 20 janvier 2023. Récupéré [ici](#).

³ Les calculs pour le tableau des dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires entre les années de mise en œuvre.

⁴ Ces données ne concernent que les programmes nationaux et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

⁵ NE-06 : Reconstruction de l'État au Niger en complément du SBCII en préparation / Appui à la Justice, Sécurité et à la Gestion des Frontières au Niger.

⁶ NE-05 : Création d'une Equipe Conjointe d'Investigation (ECI) pour la lutte contre les réseaux criminels liés à l'immigration irrégulière, la traite des êtres humains et le trafic des migrants.

⁷ NE-15 : Création d'une Equipe Conjointe d'investigation (ECI) pour la lutte contre les réseaux criminels liés au terrorisme.

⁸ NE-16 : Soutien à la création d'un escadron polyvalent de la Garde Nationale du Niger.

⁹ NE-04 : Appuyer la formation et l'insertion professionnelle des jeunes filles et garçons des régions d'Agadez et Zinder en vue de contribuer au développement socio-économique de ses deux régions.

¹⁰ NE-11 : Création d'emplois et d'opportunités économiques à travers une gestion durable de l'environnement dans les zones de transit et départ au Niger.

¹¹ NE-08 : Plan d'Actions à Impact Économique Rapide à Agadez.

¹² NE-03 : Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions de Tahoua et Agadez.

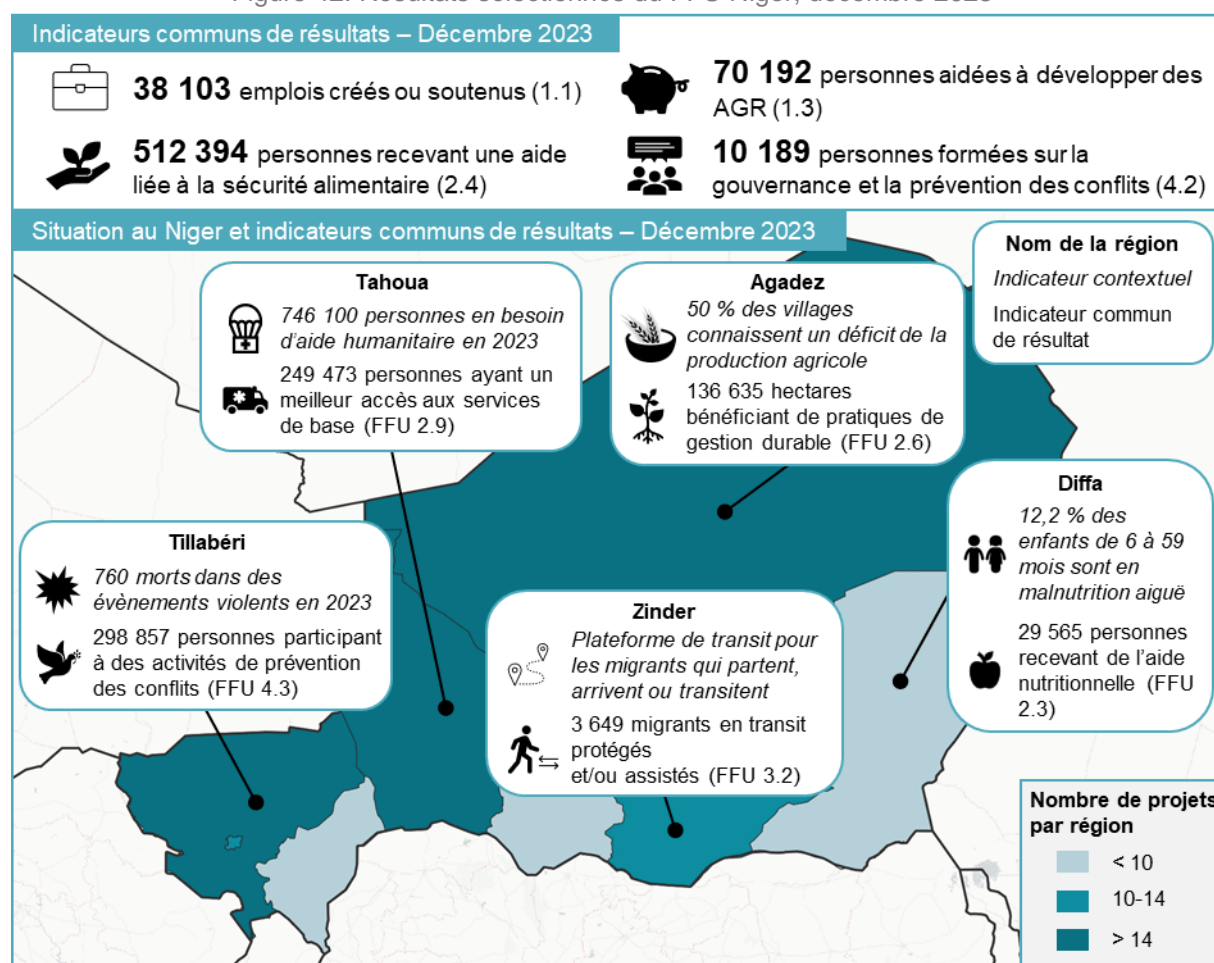
¹³ NE-13 : Promotion de l'emploi pour le renforcement de la résilience économique des communautés dans la région de Tillabéry.

¹⁴ NE-12 : Stabilisation et renforcement socio-économique des populations affectées par la migration irrégulière dans les zones de transit au Niger.

JI Niger MRRM¹, EU-IOM JI Niger SURENI²) et trois à la résilience (Kallo Tchidaniwo³, Resilience ASP⁴, Shimodu⁵). En plus de ces programmes nationaux, 17 programmes régionaux ont été mis en œuvre au Niger.

En 2023, huit programmes nationaux ont opéré au Niger. Cinq de ces programmes (ECI *Terrorisme*, *Emploi Niger*, *Pôles Ruraux*, *ProEmploi*, EU-IOM JI Suren) ont conclu leurs activités au cours de l'année. Entre-temps, trois programmes devraient se poursuivre jusqu'en 2024 : l'un portant sur la gouvernance et la prévention des conflits dans le cadre de l'OS 4 (AJUSEN) ; un autre axé sur les efforts de stabilisation de l'emploi dans le cadre de l'OS 1 (*Stabilisation Agadez*) ; et un troisième visant à renforcer la résilience des communautés dans le cadre de l'OS 2 (Résilience ASP). Deux programmes régionaux ont également été actifs au cours de l'année (IPDEV⁶ et PDU⁷), et tous deux devraient poursuivre leurs activités jusqu'en 2024.

Figure 42: Résultats sélectionnés du FFU Niger, décembre 2023



Résolution des conflits au-delà des opérations militaires

Depuis 2018, le Niger est plongé dans un conflit armé avec des insurgés djihadistes, une situation exacerbée par le manque de stabilité institutionnelle du pays. La violence n'a cessé de s'étendre, et les

¹ NE-01 : Mécanisme de ressources et de réponses pour les migrants (MRRM).

² NE-07 : Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour durable au Niger.

³ NE-09 : Soutien à la résilience institutionnelle et communautaire dans la région de Diffa.

⁴ NE-14 : Résilience agro-sylvo-pastorale, Ouest Niger - Volet Sécurisation/résilience Parc W Niger et périphérie.

⁵ NE-10 : Projet intégré d'appui à la résilience des populations vulnérables réfugiées, déplacées, retournées et hôtes de la région de Diffa, Niger.

⁶ REG-11 : Soutenir les entrepreneurs et les petites PME en Afrique de l'Ouest.

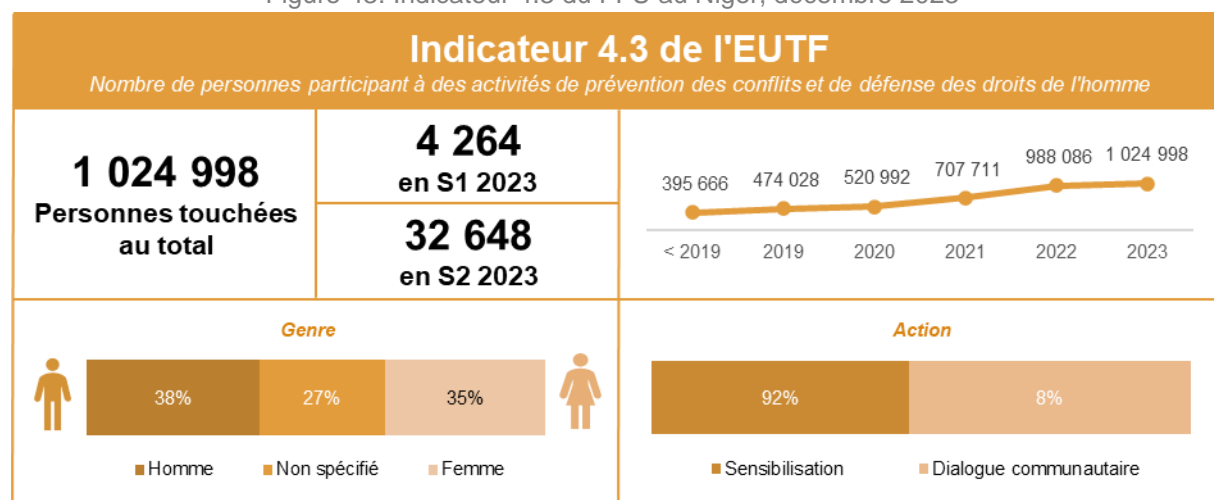
⁷ REG-18 : Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel.

derniers développements n'offrent guère d'espoir que la situation s'améliore dans un avenir proche. Après le coup d'État de juillet 2023, la junte s'est engagée à lutter contre l'insécurité, mais les progrès semblent encore lointains puisque le second semestre 2023 a été marqué par une recrudescence de la violence.

Ce conflit prolongé entrave gravement le développement du Niger, alors que le pays est déjà l'un des plus pauvres du monde.¹ Au-delà des réponses militaires, la recherche^{2,3} a démontré l'efficacité de stratégies alternatives pour résoudre ces conflits prolongés. Ces stratégies comprennent la négociation, le développement socio-économique des régions les plus touchées, le renforcement des institutions et le dialogue inclusif.

Le programme PDU a mis en œuvre une approche basée sur ces principes. Cependant, la mise en œuvre a connu des difficultés en raison de contextes politiques et sécuritaires difficiles. Les nouvelles autorités ont renforcé la surveillance des ONG et le contrôle, exigeant des autorisations de mouvement renforcées et réduisant l'accès humanitaire. Le personnel étranger et national s'est vu refuser l'accès et a dû se déplacer sous escorte militaire obligatoire. Malgré ces obstacles qui ont entraîné des retards et limité les déplacements sur le terrain, le programme a réussi à poursuivre ses activités. Un plan d'adaptation a été élaboré et approuvé par les donateurs pour remédier aux restrictions d'accès. En conséquence, le programme a réussi à engager 24 327 personnes dans des discussions et des débats constructifs sur la résolution des conflits au cours du second semestre. Les discussions ont été conçues en collaboration avec les chefs religieux et communautaires afin de garantir leur pertinence par rapport au contexte et aux croyances locales. En outre, 3 374 personnes ont bénéficié de caravanes de la paix et de pièces de théâtre qui ont encouragé la résolution pacifique des conflits, en sensibilisant la population aux questions connexes (indicateur 4.3).

Figure 43: Indicateur 4.3 du FFU au Niger, décembre 2023



Relever les défis du développement à Zinder

La région de Zinder au Niger est marquée par des défis considérables en matière de développement et de stabilité, malgré un potentiel élevé. La région dispose de ressources minières largement inexploitées et d'un potentiel agricole important grâce à des possibilités d'irrigation importantes et à une superficie de 50% adaptée aux activités pastorales. La région dispose également d'une importante main-d'œuvre disponible et est bien placée pour renforcer les liens commerciaux avec

¹ Le Niger est classé 189e sur 191 pays dans l'indice de développement humain 2022 des Nations Unies. PNUD, "Rapport sur le développement humain 2023-2024", 13 mars 2024. Récupéré [ici](#).

² Ola Abegunde, "Mediation in Niger Delta Resource Conflict : Assessing the Determinant of a Successful Process", juillet-août 2013. Récupéré [ici](#).

³ Habiba, "Conflicts in the Niger Delta: Analysis of Causes, Impacts and Resolution Strategies", février 2018. Récupéré [ici](#).

le Nigéria voisin.¹ Néanmoins, la population souffre de taux de pauvreté élevés et de crises alimentaires répétées, qui sont exacerbées par des chocs climatiques récurrents. En 2023, plus de 24 619 habitants de Zinder ont été touchés par des inondations qui ont endommagé leurs maisons, leur bétail et leurs récoltes.² La région de Zinder est également confrontée à d'importants défis en matière de gestion des flux migratoires. La région est un point de transit et de retour important pour les migrants, ce qui accroît la pression sur les ressources locales et entraîne une concurrence avec les communautés d'accueil.^{3,4} Cette situation est exacerbée par le taux de croissance démographique élevé qui a presque atteint 4% entre 2022⁵ et 2023.⁶

Pour aider à relever ces défis, le projet PROSTARAZ, qui fait partie du programme Stabilisation Agadez, a été lancé pour stimuler les moyens de subsistance, renforcer la résilience et améliorer la gestion des migrations, en particulier à Zinder. En 2023, le projet a aidé 728 personnes à développer des AGR (indicateur 1.3) et 329 autres bénéficiaires à accéder à l'EFTP (indicateur 1.4) dans la région. Le projet a également mis en place deux centres de transit équipés d'abris, de toilettes et d'un accès à l'eau pour offrir un répit temporaire aux migrants nigériens expulsés d'Algérie (indicateur 2.1 bis). En 2023, ces structures ont accueilli 3 649 migrants (indicateur 3.2) et le projet a également financé les voyages de retour de 420 migrants bloqués dans la zone (indicateur 3.4).

¹ République du Niger, "Conseil régional de Zinder - Plan de développement régional (2016-2020)", décembre 2015. Récupéré [ici](#).

² UNICEF, "Rapport sur la situation humanitaire au Niger n° 3 : juillet-novembre 2023", 5 décembre 2023. Consulté [ici](#).

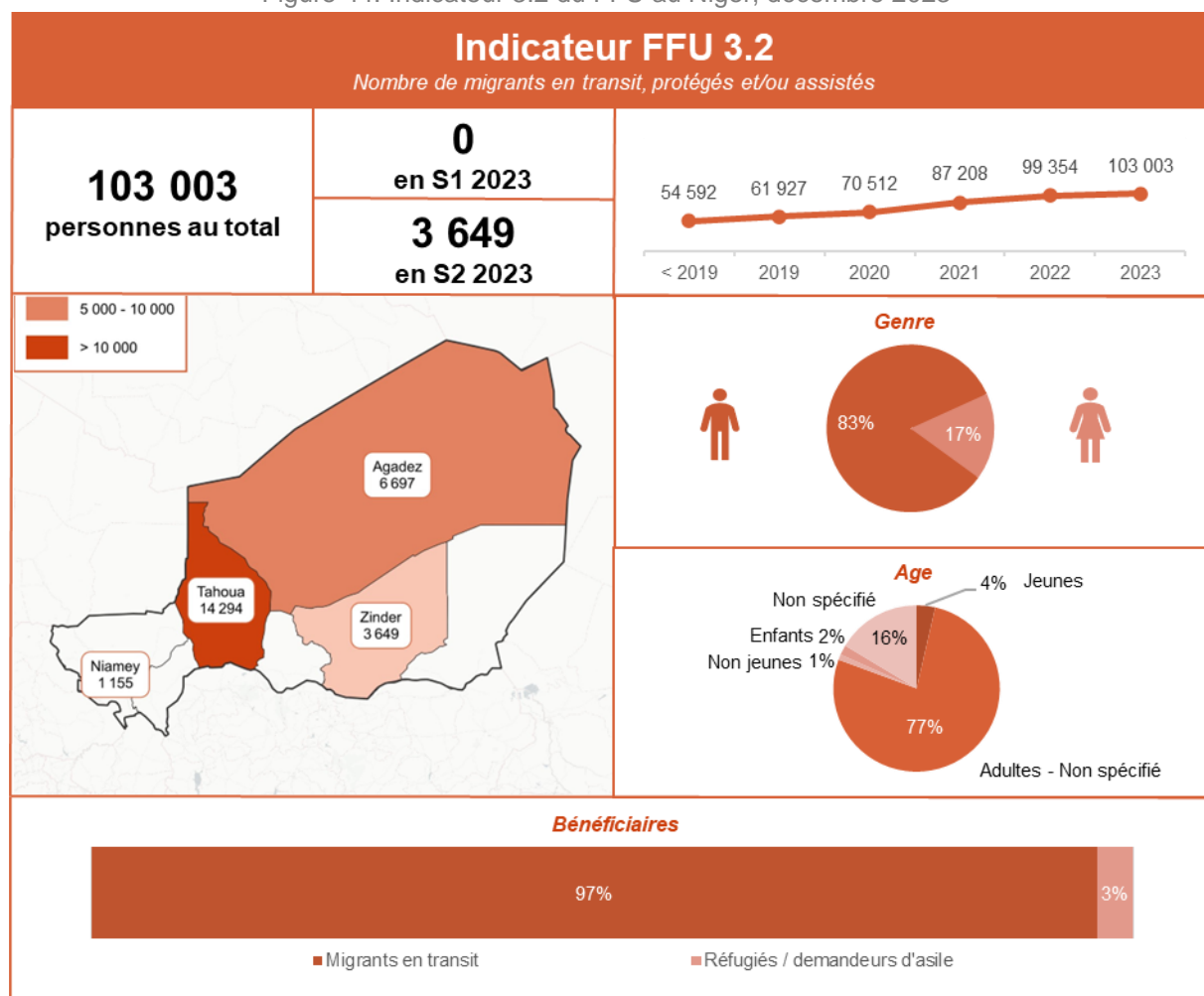
³ Observatoire régional de la migration, "Analyse des conséquences de la migration dans la région de Zinder et proposition des mesures d'atténuation", juin 2017. Récupéré [ici](#).

⁴ EUTF, "A Zinder, le FFU améliore l'accès des populations résidentes et des migrants aux services et infrastructures de base pour favoriser le vivre-ensemble", 28 février 2020. Récupéré [ici](#).

⁵ Institut National de la Statistique du Niger, "Dépliant démographique", décembre 2022. Récupéré [ici](#).

⁶ Institut National de la Statistique du Niger, "Zinder en Chiffre", décembre 2023. Récupéré [ici](#).

Figure 44: Indicateur 3.2 du FFU au Niger, décembre 2023



5.6.3. LE NIGER ET LES INDICATEURS COMMUNS DE REALISATIONS DE L'EUTF

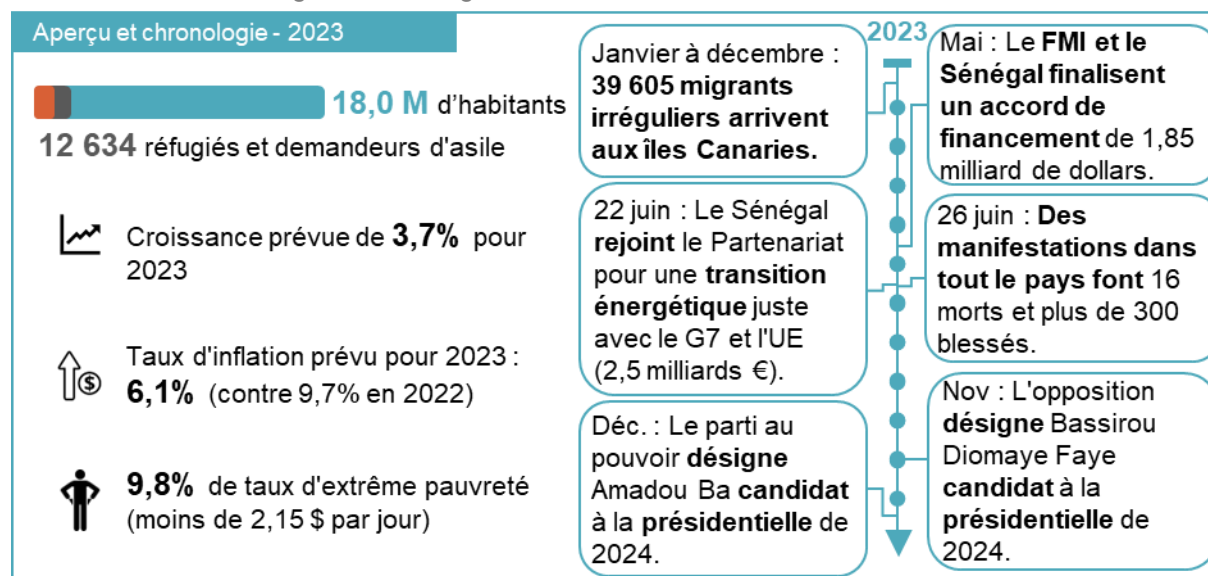
Tableau 12: Indicateurs de réalisation communs du FFU pour le Niger, décembre 2023

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	2021	2022	S1 2023	S2 2023	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	4 831	4 488	8 100	5 443	11 802	3 294	144	38 103	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	91	127	399	708	690	362	2	2 379	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	5 940	5 332	8 623	12 989	22 578	12 734	1 995	70 192	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP	6 110	7 875	3 757	4 788	5 509	1 288	511	29 838	
1.5 Nombre de parcs industriels / infrastructures commerciales construits...	0	212	72	32	22	6	0	344	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	26	29	21	13	42	20	6	157	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	62	852	749	941	181	46	11	2 843	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	1 020	6 340	5 254	7 086	1 439	385	0	21 524	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	0	184	3 455	35 614	45 016	50 661	32 010	166 940	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	70 386	123 818	125 031	99 141	86 255	5 948	1 815	512 394	
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	0	0	0	1	14	6	0	21	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	4 680	82 858	13 467	6 542	53 965	5 529	22 353	189 394	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	0	3 669	196 270	369 839	244 266	50 120	28 329	892 493	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services...	651	1 426	1 316	4 035	1 275	556	420	9 679	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	144 191	266 542	211 714	281 618	176 677	7 625	49 007	1 137 374	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	54 592	7 335	8 585	16 696	12 146	0	3 649	103 003	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	263 488	199 745	8 806	59 872	136 332	22 677	0	690 920	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	24 718	14 165	9 014	6 697	193	420	0	55 207	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	2 624	1 450	351	139	0	0	0	4 564	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	30	134	1 192	822	344	0	0	2 522	
3.8 Nombre de personnes [bénéficiant] d'aide à l'évacuation et à la réinstallation...	45	14	10	5	0	3	0	77	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	639	756	291	227	291	41	0	2 245	
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	2 915	1 395	583	465	18	0	0	5 376	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégés et/ou assistés	0	6	4	6	0	0	0	16	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	9 233	2 996	22	0	0	0	0	12 251	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	10	0	0	14	0	1	0	25	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	489	1 082	1 433	10 871	5 728	1 744	0	21 347	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	1 607	1 784	781	2 541	2 835	485	155	10 189	
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	395 666	78 363	46 964	186 719	280 375	4 264	32 648	1 024 998	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	7	40	16	24	77	4	18	186	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	46	40	88	102	36	3	11	326	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	48	58	451	175	511	2	0	1 245	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	29	17	13	24	53	18	4	158	
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	8	7	5	7	10	0	0	37	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	3 713	1 696	0	0	0	5 409	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	867	3 913	0	0	0	4 780	
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	20	0	0	0	0	20	

5.7. SÉNÉGAL

5.7.1. LE SÉNÉGAL EN 2023

Figure 45: Sénégal - Faits et chiffres clés, décembre 2023



À l'approche des élections présidentielles prévues en février 2024, le Sénégal a été marqué par l'instabilité politique. Des manifestations ont eu lieu à Dakar et dans le reste du pays au cours du premier semestre 2023, qui se sont transformées en violentes protestations contre le gouvernement en juin. Au milieu de cette agitation, le 3 juillet, le président Macky Sall a déclaré qu'il ne briguerait pas un troisième mandat.¹ Quelques mois plus tard, le parti au pouvoir, Benno Bokk Yakaar, a choisi Amadou Ba comme candidat à l'élection présidentielle.² Le climat politique s'est encore intensifié lorsque le chef de l'opposition, Ousmane Sonko, a été arrêté et que son parti, Pastef, a été dissous en juillet.³ Cette évolution a contraint l'opposition à présenter Bassirou Diomaye Faye comme son nouveau candidat, l'établissant comme l'alternative à Ousmane Sonko.⁴

En octobre 2023, le FMI a procédé à l'évaluation initiale des programmes et accords financiers soutenus par le FMI au Sénégal. Cette évaluation a permis de déterminer si le Sénégal respectait les critères et les indicateurs nécessaires au maintien du soutien de l'institution. À la suite d'un examen favorable, le conseil d'administration du FMI a approuvé le décaissement de 275 millions d'USD en décembre.⁵ L'évaluation a souligné l'engagement du Sénégal en faveur de réformes structurelles visant à renforcer la gestion des finances publiques et à améliorer les cadres de lutte contre la corruption.⁶ En outre, le rapport du FMI a salué la loi de finances 2024, qui fixe un objectif de déficit de 3,9% du PIB, s'alignant sur l'objectif régional de réduction du déficit à 3% du PIB d'ici 2025. Cette loi prévoit également d'augmenter les recettes fiscales à 20% du PIB d'ici 2025, ce qui témoigne des efforts déployés pour assurer la viabilité de la dette.⁷ Au-delà de ces mesures politiques, les indicateurs

¹ Jeune Afrique, "Au Sénégal, Macky Sall ne sera pas candidat à la présidentielle de 2024", 4 juillet 2023. Récupéré [ici](#).

² RFI, "Le Premier ministre sénégalais Amadou Ba désigné comme candidat du parti au pouvoir à l'élection présidentielle", 22 décembre 2024. Récupéré [ici](#).

³ Jeune Afrique, "Arrestation d'Ousmane Sonko et dissolution du Pastef : le gouvernement assume", 3 août 2023. Récupéré [ici](#).

⁴ RFI, "L'opposition sénégalaise choisit un nouveau candidat pour l'élection présidentielle", 20 novembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁵ Jeune Afrique, "Malgré les remous préélectorales, le FMI renouvelle sa confiance au Sénégal", 26 octobre 2023. Consulté [ici](#).

⁶ FMI, "Le Conseil d'administration du FMI achève la première revue des accords au titre de la facilité élargie de crédit, de la facilité de crédit élargie et de la facilité pour la résilience et la viabilité du Sénégal", 13 décembre 2023. Consulté [ici](#).

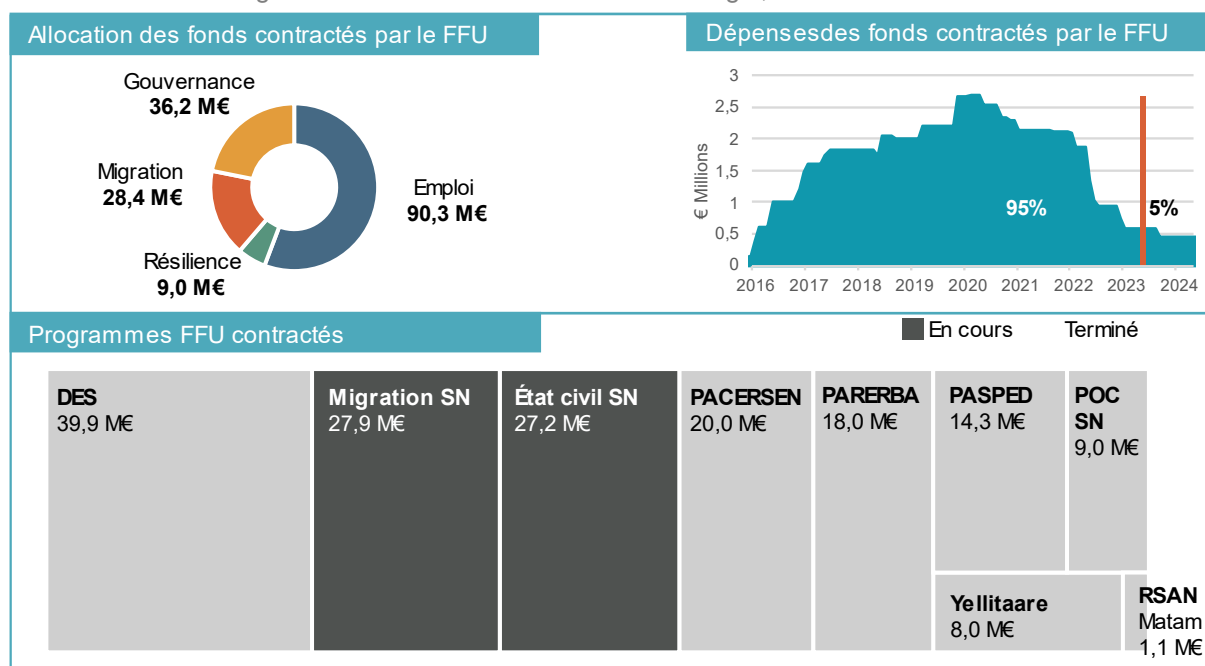
⁷ Ibid.

économiques du Sénégal reflètent des développements positifs, avec un taux de croissance du pays prévu à 3,7% en 2023 et une inflation qui devrait diminuer de 9,7% en 2022 à 6,1% en 2023. ¹

En 2023, le nombre de migrants irréguliers empruntant la Route de l'Atlantique, une route migratoire qui relie les pays d'Afrique de l'Ouest aux îles Canaries en Espagne, a explosé. Frontex a enregistré l'arrivée de 39 673 migrants irréguliers aux îles Canaries en 2023, soit le plus grand nombre d'arrivées enregistrées sur cette route depuis que l'agence a commencé à collecter des données en 2009.² De 2009 à 2019, un total de 9 520 arrivées a été enregistré sur la Route de l'Atlantique, ce qui indique une augmentation substantielle du nombre d'arrivées depuis 2019. En 2023, les ressortissants sénégalais représentaient 45% des arrivées et constituaient le groupe le plus important à atteindre l'Espagne, suivis par les Marocains (15%), les Maliens (14%) et les Gambiens (11%).³ Le voyage le long de cette route est dangereux, et au moins 6 007 personnes ont perdu la vie en 2023.⁴ En réponse à l'escalade de la crise, le gouvernement sénégalais a lancé la Stratégie nationale de lutte contre la migration irrégulière (SNLMI) en juillet 2023. Cette stratégie se concentre sur quatre domaines clés : la promotion de l'éducation et de la formation, la création d'emplois et d'opportunités économiques, la protection des droits de l'homme et la lutte contre l'exploitation, et la coopération avec les acteurs internationaux.⁵

5.7.2. LE FFU AU SÉNÉGAL

Figure 46: Portefeuille de le FFU au Sénégal, décembre 2023^{6,7}



Le FFU a engagé 164,5 millions d'euros au Sénégal. La majeure partie de ces fonds a été allouée à des programmes liés à l'emploi (OS1 - 55%), suivis par la gouvernance et la prévention des conflits (OS4 - 22%), la migration (OS3 - 18%) et la résilience (OS2 - 6%). En décembre 2023, 95% du budget contracté par le FFU pour le Sénégal avait été dépensé.

¹ Banque mondiale, "Macro Poverty Outlook : Senegal", avril 2024. Récupéré [ici](#).

² Frontex, "Détection des franchissements illégaux des frontières", décembre 2023. Récupéré [ici](#).

³ Ibid.

⁴ Caminando Fronteras, "Monitoring the Right to Life 2023", décembre 2023. Récupéré [ici](#).

⁵ Gouvernement du Sénégal, "Validation de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Migration", 27 juillet 2023. Récupéré [ici](#).

⁶ Les calculs pour le tableau des dépenses supposent que les projets répartissent uniformément les dépenses budgétaires entre les années de mise en œuvre.

⁷ Ces données ne concernent que les programmes nationaux et excluent les programmes régionaux mis en œuvre dans le pays.

Depuis son lancement, le FFU a financé neuf programmes au Sénégal, axés sur : la création d'emplois (DES¹, PASPED², PACERSEN³, PARERBA⁴) ; la résilience (RSAN Matam⁵, Yellitaare⁶) ; la gestion des migrations (Migration SN⁷) ; et la bonne gouvernance et la sécurité (Etat Civil SN⁸, POC⁹). En plus des programmes nationaux, plusieurs programmes régionaux ont mis en œuvre des activités au Sénégal, à savoir ARCHIPELAGO¹⁰ et IPDEV2¹¹ qui soutiennent le développement économique (OS1), Erasmus+ Afrique de l'Ouest¹² et *Protection West Africa*¹³ qui soutiennent la gestion des migrations (OS3), et GAR-SI¹⁴ qui soutient la bonne gouvernance et la sécurité (OS4).

En 2023, huit programmes étaient actifs au Sénégal : quatre programmes nationaux (PASPED, POC, Migration SN, Etat Civil SN), et quatre programmes régionaux (ARCHIPELAGO, GAR-SI, IPDEV2, *Protection West Africa*). La plupart de ces programmes ont pris fin en 2023, et seuls Migration SN et Etat Civil SN continueront à mettre en œuvre des activités jusqu'en 2024 et 2025, respectivement.

¹ SN-04 : Développer l'emploi au Sénégal : renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ.

² SN-09 : Programme de contraste à la migration illégale à travers l'appui au Secteur Privé et à la création d'emplois au Sénégal.

³ SN-05 : Projet d'Appui à la réduction de la migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal.

⁴ SN-08 : Projet d'Appui à la Réduction de l'Émigration rurale et à la Réintégration dans le Bassin Arachidier par le développement d'une économie rurale sur base des périmètres irrigués.

⁵ SN-03 : Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de Matam.

⁶ SN-01 : Résilience des populations les plus vulnérables face aux crises nutritionnelles et alimentaires dans les zones de départ de Podor, Ranérou, Matam et Kanel.

⁷ SN-06 : Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour et la réintégration durable au Sénégal et accompagnement des investissements de la diaspora sénégalaise.

⁸ SN-07 : Programme d'appui au renforcement du système d'information de l'état civil et à la consolidation d'un fichier d'état national d'identité biométrique au Sénégal.

⁹ SN-10 : Partenariat Opérationnel Conjoint (POC) de lutte contre l'émigration irrégulière, la traite et le trafic de migrants au Sénégal.

¹⁰ REG-15 : ARCHIPELAGO : une initiative africaine et européenne en matière d'EFTP.

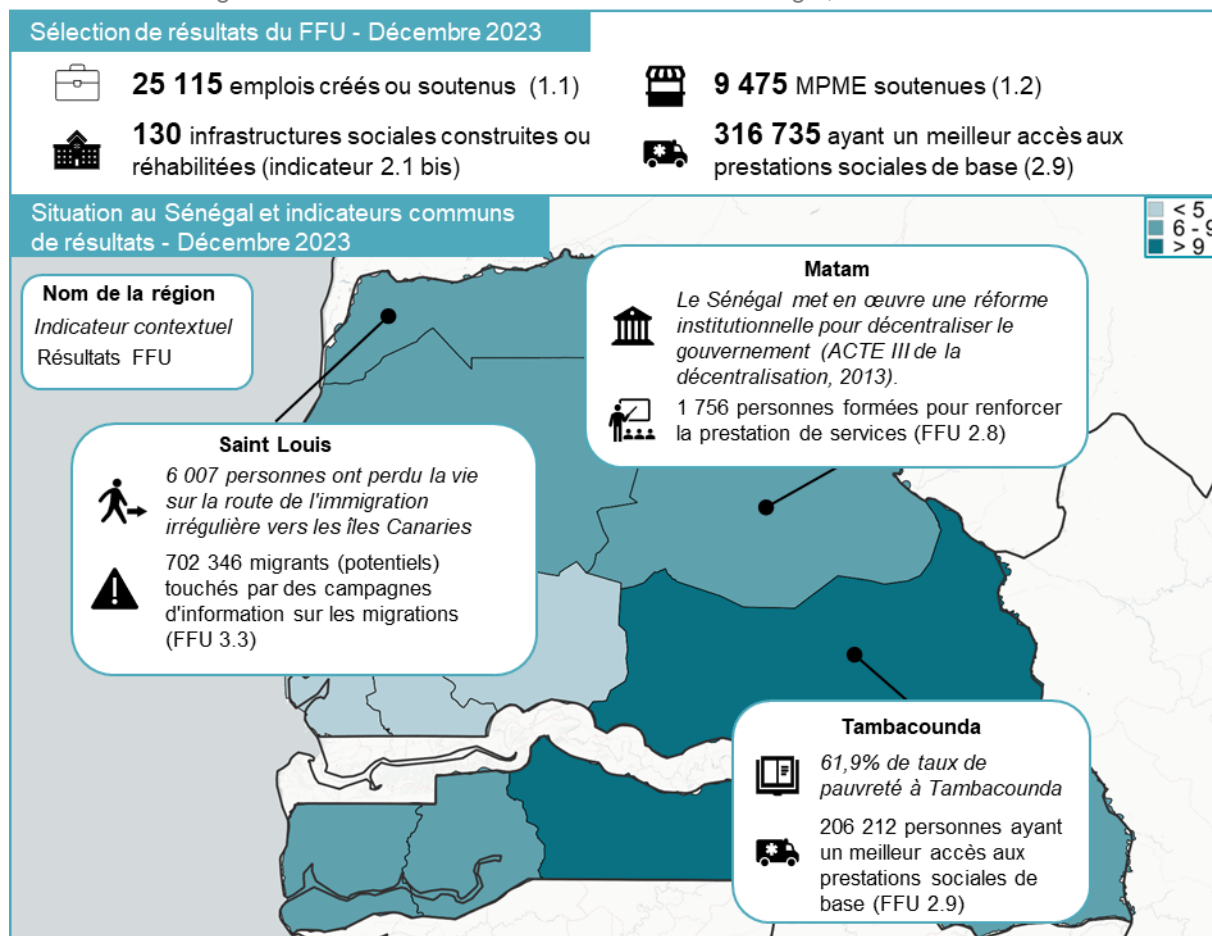
¹¹ REG-11 : Soutenir les entrepreneurs et les petites PME en Afrique de l'Ouest.

¹² REG-05 : Erasmus+ en Afrique de l'Ouest et dans la Corne de l'Afrique.

¹³ REG-13 : Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest.

¹⁴ REG-04 : GAR-SI SAHEL (Groupes d'Action Rapides - Surveillance et Intervention au Sahel).

Figure 47: Résultats sélectionnés du FFU au Sénégal, décembre 2023



Accès aux services de base : santé et éducation

En décembre 2023, le gouvernement du Sénégal a publié son Plan d'action pour l'opérationnalisation de la politique nationale de développement, connu sous le nom de **Plan Sénégal Emergent, pour la période 2024-2028**. Dans ce document, le gouvernement a réitéré son ambition d'engager la diaspora (Sénégalais de l'Extérieur) dans ses stratégies de développement, en soulignant leur rôle dans le renforcement des efforts de coopération décentralisée.¹

Le programme Migration Sénégal, financé par le FFUE, a aidé le gouvernement sénégalais à atteindre cet objectif, par le biais du projet Diaspora Sénégal.² Diaspora Sénégal a mis à profit les ressources et l'expertise de la diaspora sénégalaise en France, en Espagne, en Italie et en Belgique pour encourager le développement local au Sénégal. Le projet a sélectionné des projets menés par la diaspora et leur a fourni un soutien financier et technique pour assurer une mise en œuvre réussie. Chaque projet mené par la diaspora a été sélectionné en fonction de son alignement sur les plans de développement nationaux ou locaux et de sa collaboration avec les autorités locales, les OSC ou les associations locales dans les régions ciblées.

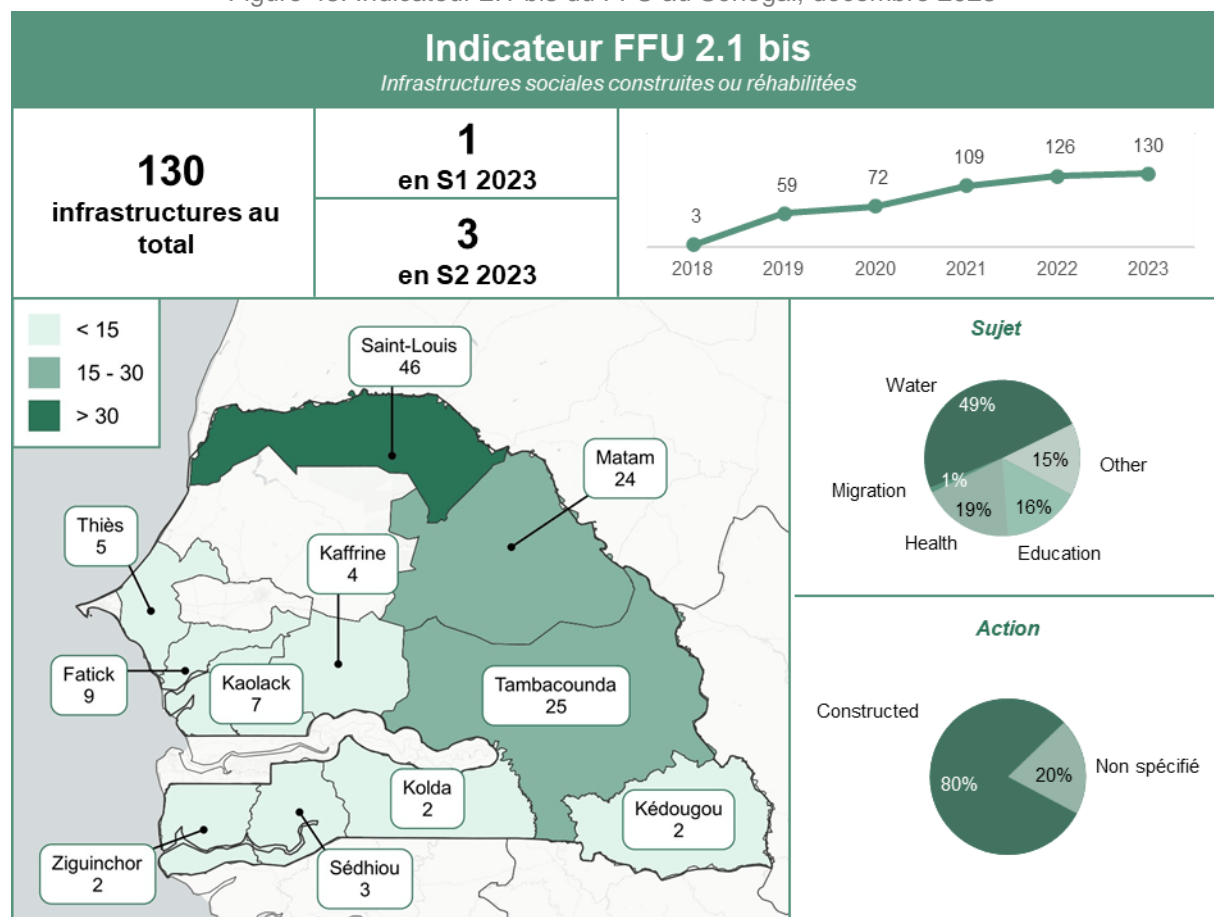
En 2023, Diaspora Sénégal a contribué au développement d'infrastructures locales, notamment la construction ou la réhabilitation de quatre centres de santé et d'écoles (indicateur 2.1bis), améliorant ainsi les soins de santé et l'accès à l'éducation pour 206 504 habitants de Matam et Tambacounda (indicateur 2.9). Depuis son lancement en août 2017, le projet a mobilisé la diaspora sénégalaise pour

¹ République du Sénégal, "Plan Sénégal Emergent (PSE) : Plan d'Actions Prioritaires 3 : 2024-2028", décembre 2023. Récupéré [ici](#).

² SN-06-02 : Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarité pour le Développement (PAISD) Phase III.

construire ou réhabiliter 54 infrastructures sociales à travers sept régions sénégalaises : Kédougou, Kolda, Matam, Saint Louis, Sédhiou, Tambacounda, et Ziguinchor. En conséquence, plus de 303 598 personnes ont bénéficié d'un meilleur accès aux services essentiels, tels que les soins de santé, l'eau et l'éducation (indicateur 2.9). Alors que cette phase financée par le FFUE s'achève en 2024, les initiatives financées par la mobilisation de la diaspora sénégalaise sont appelées à se poursuivre dans une nouvelle phase, financée par l'Agence Française de Développement (AFD).

Figure 48: Indicateur 2.1 bis du FFU au Sénégal, décembre 2023



Accès aux services de base : documents d'état civil

Le programme Etat Civil SN a continué à progresser vers son objectif de modernisation du système d'enregistrement des faits d'état civil du Sénégal. La stratégie du projet s'est concentrée sur l'amélioration de la demande et de l'offre de services d'enregistrement des faits d'état civil. En 2023, les efforts de sensibilisation du programme, à la fois à travers des campagnes de sensibilisation en personne et dans les médias, ont touché 5 960 personnes, ce qui porte le total cumulé des personnes touchées par ces campagnes à 36 864 (indicateur 2.7). En outre, le programme a permis de former 5 260 membres du personnel des autorités locales aux systèmes d'état civil (indicateur 2.8) et d'équiper les bureaux d'état civil de 2 207 pièces d'équipement (indicateur 4.1 bis) pour faciliter la numérisation et l'archivage des données. Ces résultats sont significatifs puisqu'ils représentent 68% de l'ensemble des réalisations pour l'indicateur 2.8 et 34% de l'ensemble des réalisations pour l'indicateur 4.1 bis.

En décembre 2023, le Ministère des Collectivités Territoriales, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MCTADT), l'homologue national de l'Etat Civil SN, a demandé l'appui du programme pour organiser le tout premier Symposium sur l'Etat Civil en Afrique Francophone, à Dakar.¹ Le symposium

¹ MCTADT, "Ouverture du Premier Symposium sur l'Etat Civil en Afrique Francophone", 11 décembre 2023. Récupéré [ici](#).

visait à fournir une plateforme pour les experts francophones de l'état civil afin d'échanger des idées sur les récents développements politiques et réglementaires. Il a également créé l'opportunité aux experts de partager les meilleures pratiques et stratégies pour améliorer la gestion de l'état civil dans les pays francophones.

5.7.3. LE SENEGAL ET LES INDICATEURS COMMUNS DE REALISATION DU FFU

Tableau 13: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Sénégal, décembre 2023

Indicateur FFU	2016-2018	2019	2020	2021	2022	S1 2023	S2 2023	Total	Evolution
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	553	2 900	9 181	7 599	3 317	1 539	26	25 115	
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	1 688	1 146	4 278	1 134	901	327	1	9 475	
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	6 207	7 106	2 788	223	1 391	987	0	18 702	
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	9 757	7 043	2 583	1 236	12 795	662	0	34 077	
1.5 Nombre de parcs industriels / infrastructures commerciales construits...	0	0	0	0	19	0	0	19	
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	6	11	7	0	32	0	0	57	
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	3	56	13	37	17	1	3	130	
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	5 378	2 781	304	0	0	0	0	8 463	
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	67 575	327 702	168 358	0	53 995	0	0	617 630	
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	23 153	21 280	19 857	23 361	4 059	0	0	91 710	
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	0	40	0	0	0	0	0	40	
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	23	667	432	525	0	0	0	1 648	
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	42 939	180 400	357 769	100 535	30 904	5 360	600	718 508	
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services...	194	1 997	102	28	137	4 941	319	7 718	
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	2 400	10 737	15 933	35 581	45 188	103 569	103 327	316 735	
3.1 Nombre de projets et d'initiatives soutenus par les membres de la diaspora	19	36	15	115	100	4	7	296	
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	8	731	1 478	1 507	161	0	3 885	
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	103 918	506 419	142 382	1 133 758	13 157 410	2 754 838	0	17 798 726	
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	10	7	119	80	0	0	0	216	
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	2 950	913	521	857	0	0	0	5 241	
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	268	2 110	16 940	2 316	22	0	0	21 656	
3.8 Nombre de personnes [bénéficiant] d'aide à l'évacuation et à la réinstallation...	0	8	0	2	0	0	0	10	
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	0	368	303	447	148	0	1 266	
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	0	36	50	48	0	0	0	134	
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	221	73	548	131	28	3	0	1 004	
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	0	0	0	2	2	0	0	4	
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	34	0	702	278	325	4 976	180	6 495	
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	150	50	141	662	690	67	0	1 760	
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	9	28	10	53	18	22	4	144	
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	0	44	9	27	49	9	0	138	
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	8	9	3	5	27	1	4	57	
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	14	5	16	33	27	7	6	108	
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	84 525	0	0	0	0	84 525	
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	251 687	0	0	0	0	251 687	
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	93	0	0	0	0	93	

CONCLUSIONS

En 2023, la région SLC a continué à se débattre avec une inflation élevée et une dette croissante, l'instabilité politique et l'intensification des conflits, provoquant des défis sécuritaires, politiques et humanitaires interdépendants. Le nombre de personnes confrontées à des niveaux de crise d'insécurité alimentaire a atteint 45 millions, soit 13,6 millions de plus qu'en 2022. De même, à la fin de l'année, les pays SLC accueillaient 6,5 millions de personnes déplacées et 1,8 million de réfugiés, ce qui représente respectivement une augmentation de 4% et de 64% par rapport à la fin de 2022.

LE PORTEFEUILLE DU FFU EN 2023

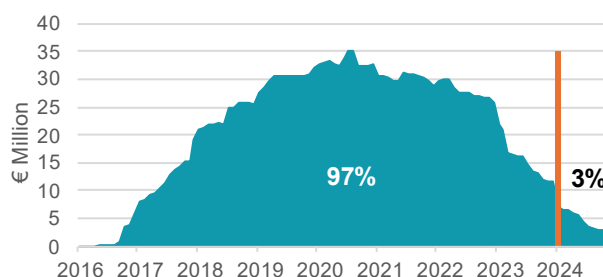
En 2023, le portefeuille de contrats du FFU dans la fenêtre SLC a augmenté, avec un projet supplémentaire. En décembre 2023, le portefeuille comprenait 213 contrats d'une valeur de 2,18 milliards d'euros.

À la fin de l'année 2023, 82 programmes sur 108 étaient achevés. 26 programmes continueront à mettre en œuvre des activités en 2024 et au début de 2025. La

plus grande partie des programmes restants se concentre sur l'OS 4 (41%), suivi de l'OS 1 (27%) et de l'OS 2 (25%). L'OS 3 ne représente que 7% des programmes actifs restants.

Les programmes régionaux représentent 39% des programmes restants. Au niveau national, les pays ayant le plus de programmes encore actifs sont le Niger (16%), le Mali (11%), le Sénégal, le Ghana et le Burkina Faso (7% chacun). Des pays comme le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Nigéria n'ont aucun programme national encore actif.

Figure 49: Dépenses des fonds SLC du FFU¹



LE MLS

Ce rapport est le résultat de la treizième série de collecte de données menée par l'équipe MLS pour la fenêtre SLC du FFU. La collecte de données pour le deuxième semestre 2023 a duré de début février 2023 à début mars 2023. De nombreux PMO ont également fourni à l'équipe MLS des informations qualitatives sur la mise en œuvre du programme, qui ont soutenu l'analyse et la contextualisation des données collectées.

Le présent rapport comprend des données relatives à 209 projets, un nombre qui a progressivement augmenté : 71 projets ont été inclus dans le premier rapport en 2018, 129 en 2019, 166 en 2020, 193 en 2021 et 205 en 2022.

2023 - PRINCIPALES REALISATIONS

D'important résultats ont continué d'être enregistrés pour tous les objectifs stratégiques en 2023 :

- **Économie et emploi** : Le FFU a soutenu la création de 20 926 emplois dans la région SLC en 2023, pour un total de 158 651 emplois créés ou soutenus depuis le début des activités (indicateur 1.1). Au cours de l'année, 158 644 personnes ont bénéficié d'une aide pour développer des AGR (indicateur 1.3), et 15 397 personnes ont bénéficié d'un enseignement technique et professionnel et/ou d'un développement des compétences (indicateur 1.4). En outre, 4 028 MPME ont été créées

¹ Estimations basées sur le budget, les dates de début et de fin des contrats connus. Seuls les projets contractuels et opérationnels sont inclus.

ou soutenues (indicateur 1.2). Enfin, 11 infrastructures commerciales et productives ont été construites ou remises en état (indicateur 1.5).

- **Résilience** : Les programmes financés par le FFU ont fourni à 417 887 personnes une assistance liée à la sécurité alimentaire (indicateur 2.4) et à 333 994 bénéficiaires une assistance nutritionnelle (indicateur 2.3) en 2023. Les programmes financés par le Fonds ont également soutenu la fourniture de 20 871 services sociaux de base (indicateur 2.2) et amélioré l'accès aux services de base pour 808 819 personnes (indicateur 2.9) au cours de l'année. En outre, 744 infrastructures sociales ont été construites ou réhabilitées (indicateur 2.1 bis), et 11 259 personnes ont été formées à la fourniture de services (indicateur 2.8). Enfin, 940 343 personnes ont été touchées par des campagnes de résilience (indicateur 2.7).
- **Migration** : Les programmes financés par le FFU ont fourni une assistance ou une protection à 4 885 migrants en transit, réfugiés, demandeurs d'asile et déplacés internes en 2023 (indicateur 3.2). Les programmes ont également permis de renforcer les capacités ou d'apporter un soutien opérationnel à 1 738 membres du personnel (indicateur 3.7) et à 20 institutions (indicateur 3.6) afin d'améliorer la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et de destination. Les campagnes sur les risques de la migration irrégulière ont touché 3 009 789 migrants et migrants potentiels au cours de l'année (indicateur 3.3). Enfin, les activités financées par le Fonds ont permis de soutenir 420 retours volontaires (indicateur 3.4) et 796 rapatriés bénéficiant d'une aide à la réintégration (indicateur 3.5 bis).
- **Gouvernance, sécurité et prévention des conflits** : Les programmes financés par le Fonds fiduciaire ont soutenu la rédaction de 109 lois, plans et documents politiques visant à améliorer la gouvernance et les efforts d'élaboration des politiques en 2023 (indicateur 4.6). En outre, 3 167 953 personnes ont participé à des activités de consolidation de la paix axées sur la cohésion sociale et la résolution des conflits au cours de l'année (indicateur 4.3). Les programmes financés par le FFU ont également dispensé des formations sur la prévention des conflits et la sécurité à 21 193 membres du personnel et acteurs clés impliqués dans la cohésion sociale et la dynamique de la paix (indicateur 4.2). Enfin, six infrastructures de gouvernance ont été soutenues (indicateur 4.1) et 11 436 équipements (indicateur 4.1 bis) ont été fournis pour soutenir la gouvernance et la sécurité.

6. INDEX

6.1. TABLEAUX

Tableau 1: Projet nouvellement ajouté au MLS pour le rapport annuel 2023, décembre 2023	12
Tableau 2: Indicateurs de réalisation communs du FFU pour tous les projets SLC, décembre 2023	20
Tableau 3: Indicateurs communs de réalisations du FFU pour le Tchad, décembre 2023	42
Tableau 4: Indicateurs communs de réalisations du FFU pour la Mauritanie, décembre 2023	43
Tableau 5: Indicateurs communs de réalisations du FFU pour le Nigéria, décembre 2023.....	44
Tableau 6: Indicateurs communs de réalisations du FFU pour la Gambie, décembre 2023	45
Tableau 7: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Burkina Faso, décembre 2023.....	52
Tableau 8: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour la Côte d'Ivoire, décembre 2023.....	57
Tableau 9: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Ghana , décembre 2023	63
Tableau 10: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour la Guinée, décembre 2023	67
Tableau 11: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Mali, décembre 2023	74
Tableau 12: Indicateurs de réalisation communs du FFU pour le Niger, décembre 2023	81
Tableau 13: Indicateurs communs de réalisation du FFU pour le Sénégal, décembre 2023.....	87

6.2. CHIFFRES

Figure 1: Ventilation du budget contractuel par pays et par objectif stratégique, décembre 2023.....	5
Figure 2: Projets et budget couverts par le rapport annuel 2023 MLS, décembre 2023	12
Figure 3: Évolution des projets et des budgets couverts par le MLS dans la région SLC, décembre 2023	13
Figure 4: Projets sous contrat du FFU SLC par budget et état d'avancement, janvier 2024	14
Figure 5: Répartition du budget par pays et par partenaire de mise en œuvre, juin 2024:	15
Figure 6: Ventilation du budget contractuel par objectif stratégique, Juin 2024	17
Figure 7: Principales réalisations des programmes financés par le FFU en 2023, décembre 2023	20
Figure 8: Tableau de bord de l'objectif stratégique 1, SLC, décembre 2023.....	21
Figure 9: Évolution de l'indicateur 1.2 du FFU, SLC, décembre 2023.....	24
Figure 10: Tableau de bord de l'objectif stratégique 2, SLC, décembre 2023	26
Figure 11: Nombre de personnes aux stades 3 à 5 de l'IPC, décembre 2023	27
Figure 12: Tableau de bord de l'objectif stratégique 3, SLC, décembre 2023	31
Figure 13: Nombre de personnes déplacées et de réfugiés, et principaux flux migratoires en 2023...33	
Figure 14: Tableau de bord de l'objectif stratégique 3, SLC, décembre 2023	35
Figure 15: Tableau de bord de l'objectif stratégique 4, SLC, décembre 2023	37
Figure 16: Évolution du nombre d'événements violents en 2022 et 2023	38
Figure 17. Burkina Faso - Faits et chiffres clés, décembre 2023	46
Figure 18: Portefeuille du FFU au Burkina Faso, décembre 2023.....	48
Figure 19: Quelques résultats du FFU au Burkina Faso, décembre 2023	49
Figure 20: Indicateur 2.3 du FFU au Burkina Faso, décembre 2023	50
Figure 21: Indicateur 4.3 du FFU au Burkina Faso, décembre 2023	51
Figure 22: Côte d'Ivoire - Faits et chiffres clés, décembre 2023	53
Figure 23: Portefeuille du FFU en Côte d'Ivoire, décembre 2023.....	54

Figure 24: Quelques résultats du FFU en Côte d'Ivoire, décembre 2023	55
Figure 25: Indicateur FFU 3.7 en Côte d'Ivoire, décembre 2023.....	56
Figure 26: Ghana - Faits et chiffres clés, décembre 2023.....	58
Figure 27: Portefeuille du FFU au Ghana, décembre 2023.....	59
Figure 28: Résultats sélectionnés du FFU au Ghana, décembre 2023.....	60
Figure 29: Indicateur 1.1 du FFU au Ghana, décembre 2023	61
Figure 30: Indicateur 4.1 bis du FFU au Ghana, décembre 2023	63
Figure 31: Guinée - Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2023.....	64
Figure 32: Portefeuille du FFU en Guinée, décembre 2023.....	65
Figure 33: Résultats sélectionnés du FFU en Guinée, décembre 2023.....	66
Figure 34: Indicateur 2.9 du FFU en Guinée, décembre 2023	67
Figure 35: Mali - Tableau de bord des faits et chiffres clés, décembre 2023.....	68
Figure 36: Portefeuille du FFU au Mali, décembre 2023.....	70
Figure 37: Situation au Mali et résultats du FFU - en décembre 2023.....	71
Figure 38: Indicateur 4.3 du FFU au Mali, décembre 2023	72
Figure 39: Indicateur 5.4 du FFU au Mali, décembre 2023	73
Figure 40: Niger - Faits et chiffres clés, décembre 2023	75
Figure 41: Portefeuille du FFU au Niger, décembre 2023.....	77
Figure 42: Résultats sélectionnés du FFU Niger, décembre 2023	78
Figure 43: Indicateur 4.3 du FFU au Niger, décembre 2023	79
Figure 44: Indicateur 3.2 du FFU au Niger, décembre 2023	81
Figure 45: Sénégal - Faits et chiffres clés, décembre 2023	82
Figure 46: Portefeuille de le FFU au Sénégal, décembre 2023.....	83
Figure 47: Résultats sélectionnés du FFU au Sénégal, décembre 2023	85
Figure 48: Indicateur 2.1 bis du FFU au Sénégal, décembre 2023.....	86
Figure 49: Dépenses des fonds SLC du FFU	88